

**nacdi**  
Initiative nord-américaine  
de diplomatie culturelle

# LA DIPLOMATIE CULTURELLE EN TANT QUE PRATIQUE CRITIQUE

---

Rapport du sommet

Le présent rapport est le premier document de l'Initiative nord-américaine de diplomatie culturelle concernant le projet *Une approche de la diplomatie axée sur les relations culturelles : pratique, intervenants et politique*

**TITRE DU RAPPORT :**

**LA DIPLOMATIE CULTURELLE EN TANT QUE PRATIQUE CRITIQUE**

**ÉDITEUR :** Initiative nord-américaine de diplomatie culturelle <https://culturaldiplomacyinitiative.com/>

**RÉDACTEURS EN CHEF :** Jeffrey Brison (Université Queen's) et Lynda Jessup (Université Queen's).

**CONTRIBUTEURS :** Robert Albro (American University), Lourdes Arizpe (Université nationale autonome du Mexique), Jonathan Chait Auerbach (Consul général du Mexique à Miami), Josh Basseches (Musée royal de l'Ontario), Edgardo Bermejo (consultant indépendant), Vanessa Bravo (Université Elon), Jutta Brendemühl (Goethe-Institut Toronto), Catherine C. Cole (Commonwealth Association of Museums), Costas M. Constantinou (Université de Chypre), Noé Cornago (Université du Pays basque), Simon Dancey (Université de Leeds), Mauricio Delfin (Asociación Civil Solar), James Counts Early (Smithsonian Institution), Simge Erdogan (Université Queen's), Alberto Fierro (Ministère des Affaires étrangères du Mexique), Carla Figueira (Goldsmiths, Université de Londres), Eric Fillion (Université de Toronto), Alexandre Couture Gagnon (Université du Texas de la Vallée du Rio Grande), Kimberly Gibbons (Conseil ontarien pour la coopération internationale), Patricia Goff (Université Wilfrid-Laurier), Andreas Görden (Ministère allemand des Affaires étrangères), Linda Grussani (Université Queen's), Yudhishthir Isar (American University of Paris), Umair Jaffar (Small World Music), Bronwyn Jaques (Université Queen's), Kelly Langgard (Conseil des arts de l'Ontario), Michael Manulak (Université Carleton), Toby Miller (Universidad Autónoma Metropolitana—Cuajimalpa; Murdoch University), Amy Parks (Université Queen's), Francisco Peredo-Castro (Université nationale autonome du Mexique), Nora Rahimian (#CultureFix), Sudarshan Ramabadran (India Foundation's Center for Public Diplomacy and Soft Power), Pablo Raphael de Madrid (Secrétariat de la Culture du Mexique), Ryan Rice (Université de l'École d'art et de design de l'Ontario), Jolene Rickard (Université Cornell), Ben Schnitzer (Université Queen's), Eduardo Luciano Tadeo Hernández (Universidad Iberoamericana), Guadalupe Moreno Toscano (Universidad Iberoamericana), Odila Triebel (Institut für Auslandsbeziehungen), David Joseph Wellman (Université DePaul), R. S. Zaharna (American University)

**RÉVISION ET PRÉPARATION DU MANUSCRIT :** Timothy Pearson

**CONCEPTION ET FORMATAGE :** Ada Sokolowski

**GESTIONNAIRE DU WEBINAIRE :** Robert Hernández Martínez

**TRADUCTION :** Pierre Pellerin

**REMERCIEMENTS :** Les rédacteurs en chef souhaitent remercier les participants au webinaire organisé dans le cadre du sommet qui ont grandement contribué au projet de recherche, *Une approche de la diplomatie axée sur les relations culturelles : pratique, intervenants et politique*.

**VEUILLEZ CITER DE LA MANIÈRE SUIVANTE :** *La diplomatie culturelle en tant que pratique critique*. (2021). Initiative nord-américaine de diplomatie culturelle, <https://culturaldiplomacyinitiative.com/>.

Le présent rapport découle du projet intitulé *Une approche de la diplomatie axée sur les relations culturelles : pratique, intervenants et politique*, financé par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada en partenariat avec la Annenberg School for Communication and Journalism de l'University of Southern California, le Center on Public Diplomacy de l'University of Southern California, Affaires mondiales Canada, le Conseil international des musées au Canada, l'Université Queen's de Kingston, le Musée royal de l'Ontario, la Universidad Iberoamericana de Mexico, le Wilson Institute for Canadian History et l'Université McMaster.

## **RECONNAISSANCE DE LA PRÉSENCE AUTOCHTONE**

Bien que nous nous rencontrions virtuellement dans le cadre de la poursuite de cette initiative, nous reconnaissons que nous occupons physiquement des territoires qui appartiennent aux peuples autochtones. La série de sommets de recherche auxquels nous participerons au cours des trois prochaines années se déroulera sur ces territoires. Nous encourageons les lecteurs à réfléchir à leur rapport spécifique avec ces territoires et avec les peuples autochtones qui y vivent depuis des temps immémoriaux.

En particulier, l'Université Queen's est sise sur le territoire traditionnel des nations Anishinaabe et Haudenosaunee, qui abrite par ailleurs plusieurs communautés autochtones. Nous croyons savoir que ce territoire fait l'objet du traité de la ceinture Wampum faisant référence au concept du « bol à une seule cuillère », une entente conclue entre la Confédération iroquoise et les Ojibwés et nations alliées convenant de partager et de préserver pacifiquement les ressources sur tout le pourtour des Grands Lacs.

Le Musée royal de l'Ontario se trouve pour sa part sur les terres ancestrales du peuple Wendat, de la Confédération des nations Haudenosaunee et Anishinabe, y compris les Mississaugas de la Première Nation Credit, qui y vivent depuis des temps immémoriaux.

# OHÈN:TON KARIHWATÉHKWEN

**Kanonhsyonne Janice C. Hill (Jan)**

- **Vice-principale associée**, Initiatives autochtones et Réconciliation
- **Bureau des Initiatives autochtones**, Université Queen's, Kingston (Ontario).

**KENTSIOHKWA** sewatahonsiyost kahnikariwesa. te tsitawanonwerahton Ne Shonkwayatihson. Ne wahi rosa:anyon. Ne kati Ne Ohen:ton Karihwatehkwen. Enkawenno hetston.

Onen sewatahonsiyohst kentyohkwa, ne:'e kati ohenton karihwatehkwen enkatewennonkohte. (Allocution d'action de grâce)

Akwekon enska entitewahwe'nonni ne onkwa'nikonhra tahnnon teyethinonhweraton ne akwekon yonkhi yenawases tsi ohwentsya:te. (Tout ce qui est sur la Terre)

Akwekon enska entitewahwe'nonni ne onkwa'nikonhra tahnnon teyethinonhweraton ne akwekon yonkhi yenawases tsi tkaronhya:te. (Tout ce qui est dans les Cieux)

Tahnnon onen kati akwekon tetshitewanonhweraton ne Shonkwaya'tihson. (Le Créateur)

Tho ni yoh ton hak ne sewa'nikon:ra. (J'ai dit)

Aujourd'hui, nous rendons grâce à toutes les choses qui sont sur la Terre et dans les Cieux, grâce auxquelles nous pouvons continuer d'exister en tant qu'êtres humains. Nous reconnaissons le Créateur de toutes choses et l'Énergie de la Création, et nous les remercions.

'She:kon Sewakwe:kon, Wa'tkwanonhwerá:ton. Kanonhsyonne ne yonkiats. Karahkwine Catherine Brant kénha yontátyats ne Akenistenha tahnnon Lennox Hill kénha ronwá:yats ne Rakeniha. Wakenyahton Kanyen'kehá:ka niwakwenhontsyoten. Kenhtè:ke nitewakenon, Kenhtè:ke kenekare.

Kanonhsyonne, « Celle qui bâtit une maison », est le nom qu'on m'a donné. Ma défunte mère s'appelait Catherine Brant, et mon défunt père Lennox Hill. Mon père appartenait au clan du Loup; j'appartiens au clan de la Tortue de la nation Mohawk. Je viens de Kenhtè:ke, et c'est là que je vis.

Dans une introduction plus formelle, je continuerais à vous parler de ma famille, de mes enfants, de mes grands-parents, etc. Aujourd'hui, je me contenterai de préciser que mes deux parents et tous mes grands-parents depuis au moins six générations sont des Kanyen'kehá:ka.



*Kaunhzyonne*

Il est de coutume qu'avant de m'adresser à un groupe, je précise la place que j'occupe au sein de ma famille, de mon clan et de ma nation; c'est une marque de respect. Il est important que je me positionne de manière à ce que vous sachiez d'où je parle, de quoi je parle, et comment je me situe par rapport à vous.

Il est important de reconnaître et de respecter les territoires ancestraux et traditionnels et les communautés autochtones locales. Ce faisant, nous honorons nos ancêtres et les gardiens actuels du territoire, et nous prenons acte de nos relations personnelles, spirituelles, politiques et sociales avec le territoire et avec nos semblables.

Pour être significative et respectueuse, la reconnaissance du territoire doit être intentionnelle. C'est le moment de rendre grâce et de considérer nos rôles individuels et collectifs dans la gestion de la Terre Mère et dans l'établissement de relations entre les peuples et communautés autochtones, les autres membres de la famille humaine et la Terre.

Je vous invite tous à considérer le territoire où vous vous trouvez aujourd'hui et à réfléchir à votre rapport avec lui.

Je suis également vice-principale associée,

Initiatives autochtones et Réconciliation, ici-même à l'université Queen's. Ma tâche est de travailler à la décolonisation, à l'autochtonisation et à la réconciliation sur nos campus.

Dans ma culture, les femmes sont les gardiennes du Territoire. Nous avons la responsabilité de garder, de soigner et de protéger le territoire pour les générations à venir. Le Territoire leur appartient et appartient à leurs successeurs. De même, nous avons pour instruction de veiller à ce que les décisions que nous prenons tiennent compte des intérêts des sept prochaines générations, en nous assurant qu'elles ne nuiront pas à nos enfants, aux leurs et ainsi de suite pour les sept générations à venir. Nous sommes également chargés de nous souvenir de nos ancêtres des sept générations passées, de nous rappeler tout ce qu'ils ont fait pour veiller à ce que nous soyons toujours ici, sur notre territoire, et de nous rappeler qui nous sommes et d'où nous venons.

Au nom du Bureau des Initiatives autochtones de l'Université Queen's, je vous souhaite la bienvenue à cette rencontre extraordinaire.

Nyawen Kiwahi. Je vous remercie de votre aimable attention. •

# BARBARA CROW

• **Doyenne**, *Faculté des arts et des sciences*  
**Université Queen's**

**AU** nom de l'Université Queen's, j'ai le plaisir de vous présenter les résultats du sommet de recherche intitulé « *La diplomatie culturelle en tant que pratique critique* ». Ce rapport ouvre une perspective nouvelle et importante sur la diplomatie culturelle telle qu'imaginée par un large groupe de praticiens et d'universitaires sous la direction de l'Initiative nord-américaine de diplomatie culturelle (NACDI). En ma qualité de doyenne de la Faculté des arts et des sciences de l'Université Queen's, je suis très consciente de la nécessité urgente d'engager des échanges du type de ceux que Kanonhsyonne Janice Hill a décrits dans son allocution d'ouverture.

Permettez-moi d'abord de souligner que l'université Queen's est sise sur le territoire traditionnel des nations Haudenosaunee et Anishinaabe. Je suis reconnaissante de pouvoir vivre, travailler, étudier, apprendre et enseigner sur ces terres, et j'exprime cette reconnaissance par la grâce rendue chaque jour par chacun de nos étudiants, des membres de notre faculté et de notre personnel, tant ici qu'à l'extérieur du territoire.

Lorsque nous avons formulé cette reconnaissance du territoire au nom de notre faculté, nous ne savions pas qu'« extérieur » se traduirait par « virtuel », et qu'en 2020, la pandémie nous obligerait à poursuivre notre engagement à distance avec la plupart de nos communautés. Pourtant, si la nature virtuelle de ce sommet a mis en lumière les possibilités d'interaction dans l'espace numérique, nous n'avons pas encore réussi à garantir un large accès à la bande passante et à la technologie nécessaires pour faciliter équitablement l'apprentissage et le partage du savoir en ligne.

Cette pandémie a également remis en question notre façon de communiquer en exposant plus profondément et en renforçant d'autres fractures et systèmes d'oppression interreliés. D'innombrables communautés ont été contraintes de reconnaître enfin les cultures et les systèmes qui contribuent à asseoir la suprématie blanche et l'oppression systémique des communautés noires et autochtones et des autres personnes de couleur. Ma propre communauté, la Faculté des arts et des sciences, ne fait pas exception. Tous les membres de notre faculté, la plus grande de l'Université Queen's, se sont engagés à respecter les principes directeurs de la promotion de la diversité et de l'inclusion, y compris la lutte contre le racisme, la décolonisation et le renouveau autochtone. Ces préoccupations immédiates soulignent l'importance de la diplomatie dans la promotion d'un dialogue constructif autour de la définition et de l'encadrement des problèmes locaux et mondiaux les plus urgents auxquels nous sommes confrontés.

Ce rapport, qui nous invite à réfléchir de manière critique aux hypothèses qui sous-ten-



dent nos relations interpersonnelles et notre position — tant intellectuelle que matérielle —, s’aligne sur la vision exposée dans le nouveau plan stratégique de l’Université Queen’s : articuler un objectif global pour l’université. Comme l’a récemment écrit le recteur Deane, « Nous devons délibérément reconsidérer et renégocier notre relation avec le monde au-delà de Queen’s. Ce monde inclut le Canada, tel qu’il existe en cette troisième décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, notre communauté définie localement et globalement, et l’environnement dont tous ces éléments dépendent ». Pour notre Faculté, cette vision comprend l’engagement de notre communauté dans la mondialisation, tant au pays qu’à l’étranger, notamment par la promotion de projets de recherche internationaux et interdisciplinaires, comme celui-ci, qui diversifient notre programme d’études et notre environnement.

En ce sens, l’Université Queen’s adhère étroitement aux valeurs et objectifs de la NACDI, co-organisateur du Sommet, du Musée royal de l’Ontario et des institutions participantes, notamment le Centre on Public diplomacy de l’USC et l’Universidad Iberoamericana. Je suis enthousiasmée par ces partenariats, tout comme je le suis par les collaborations et les intersections entre les universitaires et les praticiens signalées par nos partenariats avec Affaires mondiales Canada, le Couloir culturel de Bloor Street et le Conseil international des

musées du Canada, qui visent à promouvoir cette importante initiative de recherche.

Je suis donc ravie de partager ce rapport avec vous — pour faire progresser le dialogue interculturel, l’érudition et la pratique autour d’une approche diplomatique fondée sur les relations culturelles. Dans la situation mondiale actuelle, on ne saurait trop insister sur l’importance critique d’une telle approche. Nous devons nous concentrer sur le développement de relations personnelles et interculturelles en faisant progresser la diplomatie en tant que position interpersonnelle facilitée par les organisations culturelles et les ONG, et en privilégiant une perspective à long terme plutôt que des intérêts à court terme. En termes simples, nous devons intégrer la culture dans le dialogue diplomatique et reconnaître l’importance d’engager les institutions éducatives et culturelles, et d’intégrer les perspectives culturelles, dans la diplomatie.

Je me félicite des évaluations, des idées et des recommandations individuelles et collectives du groupe de travail qui a généré les débats intenses dont fait état le présent rapport, et je félicite toute l’équipe qui a organisé ce sommet. Je vous suis reconnaissante à tous pour le travail important que vous faites pour promouvoir la diplomatie culturelle en ce moment critique et dans le contexte mondial. ●

# JOSH BASSECHES

• *Directeur général*  
*Musée royal de l'Ontario*

**AU** nom du Musée royal de l'Ontario (ROM), je suis heureux de partager avec vous ce rapport qui expose les résultats du sommet de recherche *La diplomatie culturelle en tant que pratique critique*. Grâce à une approche vitale et critique de la diplomatie culturelle, cet événement novateur remet en question notre compréhension de la culture et de la diplomatie. Nous vivons à une époque complexe, et les délibérations du sommet contribueront à mettre notre compréhension de l'engagement mondial au diapason du XXI<sup>e</sup> siècle.

Je suis particulièrement heureux que le ROM ait pu coorganiser ce sommet avec nos amis de l'Université Queen's et en partenariat avec le Center on Public Diplomacy de l'USC et l'Universidad Iberoamericana. Nos efforts de collaboration ont permis de créer une véritable Initiative nord-américaine de diplomatie culturelle. Ce sommet a été rendu possible par une subvention de développement de partenariat du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, et je suis ravi de reconnaître cette contribution du Conseil à la NACDI. Je tiens également à remercier d'autres organisations partenaires pour leur engagement dans ce travail important : le Couloir culturel de Bloor Street, Affaires mondiales Canada et le Conseil international des musées du Canada.

Le ROM est le plus grand musée du Canada. Il possède une collection unique en son genre couvrant les domaines de l'art, de la culture et de la nature et comptant 13 millions d'œuvres d'art, d'objets culturels et de spécimens d'histoire naturelle. Il est sis sur le territoire ancestral des Wendats, de la Confédération des nations Haudenosaunee et Anishinabe, y compris les Mississaugas de la Première nation Credit, qui y vivent depuis des temps immémoriaux. C'est le musée le plus visité du Canada et l'un des plus visités d'Amérique du Nord; un endroit où nous espérons revenir dès que nous sortirons de la pandémie. Fait significatif, nous sommes également le musée mondial du Canada, ce qui se reflète dans nos collections, nos partenariats et nos réseaux, ainsi que dans notre vision du monde. Le ROM est actif dans des dizaines de pays du monde entier, et ses activités et sa mission sont intrinsèquement mondiaux.





A handwritten signature in red ink, which appears to read "John Emml". The signature is fluid and cursive, positioned on the right side of the red background.

Mais, en même temps, notre engagement est aussi local. Nous sommes situés dans l'une des grandes villes les plus diversifiées du monde, Toronto. La diversité de nos publics et la façon dont nous abordons notre engagement auprès d'eux influent sur tout ce que nous faisons. Par ailleurs, reconnaissant les racines coloniales du musée et pleinement engagé à faire progresser l'équité et l'inclusion, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, le ROM s'efforce de devenir toujours plus pertinent et central dans la vie des gens et d'être une plaque tournante pour la communauté mondiale à laquelle nous appartenons.

C'est à la convergence des enjeux locaux et mondiaux que je vois l'impact profond que les musées peuvent avoir sur notre prise de conscience et notre connaissance des moyens d'appréhender le monde. En ce sens, le musée peut également émerger comme un acteur diplomatique sur la scène mondiale. Avec ses collections et activités couvrant le monde entier, le ROM s'engage à pousser la réflexion, à jouer un rôle de chef de file en matière de diplomatie culturelle, et à promouvoir un

rôle intégral pour les musées dans cette sphère. La mission du musée est de transformer la vie des gens, de façonner ensemble l'avenir et, de ce fait, de se tailler un rôle dans la résolution d'enjeux mondiaux comme le racisme systémique, la réconciliation et le changement climatique. Ce travail exige une action mondiale, de nouvelles alliances et des approches audacieuses. Les thèmes du projet de recherche, du sommet et du présent rapport illustrent et amplifient notre travail dans ces domaines d'engagement essentiels.

Je voudrais conclure en remerciant l'équipe qui a organisé le sommet pour son excellent et courageux travail. Je remercie aussi le public et les membres du groupe de travail pour leur participation engagée, leurs contributions au présent rapport et leur dévouement à promouvoir l'initiative que constitue la diplomatie culturelle. ●



# TABLE DES MATIÈRES

|   |    |
|---|----|
| <b>Résumé analytique</b> .....  | 12 |
| <b>Organisateurs du Sommet</b> .....  | 16 |
| <b>Chargés de recherche</b> .....   | 17 |
| <b>Remerciements</b> .....  | 18 |
| <b>La diplomatie culturelle en tant que pratique critique</b><br>PAR JEFFREY BRISON ET LYNDA JESSUP .....       | 20 |
| <b>Description du Sommet :</b><br>LA DIPLOMATIE CULTURELLE EN TANT QUE PRATIQUE CRITIQUE. ....                  | 39 |
| <b>SESSION I :</b><br>L'ÉLÉMENT « CULTURE » DE LA DIPLOMATIE CULTURELLE. ....                                   | 40 |
| <b>SESSION II :</b><br>AU-DELÀ DU CENTRISME DE L'ÉTAT : PALLIER LES LIMITES<br>DE LA DIPLOMATIE. ....           | 50 |
| <b>SESSION III :</b><br>UNE APPROCHE DE LA DIPLOMATIE DES RÉSEAUX FONDÉE<br>SUR LES RELATIONS CULTURELLES ..... | 62 |
| <b>Annexe :</b><br>DÉCLARATIONS DES MEMBRES DES ATELIERS .....  | 73 |
| <b>Références</b> .....   | 99 |

# RÉSUMÉ ANALYTIQUE

**EN** septembre 2020, l'Initiative nord-américaine de diplomatie culturelle (NACDI) lançait son premier sommet de recherche : *La diplomatie culturelle en tant que pratique critique*. Organisé conjointement par l'Université Queen's et le Musée royal de l'Ontario, le sommet s'est déroulé virtuellement les 24 et 25 septembre. Le présent rapport fait état des résultats du sommet et vise à diffuser largement le contenu des entretiens et les enseignements acquis aux praticiens et aux universitaires afin de recadrer et d'encourager le débat actuel et de faire de la diplomatie culturelle un domaine d'étude et de pratique critique.

*La diplomatie culturelle en tant que pratique critique* est le premier de trois sommets de recherche organisés en Amérique du Nord dans le cadre d'un projet plus large intitulé *Une approche de la diplomatie axée sur les relations culturelles : pratique, intervenants et politique*. Réunissant des universitaires et des praticiens œuvrant des deux côtés de la dichotomie culture – diplomatie et les invitant à se pencher sur les promesses d'une approche de la pratique diplomatique axée sur les relations culturelles, la série de sommets vise à articuler le débat actuel autour du rapport culture–diplomatie dans l'étude et la pratique des relations mondiales. Ce premier sommet, axé sur la *pratique*, débouchera sur le deuxième sommet qui aura pour thème les *intervenants* mondiaux et qui permettra d'étayer les débats du troisième sommet consacré à l'élaboration de réponses *politiques* efficaces. Les sommets ont pour but de créer à terme un climat propice au débat en favorisant les échanges qui ouvriront la voie à de nouveaux champs d'enquête. Ils serviront aussi de points d'ancrage pour la mise en réseau des partenaires afin de définir les orientations à retenir pour la poursuite de la *recherche, la sensibilisation aux enjeux et l'élaboration des politiques*.

Le premier sommet comportait un débat public et trois sessions d'ateliers, étalés sur deux jours. Le débat public avait pour thème *Au-delà des projections : une approche critique de la diplomatie culturelle*. Il était placé sous la présidence de Jian (Jay) Wang,



directeur du Center on Public Diplomacy de l'University of Southern California. Le panel, représentant un vaste éventail de groupes d'intérêt et de perspectives, rassemblait les personnes suivantes : Jolene Rickard, Histoire de l'art et Études visuelles, Université Cornell; Pablo Raphael de Madrid, directeur général de la promotion de la culture et des festivals, Secrétariat de la culture, Mexique; Nora Rahimian, Consultante en création et co-fondatrice de #CultureFix; Josh Basseches, directeur du Musée Royal de l'Ontario. Les membres du panel ont été invités à considérer la diplomatie comme un ensemble de comportements, de dispositions et d'attitudes intégrés dans un spectre plus large de relations culturelles, et d'imaginer de manière critique une « nouvelle diplomatie culturelle ». Ce faisant, ils ont abordé la question de savoir si les acteurs non étatiques, notamment les organisations non gouvernementales (ONG) et à but non lucratif (OBNL), les institutions culturelles et les groupes de militants, peuvent être considérés comme les nouveaux diplomates du XXI<sup>e</sup> siècle. Enfin, ils ont évalué l'aptitude des acteurs du nouvel environnement en réseaux à unir leurs forces pour relever les défis mondiaux et instaurer des relations transculturelles plus efficaces.

Les trois sessions d'ateliers, qui correspondent aux chapitres du présent rapport, ont été conçues pour favoriser des discussions génératives et dialogiques entre les participants. Chaque session rassemblait deux animateurs et une quarantaine de participants. D'autres participants formant un auditoire plus large — comptant jusqu'à deux cents personnes — ont suivi ces sessions et ont interagi avec les membres des panels en posant des questions et en formulant des observations. L'objectif était de créer un environnement propice à la catalyse de l'expertise et de l'expérience collectives des universitaires et des praticiens afin de stimuler l'élaboration d'un domaine critique à l'interface de la culture et de la

diplomatie, et en même temps de répondre à l'intérêt des participants à étayer et à dynamiser leurs propres pratiques et domaines de recherche, en alimentant ainsi les théories, les méthodologies et les pratiques des groupes plus larges qu'ils représentaient. Les trois sessions étaient intitulées : « L'élément 'culture' de la diplomatie culturelle »; « Au-delà du centrisme de l'État : pallier les limites de la diplomatie » et « Une approche de la diplomatie des réseaux fondée sur les relations culturelles ».

Le sommet a fait l'objet d'un large engagement international et a rassemblé des participants de l'Argentine, de l'Australie, de la Belgique, du Canada, de la Chine, du Danemark, des États-Unis, d'Iraq, de l'Italie, du Japon, du Kenya, du Mexique, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, du Pérou, des Philippines, du Portugal, du Royaume-Uni et de Singapour. Le groupe central de participants invités à l'atelier reflétait un cercle diversifié d'acteurs engagés dans la diplomatie culturelle ou justifiant d'une expérience dans ce domaine, notamment des chercheurs universitaires, du personnel d'organisations de réseaux intergouvernementaux, d'organismes philanthropiques privés et de ministères des Affaires étrangères, des consultants culturels privés, des artistes et d'autres producteurs culturels. Chacun de ces participants a fourni à l'avance un énoncé de projet sur la diplomatie culturelle, démontrant ainsi la diversité des perspectives dans ce domaine. Ces documents sont inclus en annexe au présent rapport.

Les trois sessions d'ateliers de *La diplomatie culturelle en tant que pratique critique* ont suscité des conversations qui ont abouti à une série de recommandations importantes. Ces recommandations constituent le principal résultat du sommet. Les participants ont appelé de leurs vœux une nouvelle approche de la diplomatie culturelle et un recadrage de

## LE SOMMET 2020

a permis aux participants de partager leurs expériences dans le but de susciter de nouvelles idées, de mettre en avant les diverses perspectives de la diplomatie culturelle, d'inspirer les autres participants, d'établir de nouveaux réseaux entre les secteurs et les disciplines et, plus largement, de mettre en avant les défis que pose la domination épistémique occidentale dans l'étude et la pratique de la diplomatie culturelle. Ses principaux objectifs étaient les suivants :

- 1 Lancer le projet de recherche *Une approche de la diplomatie axée sur les relations culturelles : pratique, intervenants et politique* en organisant le premier d'une série de trois sommets (2020 à 2022).
- 2 Réunir des universitaires et des praticiens représentant diverses tendances, œuvrant des deux côtés de la dichotomie culture – diplomatie.
- 3 Élaborer une série de recommandations pour guider l'étude et l'engagement futurs de la diplomatie culturelle en tant que pratique critique.

cette branche de la diplomatie en tant que pratique critique à la lumière de nouvelles perspectives et d'un éventail plus large de participants. En outre, les discussions ont permis de dégager des pistes de réflexion pour l'avenir. Les trois sessions et leurs recommandations sont examinées en détail dans les chapitres suivants du présent rapport. Le rapport contient également un essai introductif préparé par Jeffrey Brison et Lynda Jessup, qui aborde le projet dans son ensemble et situe les débats du sommet par rapport à la situation sur le terrain. Notre intérêt est d'exploiter le potentiel d'une diplomatie culturelle critique pour relier l'Amérique du Nord au reste du monde. À cette fin, les discussions du sommet ont débouché sur les recommandations suivantes :

- **Ouvrir le débat sur la diplomatie culturelle à la contestation** en proposant un programme de recherche actif et critique rassemblant les points de vue des universitaires et des praticiens de la « partie diplomatique » et de leurs homologues des disciplines culturelles afin d'embrasser les diverses compréhensions de la façon dont la « culture » fonctionne « diplomatiquement » et, ce faisant, projeter le débat au-delà de la perspective singulière de la diplomatie

culturelle en tant que pratique d'État.

- **Élargir la portée historique de l'analyse** pour englober des exemples de diplomatie culturelle historiquement et culturellement spécifiques qui problématisent toute compréhension singulière ou monolithique de la pratique, étoffant ainsi l'analyse et ouvrant la voie à la prise en compte des relations culturelles globales assimilée à une activité transhistorique.

- **Remettre en question les conceptions eurocentriques** de la diplomatie pour reconnaître la réalité du colonialisme et, surtout, admettre que la planète n'est pas simplement un assemblage d'États dans une communauté internationale qui s'universalise, mais plutôt un lieu constitué de nombreux mondes épistémiques.

- **Remettre en question les privilèges et contester** l'hypothèse selon laquelle la diplomatie dans l'environnement mondial en réseau est nécessairement une pratique émancipatrice et démocratisante. Fondamentalement, cela suppose de remettre en question le privilège accordé aux systèmes de connaissance occidentaux qui perpétuent le colonialisme et les relations colonialistes, le racisme systémique

et les disparités de pouvoir.

- **Envisager des structures de gouvernance** facilitant le rôle des praticiens de la culture dans la promotion de relations culturelles positives, notamment en remettant en cause les asymétries de pouvoir au sein de l'État-nation et de la société civile mondiale qui enrôlent les praticiens de la culture dans des programmes politiques qu'ils n'ont pas nécessairement contribué à définir et qui peuvent être hostiles à leurs valeurs et à leurs intérêts.

- **Reconnaître le caractère mythique de la neutralité culturelle** en examinant comment le concept de culture lui-même est impliqué dans des champs de pouvoir plus larges et dans leur mobilisation, et en comprenant plus profondément l'instrumentalité de la perception, chez les praticiens, de la neutralité de la culture.

- **Utiliser les outils disponibles pour faire progresser l'étude critique et la pratique.** Il est nécessaire de coupler la diplomatie culturelle et les relations culturelles et d'approfondir le débat à leur confluence, en reconnaissant que les activités diplomatiques et culturelles couvertes par ces termes s'inscrivent dans des champs d'échange et de négociation plus vastes impliquant politiquement des acteurs centrés sur l'État, des praticiens de la culture et des universitaires.

- **Œuvrer pour faciliter un moyen plutôt qu'une fin** en se concentrant sur le processus et non sur les objectifs de l'action du réseau, notamment en donnant la priorité aux horizons à long terme et à l'établissement de relations organiques plutôt qu'aux intérêts immédiats et aux résultats à court terme.

- **Ancrer le débat sur l'autoréflexivité** comme principe fondamental dans l'étude et la pratique des relations mondiales, en particulier sur les questions de pouvoir.

- **Mettre en place un cadrage interactif des problèmes** en sortant des frontières culturelles et épistémiques pour promouvoir des points d'entrée épistémiques de rechange dans l'étude et la pratique hégémoniques de l'action diplomatique, pour ouvrir ainsi la voie à une relecture du « succès » vu autrement que l'application de solutions apparentes aux problèmes, définis de manière hégémonique.

- **Appréhender le passé à travers une lentille multi-épistémique** en mobilisant les idées fournies par des études de cas historiquement spécifiques pour défier l'orthodoxie occidentale selon laquelle l'action diplomatique n'existe nécessairement que dans le domaine des relations officielles entre États.

Pour l'avenir, nous espérons nous appuyer sur ces recommandations et engager de nouvelles conversations lors du prochain sommet, en 2021. Ce deuxième sommet s'adressera aux acteurs et sera accueilli par le Center on Public Diplomacy de l'University of Southern California à Los Angeles. En 2022 le troisième sommet, portant sur la Politique, se tiendra à l'Universidad Iberoamericana de Mexico (Mexique).

Le sommet 2020 a été organisé par les membres de l'équipe de la NACDI basés en Amérique du Nord, qui ont travaillé avec sept chargés de recherche. Les organisateurs tiennent à remercier sincèrement les chercheurs qui ont soutenu l'organisation du sommet. Ils souhaitent en particulier remercier les participants pour leur engagement enthousiaste et leurs contributions, qui ont été essentielles au succès de l'événement.

Nous espérons que ce rapport servira à documenter les connaissances générées par le sommet et, surtout, qu'il pourra stimuler d'autres conversations, réflexions et recherches sur la diplomatie culturelle. ●

# ORGANISATEURS DU SOMMET



**JEFFREY BRISON**

Co-directeur,  
Programme d'études culturelles,  
Université Queen's



**NICHOLAS CULL**

Center for Communication,  
Leadership and Policy, University  
of Southern California



**LYNDA JESSUP**

Doyenne associée,  
Faculté des Arts et des Sciences,  
Université Queen's



**DYLAN MINER**

Collège résidentiel,  
Arts, Lettres et Sciences  
humaines,  
Michigan State University



**SASCHA PRIEUE**

Vice-président associé,  
Musée royal de l'Ontario



**CÉSAR VILLANUEVA RIVAS**

Département des  
Relations internationales,  
Universidad Iberoamericana



**SARAH E.K. SMITH**

Département des  
Communication et  
des Études médiatiques,  
Université Carleton



**ERIN SUTHERLAND**

Département des Arts,  
Université de Calgary



**JAY WANG,**

Directeur,  
Center on Public Diplomacy,  
University of Southern California



# CHARGÉS DE RECHERCHE



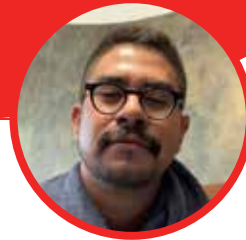
**BARAA ABUZAYED**

Programme  
d'études culturelles,  
Université Queen's



**SIMGE ERDOGAN**

Programme  
d'études culturelles,  
Université Queen's



**EDUARDO TADEO  
HERNÁNDEZ**

Programme  
de communications,  
Universidad Iberoamericana



**BRONWYN JAQUES**

Programme  
d'études culturelles,  
Université Queen's



**MEGHAN LINDSAY**

Programme  
d'études culturelles,  
Université Queen's



**AMY PARKS**

Programme  
d'études culturelles,  
Université Queen's



**BEN SCHNITZER**

Programme  
d'études culturelles,  
Université Queen's

# REMERCIEMENTS

LES ORGANISATEURS DU SOMMET TIENNENT À REMERCIER  
LES ORGANISATIONS SUIVANTES POUR LEUR SOUTIEN À CE PROJET :





ORGANISATEURS DU SOMMET

# LA DIPLOMATIE CULTURELLE EN TANT QUE PRATIQUE CRITIQUE

PAR JEFFREY BRISON et LYNDIA JESSUP

## INTRODUCTION : L'ÉMISSAIRE DE GANNACHIOUAVÉ ET LA DIPLOMATIE CULTURELLE

Dans un article publié il y a trois ans dans l'*International Journal of Cultural Policy*, César Villanueva Rivas (2018) parle de la valeur de ce qu'il appelle une « approche cosmopolite et constructiviste » de la pratique de la diplomatie culturelle. Spécialiste des relations internationales basé à Mexico, Villanueva ouvre son argumentation par un exposé portant sur Bartolomé de las Casas, un prêtre espagnol du XVI<sup>e</sup> siècle qui a voyagé depuis l'Europe dans le cadre de la Mission chrétienne en Amérique. Raisonnant à partir d'une large base conceptuelle, Villanueva utilise l'œuvre de Bartolomé de las Casas comme point de départ pour démontrer la valeur d'une vision cosmopolite dans l'avancement de l'action diplomatique. De las Casas, explique-t-il, « n'était pas un diplomate culturel au sens strict du terme. Cependant, pour ses observations profondes sur la vie dans les Amériques, il ressemblait à un diplomate moderne. En tant que prêtre, il a été un observateur, puis un critique des méthodes employées par les Espagnols dans leur conquête du Nouveau Monde au XVI<sup>e</sup> siècle ». Plaidant pour l'inclusion des peuples autochtones dans la communauté chrétienne européenne, de las Casas a travaillé à la médiation des relations entre les deux mondes sur la base d'une compréhension raisonnée et d'une appréciation éthique des autres. En ce sens, Villanueva affirme que « Bartolomé de las Casas a joué le rôle d'« attaché culturel » espagnol, embrassant l'altérité des peuples autochtones d'Amérique avec un esprit ouvert, désireux de comprendre leurs circonstances et leurs dilemmes sans renoncer à sa propre identité religieuse » (p. 681) [traduction libre].

f. 15.

p. 11.



Cet icy un  
deputé de bourg de gannachiouavé  
avé pour aller inviter au jeu les  
Messieurs de Gandaou[al]ga.  
Ils tiennent que le serpent est  
le dieu du jeu ils l'invoquent  
le tenant en main en dansant  
et chantant.

Dessin attribué au missionnaire Jésuite Louis Nicolas. La légende dit : « C'est icy un député du bourg de Gannachiouavé pour aller inviter au jeu les Messieurs de Gandaou[al]ga. Ils tiennent que le serpent est le dieu du jeu. Ils l'invoquent, le tenant en main en dansant et chantant ». Codex Canadensis, c. 1700, Gilcrease Museum, Tulsa OK.

Nous évoquons la référence de Villanueva à un personnage historique dans le contexte de cet essai introductif parce que, comme Villanueva, nous pensons qu'il est utile de se tourner vers le passé pour trouver des précédents dans la réflexion sur la pratique de la diplomatie culturelle en notre ère actuelle de mondialisation. Le fait que les co-organisateur de ce sommet se trouvent dans les villes de Toronto et de Kingston nous appelle à évoquer un exemple immédiat à cet égard : une page du *Codex Canadensis*, un manuscrit de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle attribué au missionnaire jésuite français Louis Nicolas, qui, à l'exemple de Bartolomé de las Casas, est venu d'Europe pour faire avancer la mission chrétienne dans le nord de l'Amérique du Nord. Le *Codex* est un document fondamental de l'histoire du Canada, un album d'illustrations qui aurait semble-t-il servi de complément à l'*Histoire naturelle des Indes occidentales* de Nicolas. Cet ouvrage se distingue par ses illustrations remarquables des peuples autochtones du nord-est de l'Amérique du Nord, ainsi que de la faune et de la flore de la Nouvelle-France au XVII<sup>e</sup> siècle (Gagnon, 2011; De Asúa, 2018, p. 4). La page contient un dessin à l'encre brune représentant un personnage tenant un énorme serpent et fumant la pipe. Le personnage, vu de face, se tient debout, en contrapposto, et le soin apporté par Nicolas au rendu de ses tatouages et autres ornements personnels sert à la fois à définir l'apparence de l'étranger et à donner vie à l'illustration. Aussi expressif et fantastique que documentaire, le dessin ne sert pas seulement à illustrer un des habitants de la région, mais aussi à ouvrir une fenêtre sur la relation culturelle qui existait autrefois entre les Français d'Amérique du Nord et les peuples autochtones de l'Île de la Tortue.

La légende figurant à droite de la figure est révélatrice à cet égard « C'est icy un député du bourg de Gannachiouavé pour aller inviter au jeu les Messieurs de Gandaou[a]gaa[h]ga. Ils tiennent que le serpent est le dieu du jeu. Ils l'invoquent, le tenant en main en dansant et chantant ». Le personnage en question est donc un émissaire venant de Gannachiouavé, un village situé sur la rive nord du lac Ontario (où se trouvent les villes actuelles de Toronto et de Kingston), où, à l'époque de Nicolas, les Haudenosaunis s'étaient récemment établis<sup>1</sup>. Pour être plus précis, l'émissaire est associé à une mission diplomatique organisée au nom du village auprès des habitants du village Haudenosaunee de Gandaouagué, installé près de la mission jésuite de Saint-Pierre, récemment établie dans la partie nord-est du territoire qui constitue aujourd'hui les États-Unis (Gagnon 2011, 20-22). L'émissaire a pour mission d'inviter les hommes du village à participer à un événement culturel. Il n'est pas un diplomate au sens moderne du terme, mais de la même manière que Bartolomé de las Casas a agi en tant qu'attaché culturel des Espagnols, l'envoyé pourrait être décrit comme un attaché culturel de Gannachiouavé, ce qui fait référence aujourd'hui au rôle fondamental que les relations culturelles ont joué dans l'activité diplomatique à l'époque.

On pourrait imaginer un moment de complicité interculturelle dans cette rencontre historique entre l'artiste et le modèle illustré dans cette page, si ce n'est que Nicolas a traité l'émissaire comme un sujet d'histoire naturelle — une réaction culturelle consécutive au programme missionnaire des Jésuites qui, par nature, empêchait d'apprécier le mode de vie représenté par les Haudeno-



Dessin attribué au missionnaire Jésuite Louis Nicolas. La légende dit : « Carte generale du grand fleuve de S. Laurent qui a esté decouvert plus de 900 lieues avant dans les terres des Indes occidentales ». Codex Canadensis, c. 1700, Gilcrease Museum, Tulsa OK.

saunis. Les relations que les Jésuites ont cultivées avec les peuples autochtones du monde entier visaient à réaliser l'objectif premier de la Compagnie, à savoir le prosélytisme. L'intimité interculturelle était subordonnée à cette mission, explique Steven Harris (2005) : « La résidence de longue durée, le soin apporté à l'apprentissage des langues, l'attention portée aux coutumes et le désir de gagner la confiance des peuples autochtones — telles

étaient les caractéristiques distinctives de la stratégie de la mission de la Société » qui étaient propices à l'appropriation des connaissances naturelles et à la production d'histoires naturelles destinées à être consommées par la communauté chrétienne en métropole (76)<sup>2</sup>. La science des territoires d'outre-mer promue par les Jésuites intégrait un rejet global des pratiques spirituelles et rituelles autochtones associées à la mobilisation des connais-

sances naturelles et des systèmes d'intelligence autochtones en général. Invariablement, ces pratiques ont été filtrées par la séparation conceptuelle du « naturel » du « surnaturel » privilégiée par les Jésuites, et par leur propre identité en tant que gardiens du catholicisme et du Dieu chrétien vu comme la conception du surnaturel (Harris, 2005; O'Malley, Bailey, Harris et Kennedy, 1999). Pour Nicolas, l'émissaire de Gannachiouavé, comme tous les Autochtones du monde, était un païen au sein de la communauté chrétienne, laquelle ne percevait pas les Haudenosaunis dans une réalité autonome (Deslandres, 1999; voir aussi Gagnon, 2011, 74-75).

L'attention que porte Nicolas aux relations internationales des peuples autochtones dans ce contexte est aussi importante que la nature de sa relation avec son sujet. Dans ce cas particulier, l'émissaire de Gannachiouavé illustre la diplomatie culturelle qui anime l'alliance politique des Haudenosaunis, une confédération historiquement puissante résidant dans le nord-est de l'Amérique du Nord, connue des Français sous le nom de Ligue Iroquoise, qui, à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, était composée de cinq nations : Kanien'kehá:ka, Tsonontowane'á:ka, Ononta'kahá:ka, Oneniote'á:ka et Kahoniokwenhá:ka. L'universitaire anishinaabe Hayden King souligne qu'à cette époque, le canon

diplomatique autochtone était millénaire, et il ne faut donc pas s'étonner que l'approche autochtone des relations internationales ait également trouvé son expression dans les premiers traités conclus entre les peuples autochtones et les Européens. Elle sous-tend des accords fondamentaux tels que le Kathwentha — le traité Wampum à deux rangs que les Kanien'kehá:ka ont conclu au début du XVII<sup>e</sup> siècle dans le contexte de l'afflux d'Européens sur leurs terres en territoire haudenosaunis oriental. Le Wampum à

deux rangs illustre leur perception d'une relation permanente entre les peuples autochtones et les nouveaux arrivants en termes d'autonomie mutuelle et de non-ingérence fondée sur l'acceptation des modes de vie distincts des parties (Lyon, 1986, dans King, 2019; Parmenter, 2013). « Les relations, dans la pensée autochtone, sont primordiales », explique Leanne Betasamosake Simpson, spécialiste de la nation Nishnaabeg. En conséquence, pour comprendre la tradition autochtone

d'« internationalisme territorial », il convient selon elle

*Même l'étude la plus superficielle sur les diplomaties autochtones laisse constater une « approche de l'international radicalement divergente » de celle découlant de la normativité fondée sur la souveraineté du système étatique westphalien*

*de commencer par nos systèmes de savoir, ou ce que le spécialiste déné Glen Sean Coulthard appelle la « normativité enracinée » (grounded normativity) — les systèmes*



*d'éthique qui sont continuellement générés par un rapport avec un lieu particulier, avec le territoire, par le biais des processus et des connaissances autochtones qui forment la trame de la vie autochtone. ... La normativité enracinée engendre des nations faites de réseaux de relations complexes, stratifiées, multi-dimensionnelles et intimes entre les êtres humains et non humains. Nos sociétés fonctionnent très bien lorsque ces relations sont équilibrées<sup>3</sup>. (Simpson, 2016; 22–23) [traduction libre]*

King (2019), comme Simpson et Coulthard, est catégorique : même l'étude la plus superficielle sur les diplomaties autochtones laisse constater une « approche de l'international radicalement divergente » de celle découlant de la normativité fondée sur la souveraineté du système étatique westphalien apparu à l'époque de la création du Codex (voir également Simpson, 2008, 2016, 2017; Coulthard et Simpson, 2016; Osiander, 2001).

Nous demandons donc, avec Villanueva Rivas : Que pouvons-nous apprendre de ces acteurs historiques aujourd'hui ? Dans cette introduction, nous soutenons qu'une approche productive de la diplomatie culturelle devrait s'inspirer de l'exemple de l'émissaire de Gannachiouavé, qui considère l'activité diplomatique non pas comme une préoccupation professionnelle, mais comme une position interpersonnelle<sup>4</sup>. L'émissaire assimile la diplomatie à une pratique sociale, visant à établir des relations positives et à atténuer les conflits en utilisant la culture comme support. En utilisant cet exemple comme point de départ du débat ci-dessous,

nous plaidons pour un renforcement de l'intérêt porté à cette approche des relations culturelles, qui est liée aujourd'hui aux relations interpersonnelles, à la réciprocité et à une perspective à long terme. Cette approche est commune à un éventail d'acteurs non étatiques de la sphère culturelle, notamment les organisations artistiques et les groupes de sensibilisation, les institutions culturelles et les associations de praticiens, les réseaux de militants, les organisations non gouvernementales (ONG) et d'autres organisations de la société civile, qui apportent à leurs activités une compréhension critique de la culture. En revanche, ces acteurs ne font pas preuve du même esprit critique lorsqu'il s'agit d'évaluer leur engagement concomitant dans le domaine diplomatique, qui, pour sa part, apporte une compréhension relativement peu problématisée de la culture à la pratique et à l'étude des relations internationales (Reus-Smit 2018, 2019). À partir de ce constat, nous plaidons pour le potentiel de dynamisation de la pratique, de la recherche et de la défense des intérêts au point de convergence de la culture et de la diplomatie. Nous soutenons qu'une plus grande réflexivité est nécessaire pour radicaliser l'analyse des contraintes épistémiques eurocentriques actuellement exercées par la tradition étatique, laquelle entrave la vitalisation de la démocratie mondiale de la connaissance et l'élaboration de politiques axées sur la diplomatie qu'elle préconise.

Nous faisons valoir cet argument en tant que membres fondateurs de l'Initiative nord-américaine de diplomatie culturelle (NACDI)<sup>5</sup>, un réseau informel d'universitaires et de praticiens œuvrant dans les domaines de la culture, des relations internationales et de la politique, qui

souhaitent unir leurs efforts pour recadrer les débats actuels sur la culture et la diplomatie, et plus particulièrement sur leurs rapports mutuels dans l'étude et la pratique des relations mondiales. Dans les lignes qui suivent, nous décrivons les domaines dans lesquels une nouvelle réflexion pourrait servir à reconnaître certains des obstacles qui s'opposent à un examen plus étendu de la diplomatie culturelle, contribuer à susciter les échanges nécessaires pour générer de nouveaux langages, de nouvelles méthodes et de nouvelles ressources conceptuelles, et ainsi promouvoir cette nouvelle réflexion. En nous inspirant de la théorie à la fois perturbante et décentralisatrice des Autochtones, nous entamons cet essai avec un débat sur le *Codex Canadensis* pour souligner le rôle fondamental qu'un tel engagement peut jouer dans nos efforts pour élargir le débat. Écrivant sur la nécessité d'un tel engagement de la part de la famille des euro-américains prise dans son sens le plus large, l'universitaire sami Rauna Kuokkanen (2007) déclare son refus de le faire « en continuant d'exclure les traditions épistémiques et intellectuelles autres que celles de l'Occident dominant ». Kuokkanen qualifie la perpétuation de cette situation d'« ignorance épistémique sanctionnée » (6); Sankaran Krishna (2001) évoque « une politique systémique de l'oubli, une amnésie délibérée » (401, cité dans Zvobgo et Loken 2020); l'universitaire Métis/Otipemisiwak Zoe Todd (2016) l'appelle « le colonialisme » (4).

Dans cet essai introductif, nous jetons un regard critique sur le potentiel de la diplomatie culturelle dans le contexte d'un corpus de recherche euro-américain actuellement dominant et autoréférenti-

el. Nous le faisons en gardant à l'esprit l'observation selon laquelle les populations « minoritaires » des sociétés euro-américaines, qui ont été historiquement sous-représentées dans cette académie euro-américaine, forment la majorité de la population mondiale (Darian-Smith et McCarty, 2017, 227). Nous proposons trois mesures pour faire de cette réflexion un processus continu : premièrement, inclure dans l'approche de la diplomatie culturelle propre à l'académie euro-américaine la réflexion générée par les disciplines et champs de pratique correspondants qui mettent activement en avant les approches critiques de la compréhension de la culture; deuxièmement, examiner les conceptions de la pratique de la diplomatie culturelle et, plus généralement, des relations mondiales propres au centralisme de l'État et à la centralité des conceptions de la culture fondées sur l'État-nation; troisièmement, utiliser les idées acquises dans le cadre de ces exercices pour mener un examen critique des implications du rôle de la culture dans la diplomatie culturelle vue comme l'expression de constructions dualistes eurocentriques de la nature et de la culture qui reproduisent un épistémè occidental et réaffirment des revendications universalisantes reniant d'autres façons d'appréhender le monde et d'interagir avec lui (Sundberg 2014). Notre intérêt est d'exploiter le potentiel d'une diplomatie culturelle critique pour connecter l'Amérique du Nord au monde, en comprenant que l'Amérique du Nord est, à proprement parler, l'île de la Tortue — non pas un ensemble d'États dans une communauté internationale qui s'universalise, mais le site de nombreux mondes épistémiques.

## METTRE LA CULTURE AU SERVICE DE LA DIPLOMATIE

L'atténuation des conflits culturels mondiaux est un des défis sociétaux les plus fondamentaux de notre époque. Un coup d'œil même rapide à l'actualité suffit à prouver que nous vivons dans un monde de plus en plus antagoniste (Mounk, 2018; Inglehart et Norris, 2016) — un monde secoué par le terrorisme, les crises de réfugiés, les guerres culturelles, les politiques de pandémie, les revendications anticoloniales, les inégalités, le changement climatique et l'insécurité culturelle. Et si l'atténuation des crises par les canaux diplomatiques traditionnels reste un objectif urgent des gouvernements (UNESCO, 2005), les efforts battent de l'aile non seulement parce que la résurgence des forces polarisantes du racisme, de la xénophobie et de l'extrémisme pose des « problèmes épineux » — des problèmes qui paraissent « incompréhensibles et insurmontables » (Rittel et Webber, 1973; Head et Alford, 2013) —, mais aussi parce que la pratique de la diplomatie elle-même a changé. La construction et la gestion des relations mondiales ne sont plus l'apanage d'un « club » d'États-nations autrefois privilégiés comme à l'époque de la guerre froide — un club qui établissait l'ordre du jour, dictait les politiques, choisissait les acteurs et fixait les règles sur lesquelles était censé être fondé l'ordre international (Heine, 2013). Le club et le système qu'ils ont si habilement mis au point à Dumbarton Oaks et à Yalta dans les derniers jours de la Seconde Guerre mondiale, et qu'ils ont finalisés à San Francisco avec la formation des Nations unies à la fin de la guerre, a été remplacé.

En d'autres termes, nous avons dépassé l'ère de la diplomatie exclusivement

« internationale » et étatique institutionnalisée en 1961 avec la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques. Aujourd'hui, la diplomatie s'exerce dans un environnement technologique et socialement diversifié, en réseau, et se fonde sur la communication horizontale, le dialogue et les flux d'information multidirectionnels (Flew et Hartig, 2014; McPherson et McGillivray, 2017; Cull, 2009). Les spécialistes des relations internationales parlent d'un changement de paradigme entre la guerre froide et l'ère de la mondialisation, soulignant qu'en cette ère mondialisée de diplomatie des réseaux, les États se disputent l'autorité avec des acteurs non étatiques comme les ONG, les institutions transnationales, les philanthropes et les fondations, les organisations à but non lucratif et les groupes militants : les « nouveaux » diplomates (Kelley, 2010, 2014; Constantinou, Cornago et McConnell, 2016; Rosenau, 2003; Melissen, 2005). En fait, la diplomatie fondée sur des pratiques et des protocoles centrés sur l'État a cédé la place à une diplomatie interpersonnelle — orientée sur les comportements, les dispositions et les attitudes, dans un spectre plus large de relations culturelles. L'interdit qui a frappé les interactions tactiles et corporelles dans la foulée de la pandémie mondiale de 2020 — c'est-à-dire les rencontres en face à face, dans un environnement où on « ne touche pas à son visage » (Boehm, 2020; ministère fédéral des Affaires étrangères, 2020) — l'a mis en évidence. L'exclusivité démodée de la pratique diplomatique traditionnelle est déjà dans le rétroviseur, victime à la fois de l'essor des technologies de l'information et de la communication d'une ère mondialisée déjà âgée de plusieurs décennies, et des changements survenus dans l'environnement interna-

tional de l'après-guerre froide (Tyler, Matthews et Brockhurst, 2017; Kelley, 2010; Bové, 2013).

La manière dont cette « nouvelle » diplomatie peut faire face à la crise mondiale actuelle est la question qui se trouve au cœur de l'Initiative nord-américaine de diplomatie culturelle : Quel travail politique permettra de provoquer les changements de comportement nécessaires à l'établissement de relations positives et à l'atténuation des conflits ? Pour répondre à cette question, nous attirons l'attention sur le travail diplomatique des institutions, des décideurs politiques et des professionnels du domaine des relations culturelles. Dans l'environnement en réseaux actuel, nous suggérons qu'il est utile d'examiner de plus près une approche de la diplomatie associée non pas aux intérêts immédiats et à court terme des États et à leurs objectifs de politique étrangère, mais plutôt au relations entre les peuples, au non-gouvernementalisme et à une perspective à long terme (Rose, 2017; Melissen, 2005; Gillespie, O'Loughlin, Nieto McAvoy et Berneaud-Kötz, 2018). Avec le double visage de Janus qui cherche à tirer les leçons du passé pour se projeter dans l'avenir, nous nous demandons comment l'approche de la diplomatie fondée sur les relations culturelles peut fonctionner aujourd'hui, et quels sont les agents, les

institutions, les organisations, les disciplines artistiques et les artefacts dont elle a besoin pour cela. Ce faisant, nous défendons le potentiel de la diplomatie culturelle non seulement en tant qu'élément de la boîte à outils de la « puissance discrète » des États-nations (Nye, 2004; Van Ham, 2010) mais aussi en tant que pratique multidirectionnelle et militante englobant un large éventail d'acteurs non étatiques qui cherchent à imaginer des possibilités contre-hégémoniques et des futurs inclusifs.

En mettant à l'avant-plan le potentiel de la diplomatie culturelle, nous souhaitons promouvoir un engagement qui donne à réfléchir plutôt que de s'imposer — qui puisse être multidirectionnel et spéculatif, à la fois productif et contesté, un moyen plutôt qu'une fin — et qui commence par créer des conditions propices à la dynamisation du débat actuel. Dans un premier temps, nous proposons une approche visant à faire de la diplomatie culturelle une pratique critique, répondant ainsi aux appels à des analyses de la diplomatie culturelle et à la réduction des écarts entre les créateurs, les transmetteurs et les utilisateurs de connaissances. Notre intérêt premier est de faire passer la diplomatie culturelle d'une activité affirmative mobilisant une « culture » relativement peu probléma-

*Nous plaidons pour  
l'inclusion de la perspec-  
tive critique des disciplines  
culturelles afin de faire  
progresser ce que l'on a  
appelé « l'introspection  
épistémologique »  
engendrée par la  
désintégration de la  
diplomatie telle que conçue  
par le monde occidental*

tisée à une pratique réflexive qui s'engage pleinement dans les connaissances fondées sur l'érudition et l'expérience générées par les personnes formées à ce que le chercheur australien David Carter (2015) appelle la « culture critique ». Cela constitue également une réponse aux appels de plus en plus nombreux en faveur d'analyses de la diplomatie culturelle appuyées sur les méthodologies et approches des « disciplines culturelles » de l'académie euro-américaine — pour l'inclusion de tels champs d'activité dans les arts créatifs, les sciences humaines et sociales telles que l'histoire, la philosophie, l'histoire de l'art, les études en communication, la sociologie culturelle, la géographie culturelle, les études culturelles et les beaux-arts dans une littérature savante dominée jusqu'à présent par les sciences politiques, les études politiques et les relations internationales (Gilboa, 2008; Ang, Isar et Mar, 2015; Zaharna, 2012; Carter, 2015; Constantinou, Cornago et McConnell, 2016; Clarke, 2016, 2020).

Aussi important qu'il soit de répondre aux appels à l'analyse de la diplomatie culturelle en approfondissant le potentiel critique des débats actuels, il est tout aussi urgent de combler le fossé entre les « universitaires » et les « praticiens » (EUNIC, 2016). En poussant plus loin notre argument en faveur de l'inclusion de la « culture critique », nous proposons de repenser radicalement ces catégories telles qu'elles sont comprises dans la pratique. Actuellement, les intervenants du domaine conçoivent la diplomatie culturelle en termes de pratique diplomatique, et ses spécialistes émanent donc des sciences politiques, des études politiques, des relations internationales et des études diplomatiques, tandis que ses praticiens sont des diplomates, des décideurs,

des politiciens et des fonctionnaires des ministères des Affaires étrangères. Nous plaillons pour une expansion radicale du groupe des « spécialistes » — pour englober ceux qui travaillent dans les disciplines traditionnellement engagées dans la recherche sur la diplomatie culturelle — et du groupe des « praticiens » — pour englober, outre ceux associés au domaine diplomatique, les universitaires et les praticiens œuvrant du côté *culturel* de la diplomatie culturelle, c'est-à-dire les artistes, les éducateurs, les chercheurs, les administrateurs, les militants, les entrepreneurs, les institutions, les ONG, les donateurs et toutes les autres entités actives dans la sphère culturelle. L'inclusion de praticiens et d'universitaires des domaines culturels favorise non seulement leur engagement mutuel mais, plus important encore, amène ceux qui œuvrent du côté *culturel* à débattre avec les universitaires et les praticiens œuvrant du côté *diplomatique*.

Plus précisément, nous plaillons pour l'inclusion de la perspective critique des disciplines culturelles afin de faire progresser ce que l'on a appelé « introspection épistémologique » l'engendrée par la désintégration de la diplomatie telle que conçue par le monde occidental (Kelley, 2010; Rose, 2017). Cela suppose de réfléchir sérieusement à la diplomatie basée sur les constructions libérales occidentales du soi et du monde. En partant du principe que cette diplomatie est limitée par l'épistémologie, nous voulons utiliser cette réflexion pour approfondir l'autoréflexivité en tant que pratique relationnelle. Nous sommes conscients que l'ouverture au pluralisme épistémique — aux diverses façons d'être dans le monde et de le connaître — est conditionnée par une telle position (Zaharna, 2012; Lipsitz,

2010; Kuokkanen, 2007; Gori, 1978) . Nous y voyons un moyen de faire progresser la diplomatie culturelle en tant qu'activité critique étayée par l'examen continu, mené par les praticiens, de leurs propres positions sur le sujet — les croyances et les hypothèses qu'ils mettent en jeu dans l'interaction sociale — et consécutive à l'insistance de Gayatri Spivak de se situer soi-même en faisant ce qu'elle appelle « ses devoirs » (homework), en comprenant comment les manières eurocentriques de voir ont été naturalisées dans et par les relations de pouvoir institutionnelles et géopolitiques. L'appel de Spivak à faire ses « devoirs » en examinant les circonstances historiques et matérielles qui sous-tendent la participation d'une personne aux structures favorisant l'ignorance sanctionnée est une invocation à mettre en œuvre un processus de désapprentissage de la désinvolture qui autorise un tel privilège (Sundberg, 2014, 39; Kuokkanen, 2017; Spivak, 1990).

L'objectif est d'engager les universitaires et les praticiens dans un processus de particularisation de la base intellectuelle de la diplomatie occidentale, étant entendu que l'élaboration d'une diplomatie qui permet un engagement multi-épistémique implique nécessairement de faire du qualificatif « occidental » un élément partiel et spécifique, de « marquer comme particulier ce qui est autrement considéré comme universel » (Sundberg, 2014). Il s'agit de reconnaître la diplomatie étatique en tant qu'expression de la prétention du Nord mondial à un universalisme épistémique et de cette position universaliste fondée sur la négation d'autres visions du monde (Lim, 2017; Todd, 2016; Santos, 2007, 2014; Mignolo, 2011; Desolla, 2005). Plus précisément, selon les chercheurs en études mondiales Eve

Darian-Smith et Philip C. McCarty (2017), travailler à une « connaissance mondiale » plus vaste en décentrant ces hypothèses universalistes « signifie repenser nos positions par rapport aux autres peuples, cultures, épistémologies, ontologies, valeurs, institutions, organisations politiques et religions qui, ensemble, définissent la façon dont les gens entretiennent des rapports entre eux et s'insèrent dans le monde ». « Les savoirs sont toujours situés », nous rappellent-ils, citant Margaret Kovach (2009, 7), universitaire d'origine crie et Saulteux. « Nous devons être honnêtes à ce sujet ... » [Nous avons besoin d'une approche] qui tienne compte du fait que le point de vue d'une personne comporte de nombreuses dimensions politiques, économiques, sociales et culturelles qui se recoupent et qui découlent des relations de classe, de race, d'ethnicité, de sexe et de religion impliquant des formes cumulatives de pouvoir, d'oppression et de discrimination » (226; Ang, 2008, 2020; Hall, 1992; Williams, 1958).

En l'occurrence, le processus qui consiste à nous situer — à faire nos « devoirs » — consiste à approfondir l'autoréflexivité en tant que pratique relationnelle en adoptant la « pensée critique » comme une activité socialement engagée faisant de la diplomatie culturelle son objet d'analyse. Nous devons nous rappeler que la « pensée critique » n'a jamais été une activité à valeur zéro qui octroie aux praticiens une position de neutralité à partir de laquelle ils peuvent envisager les questions mondiales. Proposée par l'académie euro-américaine comme « une méthode de raisonnement auto-dirigé enseignable », la pensée critique implique des activités mentales telles que « considérer les deux côtés d'un enjeu, être ouvert à de nouvelles preuves qui décon-

firmement ses idées, raisonner sans passion, exiger que les allégations soient étayées par des preuves, déduire et inférer des conclusions à partir des faits disponibles, résoudre des problèmes, etc. » (Willingham, 2007, 8; cité dans Steger et Wahlrab, 2017, 146). Ceux qui la pratiquent ne recherchent pas la neutralité, mais plutôt l'objectivité, une position de détachement communément décrite comme une « distance critique » par rapport à laquelle on peut s'engager dans une connaissance du domaine ou une connaissance disciplinaire du monde qui donne un sens à la pensée critique dans des contextes sociaux concrets. Comme la pensée critique est liée à ses conséquences sociales, elle implique nécessairement une réflexivité politique et éthique ainsi qu'une analyse. Pour ses premiers praticiens, soulignent Manfred Steger et Amentahru Wahlrab, la pensée critique était inséparable de l'engagement éthico-politique avec l'ordre social existant : « La pensée critique impliquait un engagement normatif en faveur de la justice sociale tout au long du processus de réflexion visant à prendre des décisions rationnelles sur les enjeux mondiaux » (146-48, citation 146).

Le fait de nous situer par rapport à cet engagement nous incite à nous rappeler que nous participons aussi à ce que nous critiquons (Kuokkanen, 2007, xiv; Steger et Wahlrab, 2017). En vertu de son engagement avec l'ordre social existant, la pensée critique opère à la conjonction de la distance critique et de l'intimité critique, comme le font ses praticiens. Que nous trouvions notre place dans le débat sur la diplomatie culturelle par le biais d'une formation disciplinaire sur l'aspect



Kaswentha, le Wampum à deux rangs. Le traité Wampum à deux rangs conclu en 1613 illustre la perception, chez les Haudenosaunis, d'une relation permanente entre les peuples autochtones et les nouveaux arrivants en termes d'autonomie mutuelle et de non-ingérence fondée sur l'acceptation des modes de vie distincts des parties.

culturel ou sur l'aspect diplomatique du fossé culture/diplomatie, nos positions disciplinaires nous rendent complices de l'avancement de la production institutionnalisée de connaissances de l'académie euro-américaine. Autrement dit, bien que nous ne formions pas un groupe cohésif, « nous participons tous, d'une manière ou d'une autre, à l'entreprise de production idéologique » (Kuokkanen, 2007) et aux arrangements sociaux auxquels elle donne lieu. En tant qu'institution, explique Kuokkanen (2007), l'académie soutient et reproduit certains systèmes de pensée et de connaissance, ainsi que certaines structures et conventions. ... Dans une large mesure, l'académie reste fondée sur des pratiques et des traditions épistémologiques sélectives et exclusives qui reflètent et sont transcrites par les Lumières, le colonialisme, la modernité et, en particulier, le libéralisme. Ces traditions, discours et pratiques, ajoutée-elle, ont très peu conscience des autres épistémologies et ontologies et leur offrent au mieux un espace très restreint (citations, xv, 1 respectivement; Santos, 2014; Tickner, 2016; Benabdallah, Murillo-Zamora et Adetula, 2017; Gaudry et Lorenz, 2018).

À ce niveau de compréhension, les traditions, les discours et les pratiques de la diplomatie culturelle et, par extension, des relations culturelles, ne peuvent être réduits à ceux des disciplines auxquelles ils sont habituellement associés. Ils cons-

tituent plus généralement une fonction de l'académie vue en tant qu'institution, incluant toute la gamme des connaissances disciplinaires, et reproduisant la géopolitique de la formation de l'État-nation moderne par laquelle ils sont naturalisés comme universels. Jon Stratton et Ien Ang (1996) qualifient les disciplines universitaires modernes et l'État-nation d'exportations réussies de la modernité européenne — « un moment d'intersection entre l'universalisation hégémonique des idées et pratiques européennes et, dans de nombreux cas, les cultures locales non européennes » (380). Ce faisant, ils formulent une observation qui gagne en

importance depuis les années 1980 : l'expérience exercée par la constitution de l'État-nation sur le développement des disciplines universitaires modernes a été formatrice, au point où nous jugeons maintenant que les disciplines académiques sont enlisées dans un « nationalisme méthodologique », comme si elles étaient constituées dans une perspective centrée sur l'État qui pose les nations comme des unités d'analyse considérées com-

*La mise en dialogue  
des disciplines culturelles  
autour de la diplomatie  
culturelle permet de  
sensibiliser les praticiens  
de la culture à leur  
engagement dans le  
domaine diplomatique*

me acquises, et le monde comme étant composé de « sociétés, d'économies ou de cultures définies par l'État, territorialement autonomes », de sorte que l'État territorial a globalement réifié la base organisationnelle des relations socio-spatiales (Brenner, 1999, 40; Amelia, Faist, Glick



Schiller et Negriz, 2012; Darian-Smith et McCarty, 2017; Stone, 2020).

La mise en dialogue des disciplines culturelles autour de la diplomatie culturelle permet de sensibiliser les praticiens de la culture à leur engagement dans le domaine diplomatique. Elle les met au défi de faire leurs « devoirs » en les invitant à examiner leur rôle dans le soutien et la reproduction de la diplomatie en tant que pratique basée sur des constructions libérales du soi et du monde. Ainsi, leur inclusion élargit l'éventail des participants à ce débat sur les limites épistémiques de la diplomatie. Aux côtés des personnes formées aux sciences politiques, aux études politiques, aux relations internationales et aux études diplomatiques, il y a celles qui situent leur pratique dans une approche des relations culturelles mettant l'accent sur les relations interpersonnelles, la réciprocité, le non-gouvernementalisme et une perspective à long terme, et qui sont donc détachées, sinon distinctes, de celles dont la pratique s'identifie à l'intérêt immédiat et à court terme des États et à leurs objectifs de politique étrangère. Nous espérons que leur nouvelle proximité suscitera un débat sur au moins deux points : premièrement, la mise en avant-plan du mythe de la neutralité de la culture, c'est-à-dire la perception du champ diplomatique de la culture comme une entité bénigne par l'intermédiaire de laquelle les praticiens des relations culturelles poursuivent des objectifs à long terme apparemment indépendants des intérêts stratégiques de l'État (Jessup et Smith, 2017; Albro, 2015; Rose, 2017; Gienow-Hecht et Donfried, 2010); deuxièmement, la constatation que les travailleurs culturels sont toujours parties aux politiques de la culture qui sous-tendent la construction et la gestion des relations

mondiales (Gibson, 2007).

Un peu à la manière d'un cheval de Troie, cette attention portée au « culturel » dans la diplomatie — relations culturelles, diplomatie culturelle et limites culturelles de la diplomatie elle-même — permet subrepticement à ceux qui ont été formés en tant qu'universitaires et praticiens des disciplines culturelles de participer à un débat pour lequel ils seraient autrement perçus comme dépourvus de l'autorité requise par les initiés. Cela fait, l'autoréflexivité pousse les acteurs culturels à examiner les concepts et les pratiques qu'ils tenaient jusque-là pour acquis à travers une lentille diplomatique, à se reconnaître comme des acteurs politiques et à collaborer de ce fait avec les universitaires et les praticiens de la diplomatie dans le cadre de l'« introspection épistémologique » à laquelle la diplomatie étatique occidentale est confrontée. L'utilisation, et l'abus perçu de termes tels que « relations culturelles », « diplomatie culturelle » et « diplomatie » par les universitaires et les praticiens des deux côtés de l'allée — ceux qui revendiquent l'autorité de définir et de gérer la diplomatie, et ceux qui considèrent qu'il est plus important d'innover sur d'autres fronts que de se chicaner sur des termes avec ceux qui les revendiquent — risquent de susciter une certaine résistance. La terminologie peut en revanche être considérée comme un moyen nécessaire d'engager le débat entre les deux parties et d'amener ces dernières à situer la « diplomatie » dans le champ plus vaste de la « pratique diplomatique ». Nous avons demandé au début du présent essai quel travail politique est nécessaire pour stimuler les changements de comportement requis afin d'établir des relations positives et d'atténuer les conflits. Nous suggérons maintenant, en guise de conclusion, au

moins une tâche à accomplir pour ce faire, en rappelant que sur une planète composée de multiples mondes épistémiques, le difficile processus d'acceptation de cette pluralité a des implications politiques pour ceux qui détiennent actuellement l'autorité épistémique. Nous irions jusqu'à dire que le fait de privilégier l'épistémè occidental est en soi un problème épineux qu'il convient de résoudre. Dans cette entreprise, l'approche des relations culturelles n'est pas récupératrice; son potentiel ne réside pas dans la faculté de fournir une porte de sortie, mais plutôt dans sa capacité d'ouvrir la voie à une compréhension plus profonde du problème. Elle constitue une première étape, une intervention potentiellement productive dans les débats actuels sur la diplomatie centrée sur l'État et sur la place qu'elle occupe dans le monde pluriel de l'action diplomatique.

### CONVERSATIONS AUTOUR D'UNE PRATIQUE CRITIQUE

« *La diplomatie culturelle en tant que pratique critique* » est le titre du premier d'une série de trois sommets de recherche organisés dans le cadre d'un projet plus vaste intitulé « *Une approche de la diplomatie axée sur les relations culturelles : pratique, intervenants et politique* ». Conçu pour recadrer le débat actuel sur le rapport entre « la culture » et la diplomatie dans l'étude et la pratique des relations mondiales, ce sommet examine l'approche des relations culturelles dans l'activité diplomatique à travers la première des trois lentilles proposées dans le titre du projet global : *la pratique*. Il alimentera la réflexion du deuxième sommet sur les *intervenants* mondiaux, et permettra d'étayer les débats du troisième sommet consacré au potentiel des relations culturelles pour la

dynamisation d'un environnement propice à l'élaboration de réponses *politiques* efficaces. Les trois sommets ont pour but de promouvoir le débat au fil du temps grâce à une série d'échanges qui permettront de proposer de nouvelles pistes de réflexion et de servir de points d'ancrage à la mise en réseau des partenaires qui auront pour mission de définir les orientations pour la poursuite de la recherche, la sensibilisation aux enjeux et l'élaboration de politiques futures. L'intention est de générer des études et des pratiques aptes à traiter la diplomatie culturelle comme une pratique multidirectionnelle, inclusive et potentiellement militante, réunissant un large éventail d'intervenants actifs et leurs réseaux. Ce premier sommet réunit des universitaires et des praticiens des deux côtés de la dichotomie culture – diplomatie et les invite à se pencher sur le potentiel d'une approche de l'activité diplomatique fondée sur les relations culturelles considérées au sens large.

La conversation plus large lancée dans le cadre de ce sommet vise à mettre en œuvre les trois mesures exposées au début du présent essai dans notre examen du potentiel de la diplomatie culturelle : premièrement, inclure dans le débat les disciplines et les champs de pratique correspondants qui mettent activement en avant les façons critiques d'appréhender la culture; deuxièmement, nous interroger sur le centralisme de l'État et la centralité des conceptions de la culture fondées sur l'État-nation dans l'étude et la pratique générales de la diplomatie culturelle et, plus généralement, des relations mondiales; troisièmement, utiliser les idées acquises dans le cadre de ces exercices pour mener un examen critique des implications du rôle de la culture dans la diplomatie culturelle vue comme l'expression de constructions dua-

listes eurocentriques de la nature et de la culture reproduisant un universalisme épistémique occidental qui renie d'autres manières de connaître et d'être dans le monde. Le sommet est conçu pour créer un environnement propice à la catalyse de l'expertise et de l'expérience collectives des universitaires et des praticiens, ce qui favorisera le développement d'un domaine critique à la jonction de la culture et de la diplomatie, tout en répondant aux intérêts des participants en étayant et en dynamisant leurs propres pratiques et domaines de recherche pour ainsi permettre d'alimenter les théories, les méthodologies et les pratiques des groupes plus larges qu'ils représentent.

C'est pourquoi les trois sommets mettent l'accent sur la promotion d'un dialogue et d'un engagement critiques qui s'enrichiront d'une session à l'autre de chaque sommet, et d'un sommet à l'autre de la série. Le premier de ces sommets « *La diplomatie culturelle en tant que pratique critique* », s'est déroulé sous la forme d'un événement virtuel comprenant un panel public et trois sessions auxquelles ont participé un groupe de travail d'une quarantaine de membres et un auditoire virtuel. Il a réuni sur deux jours de un à plus de deux cents participants. Les descriptions des sessions, fournies en introduction des trois prochains chapitres du présent rapport, sont directement tirées du présent essai introductif. La relation étroite entre les deux permettra aux lecteurs de contextualiser les observations et les recommandations

*... le fait de privilégier l'épistémè occidental est en soi un problème épineux*

du groupe de travail dans la réflexion et l'articulation qui sous-tendent le projet global de la série de sommets. Les membres du groupe de travail, choisis en tenant compte des contraintes imposées par la langue, le fuseau horaire, les connaissances et la disponibilité, ont été invités pour tirer parti des correspondances, des convergences et des divergences de vues entre universitaires et praticiens au sein de chacun des deux pôles de la dichotomie culture – diplomatie et entre ces derniers. L'idée consistait à commencer à définir l'étendue d'un vaste champ d'activités en

invitant un éventail de membres, étant entendu que bien que certains d'entre eux risquaient de s'identifier plus fortement à l'un ou l'autre des enjeux abordés au cours des trois sessions, ils pourraient, en tant que groupe, faire un travail d'équipe productif pour faire avancer le débat. L'inclusion de tous les participants dans chacune des trois sessions a permis de catalyser le développement de

l'espace sociocritique que nous cherchions à établir. Afin de préparer le terrain à cet égard, nous avons élaboré une annexe, jointe au présent rapport, qui contient de brefs énoncés de position grâce auxquels les membres participants ont pu se situer par rapport au sommet et aux descriptions des sessions, et qu'ils ont partagés entre eux et avec les participants du public pour faire connaissance avant le sommet.

Nous avons indiqué plus tôt dans cet essai que la décision de ce sommet de faire de la diplomatie culturelle une

pratique critique était fondée sur la promotion d'un engagement qui donne à réfléchir plutôt que de s'imposer — qui puisse être multidirectionnel et spéculatif, à la fois productif et contesté, un moyen plutôt qu'une fin — et qui commence par créer des conditions propices à la dynamisation du débat actuel et des discussions émergentes. Deux modérateurs ont encouragé cet effort dans chaque session en lançant le débat au moyen de quelques commentaires provocateurs destinés à susciter l'engagement du groupe, en guidant judicieusement l'échange par des interventions stratégiques et en alimentant le débat en accueillant les contributions et les questions des contributeurs virtuels, universitaires, praticiens et autres participants qui sont intervenus à l'aide des fonctions de clavardage et de questions-réponses. Plutôt que de tenter de reproduire de manière exhaustive les échanges des participants aux ateliers sous leur forme originale — conversations discursives, multidirectionnelles et fragmentées de quarante modes de discours et de pensée différents —, nous avons opté dans les trois chapitres suivants pour une approche qui fait ressortir et met en évidence les points saillants des débats. Dans chaque section, ces points sont énumérés dans des listes à puces sous la description de la session, chacun constituant une synthèse cherchant à résumer les moments de convergence et de contestation dans le groupe, et chacun étant suivi d'une sélection de citations pertinentes tirées du débat. Les citations se rapportent aux enjeux traités et s'intègrent donc dans le débat en rappelant les thèmes généraux et le contexte sous-jacents, et en articulant des positions individuelles (souvent reprises par d'autres participants), qu'elles soient fusionnelles ou catalytiques, argumentatives ou oppositionnelles.

Ces points, qui sont le fruit des débats entourant le thème de *La diplomatie culturelle en tant que pratique critique*, servent de recommandations pour l'instauration d'une conversation large et continue basée, dans un premier temps, sur un décentrement des connaissances dominantes et autoréférentielles fondées sur la théorie et la pratique euro-américaines, lesquelles entravent actuellement l'engagement multi-épistémique dans la diplomatie. Ainsi, le rapport met l'accent sur les points à retenir et qui devraient servir, tout au long des sommets, à construire l'espace critique nécessaire à ce décentrement, c'est-à-dire à travailler à la reconnaissance et à l'acceptation de visions du monde autonomes *en soi*, plutôt que de chercher à intégrer des perspectives et des épistémologies marginalisées dans des cadres et pratiques eurocentriques (comme l'a fait jusqu'à présent la pratique occidentale). Entre les sommets et au-delà, ce rapport est destiné à soutenir les communautés d'universitaires et de praticiens — artistes, et praticiens des arts et de la culture; programmeurs et administrateurs; institutions et organisations culturelles; décideurs et analystes; diplomates, militants et entrepreneurs; donateurs et autres personnes intéressées à se prêter à l'autoréflexivité plus profonde nécessaire à une analyse plus radicale des contraintes épistémiques occidentales qui entravent actuellement l'engagement productif avec d'autres visions du monde autonomes, parmi lesquelles celles des peuples autochtones et du Sud global. Ce premier rapport sur le sommet marque le début de l'effort de la NACDI et vise à le faire progresser lors d'autres sommets qui auront lieu plus tard cette année au Center on Public Diplomacy de l'University of Southern California à Los Angeles et, en 2022, à l'Universidad Iberoamericana de Mexico. •

## ENDNOTES

- <sup>1</sup> La ville de Toronto est sise sur le territoire traditionnel de nombreuses nations autochtones, y compris les Mississaugas de la nation Credit, les peuples Anishinaabe, Chippewa, Haudenosaunee et Wendat, et accueille aujourd'hui des membres de diverses Premières nations, des Inuits et des Métis. La ville est couverte par le Traité 13 conclu avec les Mississaugas de Credit, et par les traités Williams conclus avec de multiples bandes de Mississaugas et d'Ojibwés. La ville de Kingston est sise sur les territoires traditionnels des peuples Haudenosaunee et Ojibwés, dont le traité précolonial, connu sous le nom de « bol à une seule cuillère », symbolise le partage du territoire et de l'environnement du sud de l'Ontario (voir Simpson, 2008). Les colons blancs que nous sommes, résidents de Kingston, vivons sans y avoir été invités sur le territoire des Haudenosaunee et des Ojibwés. Lynda Jessup est une ressortissante de l'État suprémaciste blanc du Canada, et Jeffrey Brison est à la fois citoyen du Canada et d'un autre État suprémaciste blanc : les États-Unis d'Amérique.
- <sup>2</sup> Outre l'histoire naturelle, Nicolas a aussi consacré son temps à l'apprentissage des langues, produisant une grammaire de référence de la langue anishinaabemowin : *la Grammaire algonquine* (Gagnon, 2011; Daviault, 1994).
- <sup>3</sup> Coulthard et Simpson (2016) expliquent : « Nous appelons 'normativité enracinée' (grounded normativity) l'ensemble des cadres éthiques générés par des pratiques autochtones fondées sur le lieu et des formes associées de connaissance. La normativité enracinée englobe et reproduit les pratiques et procédures, fondées sur une profonde réciprocité, qui sont intrinsèquement étayées par un rapport intime au lieu. Elle nous apprend à vivre notre vie en relation avec les autres formes de vie humaines et non humaines, à exclure toute forme d'autoritarisme, de dominance ou d'exploitation. Elle nous apprend la manière d'établir des rapports diplomatiques respectueux avec les autres nations autochtones et non autochtones avec lesquelles nous pourrions partager des responsabilités territoriales ou des intérêts politiques ou économiques. Notre rapport au territoire lui-même génère les processus, pratiques et connaissances qui servent à étayer nos systèmes politiques, et par le biais desquels nous pratiquons la solidarité » (souligné dans l'original) [traduction libre] (254). Voir également Coulthard, 2014.
- <sup>4</sup> Selon le contexte, les termes « diplomatie culturelle » et « relations culturelles » peuvent servir à désigner les notions formelles conçues par le monde occidental et utilisées dans le cadre du système d'État westphalien, ou être utilisés simplement à titre descriptif pour désigner le champ plus vaste des relations humaines.
- <sup>5</sup> Notre formons l'équipe principale avec Nicholas Cull (University of Southern California), Bronwyn Jaques (Université Queen's), Dylan Miner (Michigan State University), Sascha Priewe (Musée royal de l'Ontario), Ben Schnitzer (Université Queen's), Sarah E. K. Smith (Université Carleton), Erin Sutherland (Université de l'Alberta), Eduardo Luciano Tadeo Hernández (Universidad Iberoamericana), César Villanueva Rivas (Universidad Iberoamericana) et Jay Wang (University of Southern California), membres de l'Initiative nord-américaine de diplomatie culturelle (NACDI). Cette initiative bénéficie du soutien financier du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, de l'Université Queen's, du Musée royal de l'Ontario, du Center on Public Diplomacy et de la Annenberg School for Communication and Journalism de l'University of Southern California (États-Unis), de l'Universidad Iberoamericana de Mexico (Mexique), du Wilson Institute for Canadian History de l'Université McMaster (Canada), du Conseil international des musées du Canada (ICOM Canada) et d'Affaires mondiales Canada.
- <sup>6</sup> En tant qu'universitaires installés sur les territoires traditionnels des Haudenosaunis et des Ojibwés, nous utilisons le terme Turtle Island, qui désigne collectivement le continent nord-américain. Ce terme haudenosaunis et obibwé est utilisé par de nombreux peuples autochtones du nord-est de l'Amérique du Nord.
- <sup>7</sup> Nous utilisons le mot « épistémè » au sens proposé par Kuokkanen (2007, 56–58), qui note que ce mot signifie souvent « relatif aux connaissances ou en découlant ». Michel Foucault, cependant, définit l'épistémè comme quelque chose qui pourrait ressembler à une vision du monde et comme "l'ensemble des relations pouvant unir, à une époque donnée, les pratiques discursives qui donnent lieu à des figures épistémologiques, à des sciences, éventuellement à des systèmes formalisés" (Foucault 1969, 250); ... L'épistémè est une lentille à travers laquelle nous appréhendons le monde; nous l'utilisons pour donner une structure aux énoncés représentant les connaissances propres à une période donnée. En d'autres mots, il s'agit d'un mode de réalité sociale, une réalité qui représente la base tenue pour acquise dont les règles sont apprises ... à travers le processus de socialisation propre à une culture particulière » (Kuokkanen 2007, 57;) [traduction libre].



## DESCRIPTION DU SOMMET : LA DIPLOMATIE CULTURELLE EN TANT QUE PRATIQUE CRITIQUE

Le thème de *la diplomatie culturelle en tant que pratique critique* répond aux appels de plus en plus nombreux en faveur d'analyses de la diplomatie culturelle appuyées sur les méthodologies et les approches des disciplines culturelles des sciences sociales et humaines. Ces spécialités doivent encore se tailler une place dans un domaine de la diplomatie culturelle dominé par les sciences politiques, les études politiques, les relations internationales et les études diplomatiques. En réunissant des universitaires et des praticiens des deux côtés de la dichotomie culture – diplomatie, nous nous interrogeons sur la façon d'assimiler la diplomatie à une pratique critique. Quelles leçons du passé et du présent peuvent éclairer l'avenir ? En bref, ce sommet de recherche propose aux participants d'examiner comment une approche de la diplomatie fondée sur les relations culturelles ouvre de nouvelles voies à l'étude théorique et empirique de la diplomatie, et, ce faisant, s'attaque aux problèmes cruciaux de notre époque : les conflits culturels, le changement climatique, les enjeux biopolitiques des pandémies mondiales, etc. En définitive, nous espérons que ces discussions permettront d'habiliter ceux qui cherchent des solutions antihégémoniques et appellent de leurs vœux un avenir plus égalitaire et plus inclusif.

Un groupe de travail d'une quarantaine de membres et un webinaire réunissant plus d'une centaine de participants ont créé un espace critique pour l'engagement et pour l'éventail des possibilités de débat en cours qui sont présentés dans les trois chapitres ci-après. Chaque chapitre débute par une description de la session qui a lancé la conversation lors du sommet, lequel s'est déroulée en trois sessions étalées sur deux jours. Les descriptions sont directement tirées de l'essai introductif ci-dessus, qui relie les observations et les recommandations du groupe de travail aux objectifs de la série de sommets, *Une approche de la diplomatie axée sur les relations culturelles : pratique, intervenants et politique*, dont le présent sommet est le premier. Elles sont suivies dans chaque chapitre d'une liste à puces des points saillants de chaque session, qui constituent désormais des recommandations pour le développement d'un domaine critique à la conjonction de la culture et de la diplomatie. Chaque recommandation est étayée par une sélection de citations des participants qui servent de jalons logiques pour suivre le débat non seulement comme une série de contributions individuelles catalytiques, fusionnelles ou oppositionnelles, mais aussi comme une expression collective marquée de moments clés de consensus et de contestation, de thèmes généraux et de courants sous-jacents forts, d'idées, et d'observations fondées sur l'expérience. Identifiés par leur nom dans les chapitres ci-après, deux animateurs ont dirigé les débats au cours de chacune de ces sessions en vue de dynamiser le dialogue critique et l'engagement d'une session à l'autre au sein du sommet, de ce premier sommet au suivant de la série et, à travers les intervenants, aux groupes d'intérêt plus larges que représentent les participants. Tous les participants aux ateliers ont été inclus dans tous les débats du sommet, et presque tous sont cités nommément ci-dessous. Tous sont en outre présentés dans l'annexe du présent rapport par le biais de courts énoncés de position rédigés par eux-mêmes et qui leurs permettent de se situer par rapport aux descriptions du sommet et des sessions. Ces énoncés ont été partagés entre eux et avec les participants du public avant l'événement. •

# L'élément « culture » de la diplomatie culturelle

**COMMENT** pouvons-nous appréhender le concept de « culture » et mieux saisir le sens qu'on lui donne de préférence dans l'étude et la pratique de la diplomatie culturelle ? Une des façons d'y arriver consiste selon nous à dépasser l'orthodoxie de disciplines telles que les sciences politiques, les études politiques et les relations internationales pour explorer les conceptions critiques de la culture et de la diplomatie culturelle étayées par les méthodologies et les approches privilégiées par les praticiens et les universitaires des domaines culturels. Une telle démarche est importante, non seulement en soi, mais aussi comme moyen de démanteler le mythe tenace de la neutralité de la culture — l'idée selon laquelle la culture opère dans un domaine dépolitisé, où le pouvoir est partagé équitablement — et d'expliquer les raisons pour lesquelles les travailleurs culturels sont toujours parties aux politiques de la culture et à l'opérationnalisation de la diplomatie à travers leur engagement mondial.

Il est utile de considérer les différentes définitions de la culture retenues par les universitaires et les praticiens qui en font leur objet d'étude et de pratique. Remettant en question le lien essentialisé entre les États-nations et « leurs » cultures, nous cherchons à savoir à quoi ressemble la « culture » lorsqu'elle est appréhendée hors de l'expression culturelle hégémonique de l'élite occidentale, qu'elle n'est pas ancrée dans l'État ni intégrée dans des contextes nationalistes. Comment une « diplomatie culturelle critique » peut-elle réellement prendre en compte l'intersectionnalité, la culture vue comme un mode de vie et un moyen de l'exprimer, et l'existence de systèmes différents, souvent concurrents, de signification et de valeur ? Comment l'élément « culture » dans la diplomatie culturelle est-il problématisé par des positions ontologiques qui ne sont pas redevables de la dichotomie nature – culture propre à la modernité occidentale ? Nous nous demandons enfin comment des relations interculturelles basées sur une large compréhension de la différence peuvent permettre de recadrer les problèmes fondamentaux de notre époque.

**ANIMATEURS :** LYNDA JESSUP et CÉSAR VILLANUEVA RIVAS



## Recommandations

Voici quelques-unes des principales recommandations qui sont ressorties du débat :

### • Ouvrir le débat à la contestation

« Il existe au moins 20 définitions différentes du concept de diplomatie culturelle », explique Odila Triebel, soulignant la diversité des participants et des perspectives que le sommet a permis de réunir. Au cours d'un débat rigoureux, les participants ont souligné, d'une part, l'intérêt de s'appuyer sur la définition formelle de la diplomatie culturelle en tant que pratique étatique et, d'autre part, de dépasser cette perspective singulière pour embrasser une diversité de conceptions de la façon dont la « culture » fonctionne « diplomatiquement ». Les intervenants ont penché en faveur de la deuxième option, c'est-à-dire de promouvoir un programme de recherche actif et critique rassemblant les points de vue des universitaires et des praticiens de la partie diplomatique et ceux de leurs homologues des disciplines culturelles.

**Ryan Rice** : En ma qualité de membre de la nation Kanien'kehá:ka et de la Confédération Haudenosaunee, je m'inscris dans un projet de diplomatie s'inspirant de cette philosophie, et je m'enracine

dans ce territoire qui est le nôtre. Je tiens à remercier Janice Hill pour ses Ohèn:ton Karihwatéhkwén — les mots qui rendent grâce — dont nous avons absolument besoin pour nous imprégner des principes de la diplomatie, et qui traduisent notre objectif original. Ces mots définissent les responsabilités qui nous incombent et la façon dont nous pouvons nous appuyer sur l'équité, au sein de la culture, saisir les raisons de la dominance de certaines cultures et définir les récits qu'elles imposent à d'autres cultures. Ainsi, au cœur d'une position diplomatique, il convient d'abord et avant tout de véritablement appréhender le concept d'équité, avant de pouvoir intégrer cette conversation ou cette réimagination dans l'ensemble de nos institutions.

*Dans son allocution d'ouverture, Janice Hill décrit l'espace à partir duquel les peuples autochtones opèrent. On n'a pas vraiment reconnu que l'Amérique du Nord est fondée sur un territoire qui constituait au départ l'espace des peuples autochtones. Alors, comment pouvons-nous continuer à exercer notre autorité de manière positive et constructive sur nos propres terres et territoires, tout en reconnaissant le moment ou la transition du temps, et l'impact de l'État colonisateur ?*

**JOLENE RICKARD,**  
panel public

**Alberto Fierro :** Je doute que notre discussion porte sur la diplomatie culturelle, puisque ce concept est formellement lié à la Convention de Vienne [sur les relations diplomatiques – 1961] et est le fait des pays ou des États-nations qui la pratiquent. Nous pouvons qualifier beaucoup d'autres choses de « diplomatie », mais c'est à nous qu'il appartient de décider du degré de formalité à attacher à ce concept.

**Carla Figueira :** Je tiens à souligner l'importance de mettre l'accent sur la multiplicité des identités, au-delà de l'identité nationale. Nous ne pouvons pas nier nos origines ni le fait que pour être « reconnu » dans le monde, nous avons besoin d'un passeport. Je pense également que le concept de « relations culturelles internationales » est beaucoup plus porteur que celui de « diplomatie culturelle ». Cependant, le terme « international » est aussi parfois problématique étant donné que de plus en plus, le local est international.

**César Villanueva Rivas :** La question clé ici est de voir si nous sommes toujours d'accord avec une diplomatie culturelle pratiquée à la manière occidentale traditionnelle ... utilisant les idées de l'État-nation en guise de lignes directrices, d'orientation, pour canaliser les actions culturelles. Cette vision est selon moi fondamentalement dépassée. Je pense que nous devons passer à une échelle supérieure, simplement du fait de la présence d'acteurs concurrents qui, dans la pratique, remettent en question l'idée de l'État comme principal moteur des actions de la diplomatie culturelle.

**Jutta Brendemühl :** En tant que praticienne, je pense que nous devrions nous garder d'entrer dans un débat trop sémantique.

Je trouve que nous donnons à la diplomatie culturelle un sens très idéaliste. Personnellement, je n'adhère pas à cette vision. Je suis profondément engagée dans les relations culturelles internationales et je ne me considère ni comme une diplomate, ni comme une ambassadrice. Ces deux termes sont d'usage courant. Par exemple, le TIFF [Festival international du film de Toronto] a eu des ambassadeurs cette année : le terme servait à désigner des représentants influents de la communauté cinématographique. Dans le présent débat, nous donnons à beaucoup de mots un sens idéaliste que je ne partage pas ou que je ne trouve pas très utile dans mon travail. J'ai gentiment essayé d'orienter la conversation davantage vers les relations culturelles internationales parce que je pense que c'est dans cette direction que le débat risque le plus de s'ouvrir à de nouveaux acteurs. Les entreprises TikTok, Oracle et Walmart font actuellement l'actualité. Pour moi, c'est là que les questions de pouvoir se jouent à l'heure actuelle.

Mis à part le langage, rien ne change vraiment. Si nous nous contentons de changer le langage et les visages sans changer les systèmes sous-jacents, nous n'aurons pas vraiment changé quoi que ce soit. Comment réfléchir à la manière de construire les espaces différemment ? Comment penser à l'accessibilité, et que sommes-nous prêts à faire ? Il s'agit d'un travail d'autoréflexion et d'émotion, qui consiste à examiner nos propres relations avec le pouvoir. Ce n'est pas un enjeu accessoire. Nous devons d'abord réfléchir au sens à donner à la présence de personnes intimement engagées à tous les niveaux. Ce travail est ingrat et inconfortable, et nous devons nous y faire.

**NORA RAHIMIAN,**  
panel public



**Lynda Jessup :** Un des principaux objectifs de ce projet de recherche est de prendre le contrepied de ceux qui disent : « Ceci n'est pas de la diplomatie culturelle parce que ceux d'entre nous qui étudient et pratiquent la diplomatie culturelle au sens formel du terme ne la reconnaissent pas comme telle ». Cet atelier défend l'idée selon laquelle ceux qui étudient la « culture critique » — les universitaires et les praticiens des deux côtés de la dichotomie diplomatie – culture — peuvent participer utilement au débat sur la diplomatie culturelle, une pratique dans laquelle la culture est souvent instrumentalisée par la partie diplomatique dans l'intérêt de l'État. Ainsi, les acteurs de la partie culturelle pourraient dire : « Eh bien, si nous adoptons une approche culturelle et critique pour appréhender la diplomatie, la culture risque bien de cannibaliser la diplomatie ». Autrement dit, la diplomatie n'est pas l'élément stable dans ce débat; elle peut être déstabilisée

par des discussions critiques sur la culture.

**Robert Albro :** Selon une citation bien connue de Raymond Williams, « culture » est l'un des deux ou trois mots les plus complexes de la langue anglaise (1976, 76) — ce qui nous donne la mesure du défi que nous avons à relever. L'anthropologie socioculturelle a complètement déconstruit le concept et s'est engagée dans une critique approfondie, qui a laissé en plan la « culture » et rejeté définitivement toute notion de rapport entre un peuple, un lieu, une culture et une identité en tant que vérité uniformément partagée. Le défi consiste donc plutôt à savoir comment traiter d'un concept que nous ne pouvons pas définir, qui est utilisé et instrumentalisé différemment d'une communauté à l'autre, et qui, comme l'ont clairement montré des disciplines comme l'anthropologie socioculturelle, est contesté.

Il me semble qu'à l'interface de la culture, de la stratégie et de l'action politique se pose la question de la reconfiguration équitable de la diplomatie, ou même de la possibilité d'une telle reconfiguration. J'entends par là que la diplomatie nécessite des formes de compromis bilatéraux (dans les relations égales et inégales, compte tenu de la dynamique de pouvoir que cela implique). À l'heure actuelle, tant à droite qu'à gauche dans la politique anglo-euro-américaine, l'idée de compromis a très mauvaise presse, étant considérée comme synonyme de demi-mesure et de trahison de son propre camp. Ainsi, comment le fait de repenser le rôle et la définition de la culture peut-il nous permettre d'une part de réimaginer la diplomatie, et d'autre part d'instaurer de nouvelles formes de compromis et de consensus fondés sur l'équité entre les États-nations ainsi qu'au sein et au-delà de ces derniers ?

**SCOTT MACKENZIE,**  
participant au webinaire



Pourquoi s'obstiner à utiliser le terme « diplomatie culturelle » alors qu'il s'agit d'un terme qui s'applique mieux à un type spécifique de politique étrangère culturelle émergeant au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle ? Si nous voulons faire autre chose avec la culture, en termes de relations culturelles, pourquoi chercher à redéfinir le terme « diplomatie culturelle » pour l'adapter à notre objectif ?

**DAVID CLARKE,**  
participant au webinaire



Qui sont les « diplomates » de la diplomatie culturelle ? Je crains notamment, en ce qui concerne les communautés minoritaires et stigmatisées, qu'en confiant à des particuliers la responsabilité d'agir en tant que représentants locaux, nationaux et mondiaux (en d'autres termes, en les tenant responsables de veiller à l'authenticité des relations au sein du groupe, à l'équité, etc.), on n'introduise des conséquences négatives involontaires, comme le fait de ne parler que de « groupes » discrets et délimités, plutôt que de « groupitude » (pour reprendre la terminologie du sociologue Rogers Brubaker).

**TAHSEEN SHAMS,**  
participant au webinaire

**Sudarshan Ramabadran :** Certains soulignent la nécessité de s'éloigner de la conception occidentale de la culture, basée sur l'État. L'Inde n'est pas un État-nation. Nous ne sommes pas nés en 1947. Nous formons un État civilisationnel riche d'une histoire de 5 000 à 6 000 ans. Ainsi, dans le cas de l'Inde, pour peu que la culture ait été liée à l'intérêt national, elle a suivi les échanges commerciaux. Chaque fois que nous nous sommes engagés avec une partie du monde, la culture a suivi; elle a transcendé les frontières nationales, étant pratiquée de manière organique, et a trouvé une résonance, même aujourd'hui, et une acceptation. Ainsi, quand nous disons que l'Inde a habilité la diplomatie culturelle, nous suggérons qu'elle a non seulement instrumentalisé la culture pour son propre intérêt national, mais qu'elle l'a aussi mobilisée au profit de l'humanité, dans une optique gagnant-gagnant.

## • Élargir la portée historique de l'analyse

La « diplomatie » n'a pas toujours été comprise au sens de « relations interétatiques formelles » telles que codifiées par le système international moderne et son « ordre fondé sur des règles » ou, selon les mots de Noé Cornago, d'une activité relevant des États-nations et des cultures nationales. Le groupe a manifesté un vif désir de se pencher sur un champ plus large de l'histoire et d'élargir ainsi la portée historique de l'analyse. Les participants ont proposé une variété d'exemples historiques et culturels précis de la diplomatie culturelle afin de problématiser toute compréhension singulière ou monolithique de cette pratique : le rôle de la religion; les actions diplomatiques autochtones millénaires; la propagande de la guerre froide; les économies créatives. Tous ces éléments ont été soulevés comme autant de moyens supplémentaires d'étoffer l'analyse et d'élargir le débat sur les relations culturelles mondiales assimilées à une activité transhistorique.

**Noé Cornago :** Il importe de souligner que l'origine étymologique du mot « diplomatie » remonte à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle ou au début du XIX<sup>e</sup> siècle, et qu'il n'a été normalisé et utilisé au sens où nous l'entendons aujourd'hui, en liaison avec la notion d'État-nation, que plus tard. Il ne fait cependant pas de doute que ce à quoi nous faisons référence lorsque nous débattons de diplomatie remonte à une période antérieure à l'apparition des États-nations. Vue sous cette perspective, notre discussion vise à aller au-delà de la conception étroite selon laquelle la diplomatie ou la diplomatie culturelle appartiendraient aux États-nations et à la culture nationale. Nous tous ici présents avons le sentiment et la conviction qu'en tant qu'universitaires et praticiens, nous ne partageons plus l'ambition que nourrissaient les États-nations à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle de promouvoir leurs propres cultures nationales. Ainsi, je pense que toutes les formes de diplomatie moderne, et même la diplomatie de l'Antiquité, nous offrent la possibilité extraordinaire d'examiner comment, dans le passé, avant que les êtres humains ne s'emprisonnent dans la notion de nations et d'États-nations, ils étaient capables de reconnaître leurs différences et de coexister en connaissance de cause

**César Villanueva Rivas:** Lorsque nous examinons la généalogie de la diplomatie culturelle — l'histoire du système international — nous parlons de la création de la diplomatie culturelle en tant qu'outil de l'État-nation, au service de l'intérêt national... et cet état de fait a persisté pendant environ 300 ans, du début du XVII<sup>e</sup> siècle jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle, alors que d'autres acteurs sont entrés en jeu. Aujourd'hui, au début du XXI<sup>e</sup> siècle, avec la mondialisation, nous assistons à un effondrement du concept étatique traditionnel de la

diplomatie culturelle, et c'est bien là l'objet de notre débat : nous pouvons toujours associer la diplomatie culturelle aux intérêts nationaux, mais certainement plus exclusivement. Beaucoup d'autres acteurs s'adonnent aujourd'hui à la diplomatie culturelle. Je pense qu'il est instructif d'examiner comment nous en sommes venus à débattre de la diplomatie culturelle dans le contexte généalogique qui est le sien.

**Toby Miller :** Il me semble que la religion est l'un des plus puissants moyens d'échange de cultures entre les territoires associés ou non à des États. Si on remonte à la période ibérique de l'impérialisme, longtemps avant l'avènement des autres impérialismes européens auxquels on fait généralement référence lorsqu'on parle de colonialisme, d'empire, etc., la religion, plus que les sciences sociales raciales, servait de point clé de différenciation, l'idée étant que les Espagnols et les Portugais étaient catholiques et chrétiens, et que rien d'autre ne les rendait prétendument supérieurs aux peuples qu'ils avaient conquis et asservis. Il est intéressant de noter qu'aujourd'hui, pour citer l'exemple de la Colombie, où il y a eu en 2016 un plébiscite très serré et très controversé sur le processus de paix, des protestants évangéliques extrêmement riches basés aux États-Unis ont organisé la campagne du « non » avec beaucoup de conviction et de succès, en expliquant qu'ils s'opposaient aux références à l'égalité des droits dans le mariage et à l'égalité des droits pour les femmes dans l'économie et dans d'autres secteurs. L'intérêt de ces deux exemples — le rôle de la religion au sein de l'impérialisme ibérique et l'intervention des évangélistes américains lors des récentes élections colombiennes — réside dans le fait que des situations comme celles-ci sont souvent considérées comme sortant



quelque peu du cadre de la diplomatie parce qu'elles n'impliquent pas nécessairement directement des États souverains, bien qu'elles aient un impact massif sur le comportement des États, qu'il s'agisse de la conduite des puissances impériales envahissantes et asservissantes à l'époque ibérique, ou de l'expérience du processus de paix colombien au cours des cinq dernières années.

**Lynda Jessup :** Hayden King (2017) a souligné qu'à l'époque du Wampum à deux rangs conclu au XVII<sup>e</sup> siècle, la diplomatie autochtone, en tant que canon de la diplomatie, était déjà millénaire.

**Jonathan Chait Auerbach :** Je ne pense pas que nous puissions considérer la diplomatie culturelle comme quelque chose de monolithique. Je pense que c'est quelque chose qui change au fil du temps, quelque chose qui évolue... voilà tout. Au lieu d'y voir un défi, le diplomate que je suis devrait y voir une opportunité.

**James Counts Early :** Cette question de définition doit selon moi être replacée dans son contexte historique. Nous avons beaucoup débattu des approches logiques et conceptuelles de la terminologie, mais pas du recadrage de la diplomatie culturelle dans le contexte des mouvements historiques actuels. Par exemple, aux États-Unis, d'où je viens, la diplomatie culturelle a pris pour cible la montée du communisme pendant la guerre froide. Les États-Unis — un pays d'apartheid du point de vue des Autochtones et des Afro-

*Américains — ont déployé des Afro-Américains dans le monde entier et défendu le jazz comme l'expression de la vitalité de la culture américaine. Ce que je veux dire, c'est qu'une approche critique, de quelque point de vue qu'elle se place, doit aborder la question du pouvoir. Celui qui définira les manières de savoir et de faire — qui ne sont pas des impératifs biologiques, mais socialisés — qui peuvent être jugées équitables, contribuera à définir l'idéal. C'est pourquoi j'insiste pour que nous recentrions nos questionnements sur les définitions et les concepts dans le contexte actuel qui est le nôtre.*

## • Reconnaître les disparités de pouvoir

La discussion a permis de souligner que les relations de pouvoir inégales dans la pratique de la diplomatie culturelle centrée sur l'État persistent dans l'environnement mondial actuel de la diplomatie en réseaux et son éventail plus large d'acteurs. Même au niveau de la société civile mondiale, les acteurs non étatiques, leurs institutions et leurs organisations ne sont pas isolés des structures de pouvoir plus larges déterminées par les activités économiques et militaro-stratégiques — en particulier, comme l'a dit Simon Dancy, lorsque le « capital mondial dominant » exerce une « forme moderne de colonialisme culturel ».

**Simon Dancy :** *Au cours de mes dix années passées au British Council à titre de responsable de la politique culturelle, j'ai travaillé à intégrer les approches de la société civile en matière de culture dans l'approche plus large de l'État-nation. Je pense que souvent, les États-nations, tout en parlant d'équité, n'agissent pas réellement d'une manière équitable, ce qui se traduit par l'adhésion au « principe d'indépendance » de certains organismes*

*comme le British Council qui font partie de la sphère plus large de la gouvernance nationale. Il est donc très difficile d'intégrer les différents acteurs civiques dans un cadre de pouvoir mondial équitable. Je parle simplement ici d'essayer de remettre en question la domination de la diplomatie culturelle de l'État-nation et la façon dont les autres solutions sont neutralisées par l'État-nation. C'est le défi que doivent relever ceux qui essaient de sortir des organisations comme le British Council pour faire entendre la voix de la société civile; cette voix est neutralisée par le Conseil puisque ce dernier est l'interlocuteur par défaut. On peut certes essayer de le contourner, ou de l'ignorer, mais il est passablement difficile d'échapper à son effet neutralisant.*

**Eric Fillion :** *Lorsque nous parlons de la diplomatie culturelle étatique et de la façon dont elle instrumentalise la culture, nous supposons toujours que les particuliers ou les groupes communautaires sont cooptés ou neutralisés. Il ne faut pas sous-estimer le pouvoir de subversion ou de sabotage de la diplomatie culturelle étatique dont jouissent les artistes. Ces derniers conservent une capacité d'agir, et ils sont souvent prêts à participer à des initiatives étatiques parce que cela leur procure une certaine visibilité — leur donne accès à certains canaux — et leur permet ainsi de négocier, qu'il s'agisse de contester ou de remodeler le discours de l'État fédéral mis de l'avant par la diplomatie culturelle étatique.*

**Patricia Goff :** *La diplomatie culturelle n'est pas aussi influente qu'on pourrait le penser. Il me semble que les gouvernements qui la pratiquent ne sont peut-être pas assez nombreux à partager cette compréhension traditionnelle de la diplomatie culturelle. À mon sens, cela pourrait être une bonne nouvelle puisque cela pourrait signifier qu'il y a un vide, c'est-à-dire une formidable possibilité d'intervention; une brèche par laquelle les acteurs non éta-*

tiques peuvent s'introduire et faire preuve de créativité pour mobiliser une diversité de cultures afin de s'attaquer aux problèmes les plus épineux.

**Mauricio Delfin :** Je travaille avec la société civile et nous pratiquons beaucoup la diplomatie culturelle, contre l'avis de l'État. Je pense qu'outre la sémantique, l'histoire et la généalogie de la diplomatie culturelle, il importe également d'examiner l'ensemble du système. Je trouve qu'il est très idéaliste d'affirmer que maintenant que la diplomatie culturelle rallie un plus grand nombre d'acteurs, y compris à l'extérieur de l'appareil d'État, elle est devenue plus égalitaire. Cette conclusion est trop générale car l'inégalité persiste dans la manière dont ces nouveaux acteurs mesurent les possibilités ou les moyens dont ils disposent au sein de cet écosystème. Il importe donc de bien définir ces inégalités, c'est-à-dire de déterminer leurs effets sur la pratique de la diplomatie culturelle. Il convient de songer à ces détails et d'appréhender l'écosystème d'une manière beaucoup plus nuancée. De cette façon, nous pourrions reconnaître les relations qu'il est possible d'imaginer dans cette nouvelle vision de la diplomatie culturelle avec ses nouveaux acteurs et agents. Dans quelle mesure sont-ils tous égaux ?

**Umair Jaffar :** Mon expérience personnelle d'immigré au Canada me donne à penser que le besoin de s'assimiler à une culture plus puissante et plus forte est toujours présent. Et nous, les immigrants, nous nous voyons ignorer nos langues, nos traditions, et essayer d'être acceptés dans notre pays d'accueil. Ainsi, vous savez, je me préoccupe beaucoup de ceux qui occupent cet espace et qui ont le pouvoir de dicter ce que doit signifier la culture pour quelqu'un d'autre.

## • Remettre en question les conceptions eurocentriques

Le débat s'est orienté vers l'urgence de faire face à la réalité du colonialisme — de comprendre que la planète n'est pas qu'un simple ensemble d'États dans une communauté internationale qui s'universalise, mais plutôt un lieu rassemblant de nombreux mondes épistémiques. Comme l'a dit Jolene Rickard, une grave rupture s'est produite dans le monde à l'ère moderne, et cette rupture de la colonialité doit désormais être prise en compte dans tous les débats, au même titre par exemple que l'enjeu du genre.

**Jolene Rickard :** L'impact de la dépossession des peuples autochtones n'est pas qu'un à-côté ou un aspect secondaire du débat. Il doit servir de point de départ du débat qui se poursuivra à l'ère moderne.

**Lynda Jessup :** Une « diplomatie culturelle critique » peut-elle réellement prendre en compte l'intersectionnalité, la culture vue comme un mode de vie et un moyen de l'exprimer, et l'existence de systèmes différents, souvent concurrents, de signification et de valeur ? Nous devons nous rappeler les mots de Margaret Kovach, universitaire d'origine crie et sauteux [2009] : « Les savoirs sont toujours situés, nous devons être honnêtes à ce sujet ... ».

**Umair Jaffar :** Ryan Rice a en quelque sorte dit tout ce que j'avais à dire dans son intervention précédente [ci-dessus], et j'apprécie vraiment sa déclaration : « #landback ». Je partage son point de vue sur le changement de paradigme et sur la nécessité d'orienter la conversation non plus sur le lien national, mais plutôt sur les frontières nationales. La question





est toujours de savoir qui détient le pouvoir et qui occupe l'espace — c'est-à-dire qu'est-ce qui détermine le sens de la culture.

**Robert Albro :** *L'une des dimensions de cet enjeu — que j'aborde en pensant aux intersections de la culture avec la politique et aux espaces multilatéraux locaux, nationaux et internationaux — autrement dit l'un des défis, est qu'il arrive souvent que les outils disponibles aux groupes autochtones, aux groupes d'intérêt et aux communautés minoritaires pour parler de revendications culturelles ou pour engager le débat sur les questions d'appropriation de la culture ne leur appartiennent pas. Ainsi, les communautés autochtones se voient obligées d'utiliser un langage très mal adapté à leur compréhension des enjeux*

**Ryan Rice :** *Je suis très frustré — et même déçu —, mais ce n'est pas surprenant compte tenu du sujet, parce que nous avons au départ l'occasion de comprendre où nous nous situons. Nous reconnaissons les territoires autochtones sur lesquels nous vivons, et avons invité Janice Hill à rendre grâce afin de promouvoir une meilleure inclusion. Cependant, le débat a très vite dévié et raté l'occasion de prendre réellement acte de la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui.*

*Par exemple, lorsque nous parlons de réconciliation, nous parlons de décolonisation, de souveraineté, de la position des peuples autochtones d'Amérique du Nord sur la scène internationale (il existe dans le monde plus de 500 nations souveraines). Alors comment négocier et parler de relations internationales dans de telles conditions ? Comment négocier le fait que nos objets sont éparpillés dans les musées du monde entier — et nous sont de ce fait devenus inaccessibles ? Et comment la diplomatie — de réciprocité et d'hospitalité — nous permettra-t-elle de récupérer ces objets ? Où ces conversations se tiennent-elles dans le cadre d'un forum de diplomatie culturelle ? ●*

*Dans tous les espaces dont nous parlons, les peuples autochtones ont été dépossédés de leurs terres et privés de leurs droits. Même à l'heure où nous tentons de nous réunir et de collaborer, il n'y a toujours pas de reconnaissance satisfaisante de cette relation, même parmi les personnes qui, je pense, partagent les mêmes idées et veulent créer un meilleur espace pour tous. Les peuples autochtones n'ont toujours pas bénéficié de la richesse que ces lieux recelaient à l'époque du premier contact et qui sont toujours exploitées aujourd'hui sans leur autorisation. Nous sommes donc aux prises avec des questions matérielles importantes qui sont trop difficiles à concilier.*

**JOLENE RICKARD,**  
panel public

SESSION II

# Au-delà du centrisme de l'État : pallier les limites de la diplomatie



**L'EXAMEN** attentif des bases épistémologiques occidentales de la diplomatie fait partie intégrante de notre travail de problématisation et d'élargissement de l'analyse de la place de la culture dans la diplomatie culturelle. Il s'agit pour cela de nous affranchir du concept de la diplomatie culturelle assimilée exclusivement à une pratique institutionnalisée du système « international » des États et de ses diplomates et décideurs. Quelles sont donc les conséquences d'une interprétation de la diplomatie culturelle centrée sur l'État, telle que proposée par les universitaires et les praticiens de la « partie diplomatique » ? Comment imaginer le difficile mais crucial changement de paradigme que représente le passage d'un monde dominé par la diplomatie culturelle dirigée par l'État-nation à un monde axé sur une compréhension plus large du paysage diplomatique reflétant la diversité culturelle et idéologique du monde dans lequel nous vivons, ainsi que son interconnexion et sa portée mondiale qui surpassent de loin celles envisagées dans les pratiques et les études diplomatiques actuelles ?

Dans cette conversation, nous demandons : Que manque-t-il aux études et pratiques qui assimilent les États-nations à des points focaux géopolitiques privilégiés de la diplomatie, sinon à ses seuls intervenants ? Qu'est-ce qui pose problème dans les modèles de comportement et d'analyse centrés sur l'État qui nient ou sous-estiment la complexité de la culture ? L'accent mis sur le « club des États » et sa pratique de la diplomatie culturelle ne fait-il pas que conforter et renforcer la puissance hégémonique occidentale du Club de la guerre froide et de ses règles d'engagement ? Comment aborder les possibilités de réfléchir à une diplomatie (culturelle) critique, et établir des liens nouveaux entre des sphères de relations sociales mondiales qui ne sont généralement pas considérées comme un tout (diplomatie et sécurité humaine, diplomatie et migration, diplomatie et industries culturelles, diplomatie et multiculturalisme, diplomatie et diversité, diplomatie et compréhension mutuelle) ? Reconnaisant que ces diverses sphères sont, à la base, des constructions occidentales, comment évaluer de quelle manière la politique est, au départ, fondée sur la culture, et comment la diplomatie elle-même est, et a toujours été, une pratique culturelle ?

**ANIMATEURS** : JEFFREY BRISON et DYLAN MINER

*Je vis dans les limites d'un cadre traditionnel que nous considérons distinct de l'administration publique des États-Unis et de celle du Canada. Nous conservons notre forme originale de gouvernance. Nous ne sommes pas, comme le prétendent certains juristes, quasi-souverains; nous définissons notre propre souveraineté. Ainsi, dans tout ce dialogue, je suis engagée dans une relation continue avec un lieu spécifique.*

**JOLENE RICKARD,**  
panel public

## Recommandations

Voici quelques-unes des principales recommandations qui sont ressorties de la discussion :

### • Contester les privilèges

On suppose souvent que dans l'environnement en réseaux de l'ère mondialisée, à mesure que le nombre et la diversité des acteurs non étatiques engagés dans la diplomatie augmente, la pratique de la diplomatie elle-même se démocratise — que d'aller « au-delà de l'État » est en soi un geste libérateur. Les participants ont contesté cette vision de la démocratisation en insistant sur la persistance des inégalités et de l'asymétrie du niveau d'engagement en faveur de la décolonisation dans le domaine de l'étude et de la pratique de la diplomatie. Le débat s'est surtout centré sur le fait que l'étude et la pratique actuelles privilégient un épistémé occidental perpétuant le colonialisme et les relations colonialistes, le racisme systémique et les relations de pouvoir inégalitaires.

**Robert Albro :** Lorsque nous réfléchissons à l'État-nation en tant qu'entité créant la possibilité de ce que nous entendons par « conjonction de la culture et de la diplomatie », ainsi qu'à l'histoire et aux relations de pouvoir de dépossession que cela signifie, j'estime que nous pensons également à une question d'échelle. Lorsque nous parlons de différentes entités ou régimes politiques souverains comme les peuples autochtones; lorsque nous parlons d'États-nations, d'intervenants de la société civile et de nouveaux acteurs non étatiques, je pense qu'en arrière-plan se pose la question des autres échelles d'engagement, quelle que soit l'appellation que nous choisissons — diplomatie culturelle, relations culturelles ou peu importe.

**Dylan Miner :** Je suis originaire du territoire qui a fait l'objet du traité de Saginaw de 1819. Ce sont des terres traditionnelles de la Confédération des Trois Feux formée des nations Ojibwé, Odawa et Potawatomi. Il est important de préciser d'où je viens aux États-Unis, et il est important de nommer et de reconnaître Breonna Taylor et d'autres personnes, ainsi que tous ceux qui ont été tués, brutalisés ou touchés par la violence d'État et le racisme structurel. Je pense donc que les enjeux dont nous discutons ici sont liées au colonialisme et au racisme.

**Ben Schnitzer :** Puisque l'on parle de décentralisation de l'État-nation, je pense qu'il importe de rappeler que les notions de souveraineté sont tenaces, et que le traité constitue en soi un rappel emblématique du problème des traités violés. Je pense, par exemple, aux chaînes d'alliance convenues entre les Haudenosaunis et les puissances coloniales européennes. Alors que je m'efforce d'améliorer ma pratique de personne engagée dans la politique et la réflexion sur les structures de pouvoir qui sous-tendent les relations entre les acteurs, je réfléchis à la manière dont nous pourrions évoquer équitablement ces relations sans reproduire les structures de domination coloniale, alors même que nous nous efforçons de les subvertir.



**Ryan Rice :** S'agissant des chaînes d'alliance évoquées par mon collègue, il convient de rappeler l'importance de les polir pour éviter qu'elles se ternissent. Or, les gens sont plus nombreux à s'acquitter de cette tâche d'un côté de la chaîne que de l'autre. La diplomatie doit être pratiquée par les deux parties.

**Dylan Miner :** Je suis en train de lire un ouvrage intitulé *Braiding Sweetgrass* de l'universitaire autochtone Robin Wall Kimmerer (2013), où elle pose la question suivante : Comment les descendants de colons deviennent-ils les « natifs » d'un territoire donné ? Que signifie être traité de « natif », plutôt que d'« autochtone » pour une personne investie de droits fondamentaux liés au territoire au sein des structures coloniales ? Comment devient-on intimement lié à la géographie de ce ter-

ritoire et à son écologie ? Je fais actuellement allusion au contexte nord-américain : les pêcheurs de poissons et de homards mi'kmaq qui revendiquent un droit protégé par les traités de paix et d'amitié de 1760-61 sont aux prises avec les acteurs de la société civile, qui leurs nient ce droit. Il existe donc un lien, semble-t-il, entre les diplomaties pratiquées par les gouvernements, et celles pratiquées entre ces derniers et la société civile, qui sont selon moi en rapport avec certaines des conversations qui ont eu lieu ici.

**Erin Sutherland :** Je retiens de cette conversation que les relations sont ce qui importe. Comment pouvons-nous entretenir de bonnes relations lorsque ceux qui sont au pouvoir n'essaient pas réellement d'établir des relations durables et bonnes, lorsque le travail est si unilatéral qu'il ne

favorise pas une relation bonne et saine. Le travail de critique et de rejet de l'habitude qu'a l'État d'utiliser les communautés non colonisatrices pour soigner son image incombe souvent aux communautés marginalisées par l'État. J'ai souvent le sentiment d'être appelée, en tant qu'Autochtone, à faire le travail critique pour le compte d'organisations qui ne font rien pour promouvoir des changements durables et significatifs. Comment pouvons-nous assurer la santé de nos communautés tout en refusant de faire le travail qui revient à l'État et aux colons ? Comment pouvons-nous maintenir notre critique tout en nous assurant que l'État ne la retournera pas contre les intérêts de nos communautés ?

**Linda Grussani :** Je suis une praticienne de la culture travaillant dans des institutions publiques depuis plus de 20 ans, et j'aime évoluer dans ces espaces, mais je sais que je n'y suis que sur invitation. Je ne pense pas qu'un véritable changement puisse avoir lieu si les peuples autochtones ne sont pas engagés à tous les niveaux du processus décisionnel. Le travail est difficile, et il conduira inévitablement à l'épuisement professionnel s'il ne débouche pas sur des changements concrets. L'effort nécessaire pour apporter des changements dans ces lieux de résistance est considérable et épuisant. Je souhaite simplement que nous réfléchissions à ce problème. Il ne suffit pas d'être recruté aux premiers échelons; nous devons parvenir au niveau de prise de décisions si nous souhaitons changer les choses.

**Catherine C. Cole :** Cette question est très intéressante. Comment les Autochtones peuvent-ils intervenir pour faire une réelle différence ? Mon sentiment de frustration à ce propos ne cesse de croître depuis 30 ans. On nous encourage constamment à participer, à apporter notre contribution,

Nous devons reconnaître le passé colonial d'une institution comme le ROM, qui a été fondé il y a plus de 100 ans. Nous devons examiner les questions d'échelle et d'impact, et faire preuve d'humilité dans nos interactions avec les chercheurs, les musées et d'autres parties du monde, afin de ne pas perpétuer certains problèmes de domination occidentale et d'attitudes coloniales. C'est un défi et un travail continus dans lesquels nous sommes très engagés. Les musées et les institutions culturelles ont un rôle important à jouer. Il ne s'agit pas simplement de collectionner et d'exposer, mais aussi d'aborder les questions pertinentes de notre époque.

**JOSH BASSECHES,**  
panel public

et cela ne mène nulle part — c'est extrêmement frustrant. Je travaille actuellement au sein du Conseil consultatif sur le patrimoine culturel autochtone de Parcs Canada et je dois dire que c'est l'une des premières fois que j'ai le sentiment de faire une différence. Le Conseil s'est donné pour mission de décoloniser Parcs Canada. C'est un pas en avant que nous attendions depuis très longtemps.

**Robert Albro :** L'observation selon laquelle on impose un fardeau indu aux membres des communautés autochtones ou minoritaires dans des sociétés par ailleurs diversifiées ou coloniales est importante, et je pense qu'elle va au cœur du concept de la représentativité de la diplomatie utilisée en tant que pratique géopolitique. Je pense que le fait de réfléchir plus avant à ces relations nous aiderait à décortiquer les implications de cette pratique en tant qu'ensemble de conceptions normatives du monde — ces interactions s'appuieraient donc sur une sorte de libéralisme dépolitisé. Nous assimilons l'interaction culturelle à une activité internationale qui



*dissocie la participation de la politique, et où tous sont donc invités à participer. Cependant, il n'y a pas nécessairement de résultat politique à aligner sur les objectifs particuliers poursuivis par tous ces intervenants, qu'ils soient sujets ou agents. C'est donc vraiment quelque chose que nous assumons dans ce genre de pratique diplomatique culturelle qui, je pense, mérite un examen beaucoup plus systématique.*

## • Examiner les structures de gouvernance

Si le débat a mis en avant les réalités coloniales de la diplomatie culturelle, il est également apparu que le défi consistait à remédier aux asymétries de pouvoir lorsque l'on opère au sein des structures de l'État-nation et de la société civile mondialisée. Dans ce contexte, les participants ont évoqué le rôle que jouent les praticiens de la culture dans la promotion de relations interculturelles positives à travers leurs réseaux et leurs communautés, ce qui a également mis en évidence le rôle de ces praticiens et de la sphère étatique élargie de la culture dans des programmes de gouvernance plus larges. Après tout, comme l'a souligné Amanda Rodriguez Espanola, aiguillée par une intervention de Nora Rahimian, les bailleurs de fonds (gouvernementaux ou non) ont leur propre ordre du jour qu'ils cherchent à remplir par le biais des projets qu'ils financent.

**Simon Dancey :** *Il existe des liens très étroits, forgés depuis vingt ou trente ans, entre les mouvements auxquels j'ai participé en tant que musicien, qui ont aidé à instaurer ces dialogues assez conséquents — par exemple, entre le Royaume-Uni et des pays comme la Colombie, le Brésil et l'Argentine — autour du partage de la musique. Je ne parle pas de dialogues entre États, mais plutôt de mutualité, de rencontre dans un espace d'égalité et*

de partage des pratiques. Nous savons cependant que derrière tout cela se cachent des structures coloniales et post-coloniales dont nous devons aussi tenir compte. Il est cependant intéressant de noter qu'en ce qui me concernait, il était beaucoup plus facile de parler aux gens d'égal à égal en tant que musicien que de travailler dans une organisation comme le British Council qui, peut importe l'angle sous lequel on l'examine, reste marqué par cette horrible histoire de colonialisme. Nous avons certainement là un exemple d'acteurs non étatiques s'efforçant de construire des réseaux autour d'un domaine culturel particulier — autour de la musique — et de la façon dont cela est ensuite lié à l'enjeu politique de la transformation sociale que ces formes d'art sont censées promouvoir.

**Kelly Langgard :** J'ai travaillé d'abord au Conseil des Arts du Canada, puis au Conseil des Arts de l'Ontario dans le domaine du financement des arts. Ayant soutenu ou participé à un certain nombre d'échanges artistiques à l'échelle internationale, dont certains étaient davantage axés sur la promotion, et d'autres sur les échanges, je pense que les artistes ont la possibilité de collaborer à long terme dans un esprit de création. Lorsque les conditions de cet échange persistent assez longtemps, elles peuvent encourager la création et l'exploration. Et, lorsque les artistes peuvent négocier et reconnaître les différentes manières de s'exprimer, de communiquer et d'exercer le pouvoir, cet échange peut conduire à des résultats puissants en termes de compréhension et de construction de ce que nous considérons souvent comme l'un des objectifs de la diplomatie culturelle : la compréhension mutuelle. Je m'intéresse donc beaucoup à ce genre d'échanges et à la manière dont ceux qui soutiennent ce genre de pratique peuvent favoriser les conditions les plus propices au développement de leurs relations. En tant que spécialiste du finance-

*La diplomatie culturelle du Mexique commence par de petits pas et de grandes décisions. Plus tôt cette année, nous avons accueilli, avec l'UNESCO, un événement qui a donné lieu à la Déclaration de Los Pinos (2020), marquant la transition de l'Année internationale des langues autochtones (2019) à la Décennie internationale des langues autochtones (2022-32). En réunissant des diplomates avec des communautés, des artistes et des créateurs autochtones, nous avons travaillé à intégrer la Déclaration de Los Pinos dans les Objectifs de développement durable 2030 de l'ONU. Nous avons adopté pour principe clé la notion de « rien pour nous sans nous », qui est au cœur de la déclaration et de la diplomatie culturelle du Mexique.*

**PABLO RAPHAEL DE MADRID,**  
panel public

ment des arts, je pense qu'il est important de reconnaître le rôle que peut jouer une agence de l'État dans ce domaine, mais je pense en même temps que nous pouvons aussi faire preuve d'une certaine souplesse dans notre relation avec le monde des arts. Nous avons le choix de nous concentrer sur l'artiste, ou de donner la priorité à son intégrité et à ses intérêts, en essayant de créer le plus d'espace possible dans nos rapports pour autoriser ce genre d'engagements significatifs.

**Umair Jaffa :** Je représente une organisation musicale caritative canadienne à but non lucratif, financée par des agences publiques. Je n'ai jamais assimilé nos actions à la diplomatie culturelle; nous faisons ce qu'on appelle de la musique du monde, et sommes partie au forum des musiques non occidentales. Nos activités sont de deux types : organisation de concerts au Canada, et organisation d'événements de portée internationale où nous invitons des délégués du monde entier à découvrir les talents et les artistes canadiens, dans l'espoir de les voir percer sur la scène internationale. Ainsi, nous sommes en quelque sorte les nouveaux acteurs : nous exportons des talents et nous créons des relations



Lorsqu'on parle de l'art produit dans les langues autochtones, qu'il s'agisse de celles parlées par les Autochtones du territoire aujourd'hui appelé Canada, du gallois du Pays de Galles ou du gaélique écossais, il convient de se rappeler que ces langues, lorsqu'elles ne sont pas traduites en anglais, représentent un énorme élément de pouvoir. Lorsque nous traduisons dans la langue du colonisateur, nous perdons une grande partie du sens de la culture. Préserver l'art, la littérature et les films dans les langues autochtones, dans le paysage où ils ont été créés et produits, place pour une fois les idéologies occidentales à l'« extérieur ». Il s'agit d'un acte très puissant de résistance à l'oppression et à la limitation culturelles.

**LEE MACLAUHLAN,**  
participant au webinaire



Lorsqu'on envisage le découplage de la diplomatie culturelle (ou, d'ailleurs, de toute autre forme de diplomatie) de l'État, on se heurte inévitablement au problème de la représentation. Les acteurs non étatiques sont certainement équipés pour représenter des groupes ou des intérêts de la même manière que les États représentent leur électorat, mais qu'en est-il des responsabilités de la représentation ? Qu'est-ce qui leur confère une légitimité ? Comment les rendre responsables ? Pour les États, ces questions sont traitées dans une certaine mesure dans le droit international. Mais pour les acteurs non étatiques ?

**ROBERT KELLEY,**  
participant au webinaire



Si ces conversations portent sur les origines coloniales de la diplomatie culturelle, comme l'a mentionné Nora Rahimian hier, il est important de reconnaître que nous vivons dans une société capitaliste, et que l'argent compte (pour manger, pour financer des projets, etc.). Quels sont les défis et les opportunités en matière de financement lorsqu'on parle de décolonisation de la pratique ? Après tout, les bailleurs de fonds (gouvernementaux ou non) ont chacun leur ordre du jour qu'ils cherchent à réaliser par le biais des projets qu'ils financent.

**AMANDA RODRIGUEZ ESPINOLA,**  
participant au webinaire

interculturelles. Malgré notre statut d'organisation caritative à but non lucratif, et bien que nous n'ayons pas de mandat direct du gouvernement, nous sommes financés par les agences gouvernementales. Nous devons donc répondre à certains critères pour obtenir des financements, et ces financements dépendent des résultats que nous obtenons. Ainsi, par exemple, notre succès est mesuré à l'aune du nombre d'artistes qui ont obtenu des contrats, et c'est de ce résultat très concret que nous devons rendre compte. Nous fonctionnons donc dans le cadre d'un système étatique — les financements influent sur notre manière d'accomplir notre travail. En revanche, le mandat que nous nous sommes donné est très différent : nous cherchons à établir de véritables relations.

**Kelly Langgard :** Je pense que l'un des défis que doivent relever les organismes de financement est de laisser aux artistes la liberté de définir eux-mêmes à quoi ressemble le succès. Le problème est que nous sommes des organismes publics, que nous dépendons donc des fonds publics, et qu'il nous incombe de ce fait de démontrer l'impact et la valeur des financements que nous octroyons.

Nous avons besoin d'un changement épistémologique. Les gens parlent d'ontologies multiples, mais ils ont du mal à comprendre ce que cela signifie. Pour moi, c'est un appel à repenser la façon dont la réalité est construite. Il est difficile de parler de la création d'espaces équitables sans reconnaître la manière dont le pouvoir et la richesse fonctionnent dans l'espace capitaliste d'Europe occidentale, dans lequel nous sommes si bien intégrés. La richesse des Amériques est le fruit du labeur des Autochtones et des Noirs. En ce moment, la reconnaissance de ce travail et de cette existence non compensés fait l'objet d'un débat urgent. Je pense que nous devons définir comment nous allons partager ces ressources.

**JOLENE RICKARD,**  
panel public

**Jutta Brendemühl :** Selon moi, la liberté d'action, l'influence et le partage du pouvoir sous-tendent généralement notre volonté de dépasser le centralisme de l'État. Cela suppose d'exercer un contrôle sur les actions, de définir l'ordre du jour, de décider du financement, etc. Je m'intéresse plus aux règles du jeu et aux objectifs qu'aux acteurs — comment exiger et assurer la transparence, la responsabilité, l'équité et l'équilibre des pouvoirs à tous les niveaux, et dans quel but ? Comment échapper à la philanthropie performative, à la fausse démocratie, ou simplement au transfert des privilèges ?

**Ryan Rice :** Nous devons nous pencher sur les États-nations, car ce sont eux qui ont créé la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. Ils ont adopté des lois pour briser les cultures, couper les peuples autochtones de leurs racines et de leurs territoires. S'agissant de la culture au Canada, il convient de rappeler que le Conseil des Arts du Canada est fondé sur un document raciste — le rapport Massey — qui assimile la culture à un concept strictement européen, à une importation. Tout comme aux États-Unis et dans de nombreux autres pays, la « culture » est considérée comme un produit des pays d'Europe occidentale. Ainsi, au sein du Conseil des Arts du Canada, et de la plupart des infrastructures artistiques d'autres États colonisateurs comme la Nouvelle-Zélande et l'Australie, les pratiques et la culture autochtones sont évacuées. Si l'on attend des peuples autochtones qu'ils soient des acteurs sur cette scène de la diplomatie culturelle, il faudra commencer par admettre que le langage diplomatique que de nombreux peuples autochtones utilisent dans le processus des traités n'est pas reconnu par les représentants des États colonisateurs.

## • Reconnaître que la neutralité culturelle est un mythe

Le débat sur le rôle que les praticiens de la culture jouent dans la promotion de relations interculturelles positives par le biais de leurs réseaux et de leurs communautés a mené à l'examen de la notion de culture elle-même, appréhendée dans le contexte plus large du pouvoir et de sa mobilisation. Les participants ont également souligné l'importance d'une meilleure compréhension de l'instrumentalité des perceptions de la culture par les praticiens, qui la considèrent comme neutre. Comme l'a dit Robert Albro, « Nous devons nous attaquer au mythe selon lequel la culture est un espace de rencontre dépolitisé ».

*Quel sens donnons-nous à la culture à notre époque ? Comment éviter que la politique culturelle reste la chasse gardée des décideurs politiques ? Nous comprenons que la culture ne se trouve pas seulement dans les salles d'opéra et autres espaces élitistes. La culture sous-tend les réseaux sociaux, donne du pouvoir aux communautés et favorise le développement économique. Si telle est notre compréhension, alors le paradigme doit changer. Nous devons réfléchir à la manière de créer des politiques culturelles, non seulement entre diplomates et décideurs, mais aussi avec les artistes, les créateurs, les communautés et les universitaires.*

**PABLO RAPHAEL DE MADRID,**  
panel public

**Robert Albro :** L'une des choses qui est ressortie de l'intervention de Simon tout à l'heure est cette notion de réseaux, qui laisse penser à une définition différente, plus souple ou plus dynamique de l'engagement que nous pourrions décrire comme une forme quelconque de relation culturelle. Mais je pense que cette analyse est également utile parce qu'elle attire

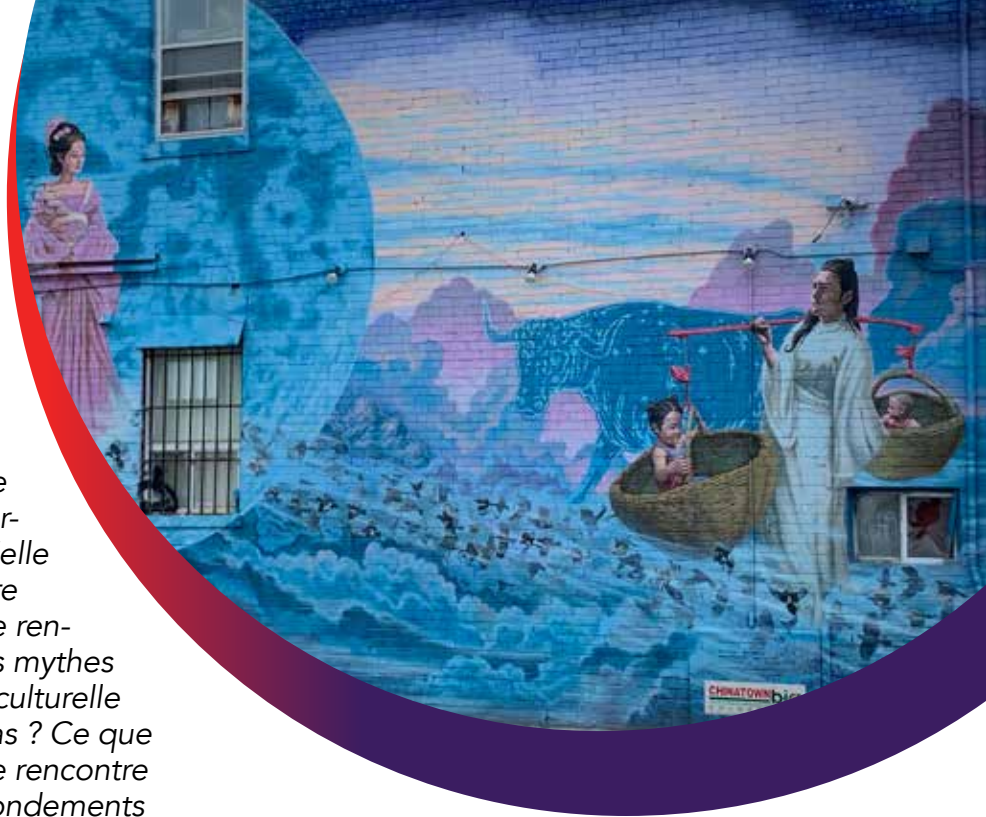
notre attention sur certains types d'activités auxquelles nous voulons accorder plus d'attention. À quel moment pensons-nous que les relations culturelles ou la diplomatie se manifestent dans ces relations en réseaux ? Si la culture a pris le devant de la scène dans ces interactions, c'est en partie parce qu'elle est assimilée à tort, et de manière « déshistorisée », à un espace de rencontre dépolitisé. C'est là un des mythes fondamentaux de la diplomatie culturelle en tant que pratique, n'est-ce pas ? Ce que nous retirons de notre espace de rencontre dans cette analyse, ce sont les fondements politiques de nos interactions les uns avec les autres.

L'un des effets fréquemment observés lorsque nous parlons de choses comme le théâtre ou la musique — l'un des motifs invoqués pour réunir des personnes partageant une vocation, qu'il s'agisse de théâtre, de musique ou de littérature — est que nous supposons d'une certaine manière que l'expérience commune de ces personnes rend plus probables ou possibles l'instauration de rapports transnationaux productifs et la compréhension mutuelle. On suppose que les gens de théâtre se comprennent naturellement parce que le théâtre est évidemment apolitique. Je pense que cela aussi est problématique. C'est pourquoi je m'insurge contre l'idée que des personnes — par exemple, des musiciens de différents coins de la planète — puissent nécessairement tenir une conversation plus riche et plus directe que des personnes appartenant à d'autres groupes.

**Jolene Rickard :** Certains peuples autochtones utilisent la langue de leur collectivité, d'autres préfèrent utiliser la langue de la nation, d'autres encore rejettent stratégiquement la notion de nation. Il n'existe donc pas de notion unifiée de l'espace autochtone. Tant que nous n'au-

rons pas bien compris la mécanique de l'espace autochtone, que nous ne l'aurons pas intégrée à la diplomatie culturelle — en particulier les arts ou l'expression culturelle —, il y aura toujours un relent d'exploitation qui s'articulera autour de l'altérité. L'appréhension persistante de l'Autochtone comme « l'Autre », l'« Exotique », même si elle se veut positive, est profondément colonialiste et colonisatrice. Voilà le contexte idéologique des luttes qui sont profondément ancrées dans le flux mondial de la pratique culturelle artistique.

**Umair Jaffar :** Sommes-nous simplement en train de redéfinir les rapports de force coloniaux ? Je pense que oui, parce que lorsque nous nous présentons sur la scène internationale — et je prends ici pour exemple le secteur de la musique — nous pouvons compter sur une structure très bien financée, ce qui nous procure un avantage et un pouvoir sur d'autres groupes. Si je compare, par exemple, ma situation à celle des musiciens du Pakistan, mon pays d'origine, je constate que sur la scène internationale, le Canada a les moyens de financer une énorme équipe, tandis que le Pakistan ne pourra peut-être se contenter que d'un seul délégué payé de sa propre



poche. Nous avons ici un exemple parfait de relation de pouvoir. Nous nous comparons donc indirectement sans nous rendre compte que nous exerçons beaucoup de pouvoir et que, de ce fait, la relation est déjà déséquilibrée. En résumé, nous renforçons ici certaines relations diplomatiques coloniales simplement en vertu du pouvoir que nous détenons, sans même nous en rendre compte, lorsque nous entreprenons d'établir des relations avec des pays dépourvus d'une infrastructure centrale de financement.

**James Counts Early :** Nos discussions sur le mot « culture » présentent aussi un angle positif : il s'agit toujours de quelque chose de pur, de bon, d'excitant et d'éclairant. Mais les façons de savoir et de faire ont des fondements idéologiques. Il y a des fondamentalistes chrétiens qui croient que la place de la femme est au foyer et que, selon leur lecture de la Bible, ce sont les hommes qui doivent être aux commandes. La culture peut aussi présenter des dimensions homophobes, et elle compte donc plusieurs vecteurs. Elle n'est pas seulement l'expression positive de manières de savoir, de faire et de symboliser. Elle peut aussi présenter, selon l'endroit où l'on se situe sur le spectre idéologique, certaines tendances néfastes.

## • Utiliser les outils disponibles pour faire progresser l'étude critique et la pratique

Le débat s'est ensuite déplacé sur les avantages du découplage de deux projets intégrés dans le projet de recherche du sommet, que Patricia Goff a intitulés : « la critique de la diplomatie culturelle et ses limites », et « l'examen d'un concept nouveau de relations culturelles ». Le débat a

surtout porté sur la nécessité de coupler les relations culturelles et la diplomatie culturelle et d'approfondir le débat à la confluence des deux. On a fait valoir qu'en cédant à une définition et à une analyse de la diplomatie culturelle centrées sur l'État, on laisserait entendre que l'approche des relations culturelles n'est pas toujours déjà impliquée dans la promotion de l'action diplomatique des États, et on dispenserait ainsi les praticiens et les universitaires de la culture de l'examen critique des rôles politiques qu'ils jouent dans le domaine de l'engagement international. La reconnaissance du fait que les activités diplomatiques et culturelles, appelées « diplomatie culturelle » et « relations culturelles » s'inscrivent dans des domaines d'échange et de négociation plus larges est au cœur de ce débat critique.

**Patricia Goff :** Je suppose que ce que j'ai trouvé utile comme point d'entrée dans cette conversation, c'est de découpler ce que je considère comme deux projets. Le premier est la critique de la diplomatie culturelle et de ses limites — son centralisme d'État, etc. — et l'autre consiste à préciser de manière assez détaillée le potentiel des relations culturelles. Ainsi, lorsque je pense à la diplomatie culturelle, j'ai confiance de pouvoir répondre à un certain nombre de questions. Quelle est la nature de la culture qui la sous-tend ? Qui en sont les principaux acteurs ? Quel est l'objectif ? En revanche, quand on me pose les mêmes questions sur l'approche des relations culturelles, je ne connais pas les réponses. Quel est le concept de culture qui les sous-tend ? Qui sont les principaux acteurs d'une approche de relations culturelles ? Quel est l'objectif ou l'ensemble des objectifs poursuivis ? Ainsi, l'un des projets est une critique de la diplomatie culturelle, et l'autre est une construction basée sur la notion de relations culturelles vues comme une solution de rechange.

**Rhonda Zaharna :** Je voudrais revenir sur

la remarque concernant l'augmentation du nombre d'acteurs : l'idée selon laquelle une augmentation du nombre d'acteurs nous permettrait de démocratiser la diplomatie, de la changer. J'ai l'impression que nous mettons l'accent sur le « qui ». Comme le disait Patty Goff : « Je sais ce qu'est la diplomatie culturelle. J'en identifie les acteurs, et j'en détermine ensuite les objectifs et les besoins ». Lorsque nous parlons de diplomatie, qu'il s'agisse de diplomatie publique ou de diplomatie culturelle, l'une des hypothèses est que l'accent est mis sur l'acteur et sur sa qualité d'acteur — le « qui ». Il s'agit d'une diplomatie basée sur l'acteur et centrée sur l'acteur. En revanche, les relations culturelles semblent être axées sur le processus. Nous déplaçons notre attention du « qui » au « quoi » et au « comment ». Quand nous parlons de réseaux, nous nous concentrons sur le processus. Je pense donc que nous devons élargir notre vision et nous éloigner de la notion d'acteur, pour aller au-delà et inclure des considérations de processus et de problèmes — passer du « qui » au « comment ». Nous ne changerons pas notre vision de la diplomatie tant que nous continuerons de limiter notre réflexion aux acteurs.

**Costas M. Constantinou :** Je pense que les observations de Rhonda sont très pertinentes. Nous devrions mettre l'accent à la fois sur les acteurs et sur les enjeux, et explorer la tension entre les deux. Cela nous permettrait également de conceptualiser et de revisiter la diplomatie en tant que pratique. Si nous souhaitons développer la diplomatie culturelle en tant que pratique critique, je pense qu'il est très important de garder notre regard critique sur la pratique de la diplomatie. Je ne parle pas simplement ici de dépasser l'État et d'examiner d'autres acteurs. La question de la mise en œuvre des politiques est également très importante. Nous ne devrions pas simplement considérer la diplomatie comme la mise en œuvre de la politique étrangère d'un État, ou de tout autre type de politique d'ailleurs,

mais aussi envisager la possibilité d'une révision des politiques par le biais de rencontres culturelles avec d'autres.

**Jonathan Chait Auerbach :** Sur la base de mon expérience de diplomate mexicain aux États-Unis, je pense qu'au lieu d'imposer quelque chose, nous devrions écouter, faire participer d'autres acteurs. Sinon, nous retiendrons l'idée selon laquelle l'État s'occupe de tout, sans inclure d'autres acteurs. Si nous devons ajouter d'autres acteurs, ils devraient faire partie du projet et aussi le diriger. Je pense que nous, les diplomates, devrions également en faire partie, sans cependant en assumer entièrement la prise en charge.

**Yudhishtir Isar :** Nous devrions concentrer notre attention sur les relations culturelles, et non sur la diplomatie culturelle. Cependant, en raison du caractère hégémonique du terme « diplomatie culturelle », il est très difficile de poursuivre notre analyse sans l'utiliser. De mon point de vue, et de celui des autres chercheurs avec lesquels je travaille, nous nous sentons l'obligation éthique d'utiliser le terme « diplomatie culturelle » même lorsque l'enjeu qui nous intéresse n'est pas ce que font les diplomates, et que nous pensons vraiment que nous devrions parler d'autre chose. Quand on entre dans ce schème de pensée, on se rend vite compte que le simple fait de garder l'État à l'écart n'est pas une solution miracle. L'enjeu en est un de relations de pouvoir, de conflits d'intérêts, et j'ai constaté que l'analyse bourdieusienne de l'oppositions des intérêts, des rivalités et des jeux politiques est très fertile pour décrire cette situation, peu importe qu'on choisisse de parler de relations culturelles ou de diplomatie culturelle. Cependant, le terme « diplomatie culturelle » continue de s'imposer. Nous devrions reconnaître ce problème dans le cours de nos recherches, et nous rappeler également qu'il existe d'autres moyens de réunir les acteurs et le processus. ●

## SESSION III

# Une approche de la diplomatie des réseaux fondée sur les relations culturelles

SESSION III • 62 •



**LA** pratique de la diplomatie a évolué au cours des dernières années. L'établissement et la gestion des relations mondiales ne relèvent plus désormais du club hégémonique des États-nations de la guerre froide. La pandémie de 2020, l'ère du trumpisme et les nouvelles « guerres des cultures » montrent clairement que l'ancien « ordre fondé sur des règles » n'a plus cours. La diplomatie d'État coexiste désormais avec la diplomatie des réseaux et en fait partie. En cette ère de mondialisation, des modèles d'engagement sont établis par une myriade d'intervenants nouvellement habilités, notamment les militants antiracistes, les scientifiques, les artistes, les éducateurs, les administrateurs, les entrepreneurs, les institutions culturelles, les communautés autochtones, les diasporas, les villes, les ONG et les organisations à but non lucratif, les philanthropes et d'autres acteurs dont le pouvoir est à la fois culturel et politique. Les réseaux complexes de pouvoir de la société civile construits par ces « nouveaux diplomates » travaillent à la fois avec et contre la diplomatie étatique pour s'attaquer aux enjeux critiques de notre époque, notamment les conflits, les maladies et la dégradation de l'environnement. Cette approche en réseaux a permis de renforcer la diplomatie des musées, la diplomatie des villes, la diplomatie des citoyens, la diplomatie des diasporas, les diplomaties autochtones et la diplomatie homosexuelle, pour ne citer que quelques-unes des perspectives des nouvelles relations culturelles qui contestent les conceptualisations les plus traditionnelles de la diplomatie centrée sur l'État. Pour dire les choses simplement, le jeu d'échecs métaphorique toujours joué par le club des États et articulé par les politiques étrangères nationales et par la gouvernance transnationale se déroule au sein et aux côtés des réseaux de relations culturelles et de pouvoir de la société civile.

Tirant les leçons des débats tenus lors des deux premières sessions, qui ont mis l'accent sur la primauté de la culture et de l'analyse culturelle, nous entreprenons maintenant d'examiner comment une approche axée sur les relations culturelles permet d'étayer à la fois l'étude et la pratique de la diplomatie de réseaux contemporaine. À quoi ressemble cette diplomatie dans la pratique et quels en sont les meilleurs exemples ? Comment les praticiens d'une « diplomatie culturelle critique » peuvent-ils en exploiter et en déployer les pratiques ? À quoi pourrait ressembler une pratique réussie de la diplomatie des réseaux ? Comment la toile des intervenants de la diplomatie des réseaux peut-elle s'engager plus efficacement sur l'échiquier des États-nations — et vice versa — pour nous permettre de définir et de relever les défis fondamentaux de notre époque ?

**ANIMATEURS : NICHOLAS CULL et SASCHA PRIEWE**

## Recommandations

Voici quelques-unes des principales recommandations qui sont ressorties de la discussion :

### • Travailler pour faciliter un moyen plutôt qu'une fin

Sur la base des débats engagés lors des deux sessions précédentes, de leurs points saillants et de leurs mises en garde, le débat de la dernière session s'est penché sur la question des succès de la diplomatie des réseaux. Les participants ont surtout insisté sur la nécessité de porter d'abord attention au processus, plutôt qu'aux objectifs des réseaux. Ainsi, les horizons à long terme et l'établissement de relations organiques ont pris le pas sur les intérêts immédiats et les résultats à court terme.

*Les musées sont engagés sur une base mondiale. Chaque jour, je suis en contact avec des collègues du monde entier. Nous partageons des expositions, envoyons nos conservateurs donner des conférences dans le monde entier, et accueillons des collègues d'autres pays. Nous parvenons à entretenir des relations significatives avec les musées et les collègues étrangers, même en situations de tensions diplomatiques. En d'autres termes, peu importe le contexte des relations internationales, nous pouvons collaborer en échangeant des objets, en partageant des expositions et en maintenant les échanges diplomatiques par le biais du véhicule culturel.*

**JOSH BASSECHES,**  
panel public

**Rhonda Zaharna :** Je souhaite revenir à la question du processus. À quoi sert le réseau ? Je plaide en faveur d'une orientation axée sur le processus plutôt que sur l'objectif. La question qui doit se poser ici est « pourquoi ? ». Les réseaux sont très à la mode, mais quel est leur but ? S'il s'agit de sensibiliser, je souhaite qu'ils aient une grande portée. S'il s'agit d'autonomiser, je souhaite des rapports très étroits auxquels je peux faire confiance. S'il s'agit de collaborer, je souhaite une diversité de perspectives. Donc, la question n'est pas simplement de « construire un réseau », mais de nous interroger sur le « pourquoi » de ce réseau. Pour quelle raison voudrais-je même m'y joindre ? Penchons-nous donc d'abord sur le processus, et demandons-nous « pourquoi ? ».

**Simge Erdogan :** Il existe une distinction très stricte entre les producteurs de la diplomatie culturelle et ses consommateurs. Je pense que la question du succès véritable, et l'idée de la diplomatie culturelle assimilée à un processus, se posent lorsque nous trouvons des moyens de fusionner le producteur et le consommateur, et même de décortiquer cette division entre les consommateurs et les producteurs de la diplomatie culturelle.

**Michael Manulak :** Je me fais l'écho de ce que beaucoup de gens ont dit sur la diplomatie des réseaux et son approche. Il me semble que nous nous intéressons plus aux moyens qu'aux fins. Les outils dont nous disposons pour construire des réseaux à l'échelle mondiale sont sans égal. Nous disposons de nombreux exemples de coalitions fonctionnant en réseau. Pensons par exemple à des organisations comme le Conseil international des musées, le réseau C40 des villes du monde engagées dans l'action climatique, qui mobilise 700 millions de personnes dans le monde entier par l'intermédiaire d'un réseau de 96 villes





engagées vers un bilan carbone neutre, ou encore l'alliance pour les vaccins qui a joué un rôle de premier plan dans les efforts déployés pour mettre au point un vaccin anti-COVID. Ce sont là des exemples de coalitions d'acteurs qui se sont éloignées d'une approche strictement centrée sur l'État. Il ne s'agit en aucun cas d'une approche antiétatique, mais je pense souvent que lorsqu'on a affaire à la diplomatie des réseaux et aux défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés, l'approche à retenir n'est pas de « choisir entre l'un ou l'autre », mais plutôt de « prendre les deux ».



**Simon Dancey** : Pontos de Cultura : Points, lieux et pratiques de la culture, est un programme en réseau qui a débuté sous forme de projet national au Brésil en 2004. À titre de ministre de la Culture sous le président Luiz Inácio Lula da Silva, le musicien afro-brésilien Gilberto Gil a utilisé les fonds publics pour venir en aide aux producteurs culturels autochtones et afro-brésiliens. Il a dès le départ abandonné toute idée d'évaluation et de suivi des résultats du programme à la manière occidentale : il ne souhaitait pas une telle évaluation. Il a déclaré en substance « Nous sommes confiants que vous saurez utiliser les fonds à bon escient ». Il ne savait pas quelle forme prendrait le succès du programme; il souhaitait simplement stimuler ce secteur en donnant carte blanche aux artistes. Le modèle des Pontos de Cultura a été adopté par un certain nombre de groupes en Amérique latine et, plus tard, en Europe. C'est un modèle intéressant, très différent de l'approche normative occidentale de financement de la culture.

## • Ancrer le débat dans l'autoréflexivité

Le débat est revenu sur une question soulevée lors des deux premières sessions, en réitérant l'importance de l'autoréflexivité, en particulier sur les questions de pouvoir,



comme principe fondamental dans l'étude et la pratique des relations mondiales.

**Eduardo Tadeo Hernández :** Nous avons besoin de problématiser la notion de réseau, de réfléchir de manière critique à cet enjeu et de reconnaître qu'il existe certaines structures de pouvoir qui privilégient certains corps, certaines expressions de genre ou certaines orientations sexuelles, tout en discriminant les autres. Lorsque nous parlons de l'Amérique latine, ou d'ailleurs des « Latinx » des États-Unis, la violence au quotidien définit le contexte dans lequel se déroulent ces relations culturelles. Je me demande donc comment ces communautés peuvent réellement devenir un moteur du changement social, alors que la possibilité d'imagination devient de plus en plus difficile à cause de

cette violence et à cause de la dynamique capitaliste inégale. Lorsque nous parlons de succès, je crois que pour certains, la réalisation de certains objectifs, que ce soit ceux de l'État ou d'autres acteurs, est l'objectif d'une certaine stratégie. Cependant, pour certaines communautés — par exemple, les communautés de la diaspora, les communautés queer ou les communautés autochtones —, les réseaux sont une question de survie. Nous devons débattre de cet enjeu en termes non binaires, et nous devons politiser davantage la notion de diplomatie. C'est la seule façon de contrebalancer le discours selon lequel la diplomatie ne peut être comprise que du point de vue de l'État, et de dépasser largement cette perspective pour inclure les autres voix de ces communautés marginalisées.

**Francisco Peredo-Castro :** Le « succès » est lié à la visibilité du secteur/des agents engagés dans l'étude d'un enjeu particulier. Le Mexique jouit d'une riche culture cinématographique nationale qui est financée par l'État même si, dans de nombreux cas, la production est très critique envers l'État lui-même. En revanche, nous n'avons pas beaucoup de succès dans notre traitement des enjeux relatifs aux peuples autochtones, aux migrants, au genre, etc.

Le Mexique sera l'hôte de MONDIACULT 2022, une conférence mondiale consacrée aux politiques culturelles. Nous avons, avec le Canada, un programme bilatéral ambitieux, lié à notre travail avec les créateurs et les communautés. Avec le Canada, nous travaillons à un accord pour le développement de la cinématographie, y compris la cinématographie autochtone. Le travail ne se fait pas seulement entre les États; il associe également les producteurs culturels et les communautés autochtones à l'élaboration de la politique culturelle.

**PABLO RAPHAEL DE MADRID,**  
panel public

**Ryan Rice :** Lorsque je travaillais au Centre d'art autochtone du Canada, j'ai constaté que les fonctionnaires des affaires étrangères ou du commerce extérieur qui se déplaçaient à l'étranger apportaient inévitablement avec eux des objets d'art autochtone. Nous en étions vraiment ravis puisque cela nous donnait l'occasion de travailler dans un contexte mondial. Il est toutefois ironique et étrange de voir l'État canadien promouvoir dans le monde entier une culture qu'il s'emploie par ailleurs à renier par ses lois à l'intérieur de ses frontières. C'est toujours contre cette résistance ou ce refus opposé par les structures en place que nous avons dû nous battre constamment. En 2020, la situation n'a pas beaucoup évolué.

**Edgardo Bermejo :** Aller au-delà du centralisme d'État est une chose à laquelle nous devons vraiment nous engager en Amérique du Nord. Au Mexique, la diplomatie culturelle est, comme dans tous les pays, fondée essentiellement sur l'identité culturelle et nationale. Nous, Mexicains, nous sentons plus à l'aise de travailler avec les pays d'Amérique latine ou de la région ibéro-américaine. La situation est différente lorsque nous avons l'occasion de collaborer en Amérique du Nord, en particulier dans le domaine de la diplomatie culturelle. Nous avons conclu des accords commerciaux avec le Canada et les États-Unis. Nous nous considérons comme une région au plan du commerce et de l'investissement, mais ce n'est pas la même chose lorsqu'il s'agit de culture. Nous devrions trouver des moyens de créer un nouveau récit faisant de l'Amérique du Nord un territoire commun pour la diplomatie culturelle.

**Robert Albro :** J'ai beaucoup apprécié ce débat, notamment lorsqu'il a été question de l'ambivalence tenace entourant les rapports entre les réseaux et l'État ou d'autres entités souveraines, et je ne crois pas que cette question a nécessairement été résolue. Le débat a attiré notre attention sur le sens qu'on attache souvent aux réseaux dans le contexte de la diplomatie, vue comme une sorte d'intervention militante et cosmopolite. En plus de les juger plus « progressistes », on donne aussi à ces réseaux le mérite de supprimer la médiation, de promouvoir ainsi une forme de communication plus directe et plus inclusive. J'aurais d'emblée tendance à émettre des réserves à ce propos, et à formuler une petite mise en garde. Anne-Marie Slaughter (2017) a conceptualisé une diplomatie de réseaux fondée sur l'État, endossée par lui, et utilisée dans la défense de ses intérêts.

**Nora Rahimian :** Ce débat sur les réseaux reste centré sur l'institution, l'État-nation ou l'organe détenant le pouvoir, quel qu'il soit. Il tient pour acquis que les créateurs com-

munautaires ou culturels doivent obtenir son autorisation pour se tailler une place. Ainsi, pour revenir à la raison de l'importance des réseaux, précisons que c'est parce qu'ils permettent aux gens de rejeter le pouvoir institutionnel. Par exemple, lorsque des musiciens unissent leurs forces, cela leur permet de dire : « Je me fiche de vos étiquettes; elles sont une forme de servitude contractuelle. Gardez votre pouvoir pour vous ». J'ai vu des artistes du monde entier créer ce genre de réseaux qui leur permettent de conserver leur richesse. Gardez le contrôle de votre créativité, mais aussi celui du message et de la manière de le communiquer à votre public, qui est l'ultime arbitre du changement. Donc, si nous parlons de la diplomatie comme d'un moyen de créer le changement, il s'agit dans mon monde de renverser la suprématie blanche, le patriarcat, le capitalisme et le colonialisme.

## • Procéder à un cadrage interactif des enjeux

En partant du principe que les gens sont culturellement et épistémologiquement liés, les participants ont souligné la nécessité de reconnaître les limites de l'acuité culturelle et épistémique et de travailler au-delà de ces limites et à leurs intersections pour encadrer les enjeux en vertu d'un processus dynamique. On peut ainsi redéfinir le « succès » comme quelque chose d'autre que la solution apparente de problèmes définis de manière hégémonique. Le cadrage interactif des enjeux définit de nouveaux points d'entrée épistémiques dans l'étude et la pratique hégémoniques de l'action diplomatique.

**Rhonda Zaharna :** Au cours de la dernière session, nous avons assimilé la diplomatie à un amalgame d'actions de représenta-

tion, de négociation et de communication. La beauté réside ici dans la résolution des problèmes. Il semble que l'on accorde davantage d'attention aux besoins, aux lacunes et aux problèmes à régler, et l'enjeu le plus crucial me semble donc être le « pourquoi ». La mise en réseau a essentiellement pour objet de résoudre les problèmes, à orienter la diplomatie culturelle vers une résolution délibérée des problèmes.

**Costas M. Constantinou :** Je pense que les modèles de succès les plus intéressants ont trait au type de diplomatie que j'apprécie et correspondent à ce que mes collègues ont évoqué : leur processus et l'aplanissement des divisions entre producteurs et consommateurs de culture, la diplomatie des coalitions interethniques quotidiennes qui se réunissent en réseaux. Il s'agit donc ainsi non pas de discuter de la « culture » en soi — de « culture grecque », de « culture turque » ou d'autres cultures nationales — mais de traiter des questions environnementales ou des enjeux LGBTQ dans les communautés. Ce débat présente un potentiel transformateur.

**David Wellman :** Je souhaite partager avec vous les noms de cinq organisations dont j'ai étudié le travail de mise en réseau. Il s'agit de la Conférence judéo-musulmane (MJC), de l'ONG française Coexister, de Connecting Actions, de l'Institut européen pour le dialogue et du Projet de leadership africain et moyen-oriental (AMEL). Ces groupes travaillent dans les milieux interconfessionnels ou interreligieux. Ils ont créé un réseau d'abord fondé sur l'amitié, qui s'est par la suite engagé dans la construction d'un vocabulaire commun, et le mot de ralliement qu'ils ont retenu — mon nouveau mot préféré — est « interconvictionnel ». Ce terme englobe aussi bien les pratiquants que les agnostiques et les athées. Il part du principe que tous ont des convictions, et que nous devons nous pencher sur l'impulsion morale et éthique

Dans un réseau, la réussite peut être définie en des termes complètement différents d'un nœud à l'autre. Cependant, je considère qu'un réseau fructueux est un réseau qui fonctionne globalement, mais où chaque nœud réussi à défendre ses intérêts au bénéfice de l'ensemble. Un réseau fructueux est également un réseau où un nœud plus faible peut se renforcer en se connectant à un autre nœud (c'est-à-dire qu'il y a une incitation à la collaboration).

**CÉSAR CORONA,**  
participant au webinaire



Le « succès » est lié à la visibilité du secteur et des agents impliqués dans une problématique particulière. Au Mexique, nous avons du succès avec la culture cinématographique nationale, qui est financée par l'État même si, dans de nombreux cas, elle est très critique du pouvoir de l'État lui-même. En revanche, nous n'avons pas beaucoup de succès en ce qui concerne les questions relatives aux peuples autochtones, aux migrants, à l'égalité des sexes, etc.

**FRANCISCO PEREDO-CASTRO,**  
participant au webinaire



Le concept de « diplomatie de guérilla » est assez important dans ce débat. Proposé par Darryl Copland, il incarne certainement la possibilité d'aller au-delà des notions traditionnelles de la diplomatie. La diplomatie de guérilla peut être considérée comme interconnectée, axée sur la technologie et sécurisée; elle propose des outils pour encadrer et gérer des questions telles que les pandémies, le racisme, le développement, les représentations diverses, etc.

**CÉSAR VILLANUEVA RIVAS,**  
participant au webinaire

qui pousse les gens à créer des communautés ou à lutter contre l'exclusion. Ces groupes ont pour objectifs communs de lutter contre le racisme, contre la peur de l'autre et les leaders qui exploitent cette peur, et de promouvoir l'antinationnalisme.

**Alberto Fierro :** Je pense que le succès signifie être capable de mettre en place un véritable réseau d'organisations, d'institutions et d'individus qui collaborent à la défense d'une cause particulière. Au cours du dernier mois de l'administration Obama et de la première année de l'administration Trump, l'ambassade du Mexique et l'Institut culturel mexicain ont frappé aux portes d'institutions comme la National Endowment for the Arts et le Kennedy Center. Après l'élection de Trump, lorsque le débat public s'est tourné vers le financement du « mur », l'Institut Goethe a déclaré qu'il organiserait une exposition mettant en vedette un artiste allemand vivant à Los Angeles et qui s'intéressait à cette question. À peu près au même moment, l'American Film Institute a décidé de porter son attention sur le Mexique, précisément pour mettre en valeur la richesse de la cinématographie mexicaine. Et de nombreuses autres organisations se sont réunies pour réaliser par exemple une série de films partageant une thématique commune. Je pense qu'une des meilleures pratiques pour garantir le succès est d'avoir une idée et de recruter des alliés intéressants capables d'y collaborer et de la financer.

## • Interpeller le passé à travers une lentille multi-épistémique

La dernière session est revenue sur l'appel, lancé plus tôt au cours du sommet, à élargir la portée historique de l'analyse

et à remettre en question l'orthodoxie occidentale selon laquelle l'action diplomatique n'existe nécessairement que dans le domaine des relations officielles entre États. Le débat s'est ensuite tourné vers l'idée selon laquelle la diplomatie culturelle, en tant que pratique critique, doit s'engager dans la diplomatie — passée et présente — comme une activité déjà et toujours multi-épistémique. Un large consensus s'est dégagé sur le fait que cet effort continu exige des universitaires et des praticiens qu'ils mobilisent les connaissances acquises par le biais d'études de cas historiques spécifiques.

**César Villanueva Rivas :** *La diplomatie ne devrait pas être considérée comme une pratique figée. Je pense qu'à l'instar de la culture, elle est un concept en constante évolution. Ce que nous appelons « diplomatie » au siècle dernier était très différent de ce que les diplomates pratiquent réellement aujourd'hui. Les diplomates, vus au sens plus large dont beaucoup d'entre nous débattons ici, créent des réseaux, en facilitent l'utilisation et s'engagent ainsi dans une pratique culturelle qui dépasse l'ordre du jour étatique. Je pense que nous devrions également réfléchir un peu à la possibilité d'aller au-delà du nationalisme méthodologique qui imprègne nombre de nos interventions. Je pense que les positions que nous défendons s'alignent encore très fortement sur le point de vue de notre pays. J'aimerais voir un réseau aux tendances plus cosmopolites puisqu'en fin de compte, une culture, une société, ce que nous faisons ici en ce moment — ce sommet universitaire — sont très cosmopolites dans le meilleur sens du terme.*

**James Counts Early :** *Je souhaite vivement que nous réalisions des études de cas permettant d'asseoir toutes nos analyses, nos perspectives théoriques et nos abstractions historiques, et qui nous renseigneront sur les rapports dynamiques réels observables à l'échelle des nations et de*



leurs citoyens ainsi qu'entre les nations en ce qui concerne l'évolution de la façon dont l'État-nation reflète ses citoyens. Je pense que nous devons considérer cette question du succès comme un processus dynamique et organique, et non comme un résultat final tel que l'éradication des inégalités entre les citoyens d'origines culturelles différentes, ou la manière dont un État donné pourrait afficher un symbolisme officiel ou une image culturelle ne correspondant pas à la dynamique interne de ses citoyens. Un exemple clé serait l'expérience des millions de citoyens latino-américains qui s'inspirent d'un héritage historique de différents pays d'Amérique latine et des Caraïbes et qui vivent réellement cet héritage. Même les plus marginaux d'entre eux peuvent aller à la bibliothèque et avoir accès à un ordinateur, ou peuvent acheter des téléphones portables bon marché. Ils vivent, en effet, des vies transnationales — non pas la verticalité entre les nations, mais des vies horizontales malgré l'existence de frontières, d'hymnes et de drapeaux. C'est une chose que nous devrions étudier dans la région de Los Angeles par rapport au Mexique en particulier, mais aussi à l'Amérique centrale plus généralement.

*Je pense que les artistes peuvent collaborer au-delà des frontières. Nous reconnaissons ainsi le caractère arbitraire de nos frontières. Elles ne sont pas réelles ; l'État-nation est une construction sociale. Les artistes peuvent donc se connecter par-delà les frontières, par-delà les questions sociales et les intersections communes, pour traiter d'enjeux qui ont un impact sur chacun d'entre nous. À quoi peut donc ressembler une solution globale ?*

**NORA RAHIMIAN,**  
panel public

**Dylan Miner :** Je pense à notre dernière session, aux références à un autre monde possible, et à la nécessité de mener des études de cas historiques spécifiques. Cela me rappelle le slogan de « ¡otro mundo posible! » des Zapatistes, et je pense à la façon dont cet exemple peut nous aider à recadrer nos conversations ou la notion d'un monde dans lequel beaucoup trouvent leur place. Lorsque César parlait de son expérience de l'enseignement de l'espagnol en Caroline du Nord en 1992, je me suis dit que 1994 était l'année de l'adoption de l'ALENA et du soulèvement des forces zapatistes au Chiapas. Ils souhaitaient non pas recréer l'État-nation, mais plutôt créer une gouvernance non hiérarchique — ne pas chercher des moyens de reproduire la diplomatie et le pouvoir de l'État, mais penser, vivre et travailler autrement. Alors que nous poursuivons ces discussions, je me demande comment nous pouvons nous tourner vers les formes de gouvernance non étatiques autochtones et la diplomatie culturelle comme exemples de réussite, et si nous le faisons, comment cela peut étayer ou modifier notre discours.

**Vanessa Bravo :** Je travaille avec un groupe d'universitaires latino-américains à la rédaction d'un livre sur la diaspora et son rôle dans la diplomatie publique. Ici, nous pensons que le succès réside dans l'établissement de relations aptes à promouvoir des objectifs favorables à la patrie. Les diasporas s'emploient parfois à soutenir les gouvernements de leurs pays d'origine, mais il arrive souvent qu'elles luttent contre leurs politiques. Pensons par exemple au cas de la diaspora chilienne en Chine, où l'État et les entrepreneurs de la diaspora partagent des intérêts très similaires et travaillent de concert à la réalisation d'objectifs communs. En revanche, on peut penser à la diaspora portoricaine, composée de citoyens des États-Unis, qui s'est mobilisée pour forcer le gouverneur Ricardo Rosselló

Nevares à démissionner parce que les Portoricains étaient très mécontents de son travail. Dans les deux cas, il s'agit d'exemples de personnes qui unissent leurs efforts pour atteindre des objectifs précis au profit de la patrie, au-delà de l'espace géographique de l'État-nation.

**Ryan Rice :** Le « pavillon des Indiens du Canada » présenté à l'Expo 67 de Montréal constitue un autre exemple de succès. Cependant, lorsque nous nous arrêtons à mesurer les succès des peuples autochtones d'Amérique du Nord dans le secteur culturel, nous devons comprendre qu'ils ont toujours rencontré de la résistance ou engendré du refus. Nous n'avons pas été invités à participer aux institutions de l'État, aux structures du pouvoir, aux musées, et la majorité des succès que nous pouvons mesurer proviennent de la résistance. Je suis cofondatrice du Aboriginal Curatorial Collective, créé il y a plus de dix ans pour dénoncer le peu de place accordée aux conservateurs autochtones, que ce soit à



titre d'experts invités ou d'employés permanents dans les institutions qui détiennent nos objets. Nous sommes donc encore une fois confrontés au refus et à la résistance, et contraints de lutter pour nous tailler une place. Les relations ne sont jamais cordiales lorsque nous sommes invités à la table. Nos succès ont été arrachés grâce aux réseaux que nous avons construits au fil des ans en harmonie avec un certain nombre de collectifs mis en place pour veiller à la reconnaissance de la présence autochtone en dépit de notre exclusion des institutions ou de la diplomatie culturelle. ●

Un musée n'est pas une unité comme un État-nation, mais il joue un certain rôle diplomatique. Les musées d'aujourd'hui — contrairement à de nombreux États-nations — ont conservé la confiance du public. De nombreuses recherches donnent à conclure que le public fait confiance aux informations et aux idées factuelles qui émanent des musées. Nous devons donc trouver comment utiliser cette confiance du public et ne pas la trahir, car elle nous procure une plate-forme et un espace d'engagement différents de ceux dont dépendent de nombreuses autres unités ou entités.

**JOSH BASSECHES,**  
panel public



# ANNEXE :

## DÉCLARATIONS DES MEMBRES DES ATELIERS



**Robert Albro**

professeur-chercheur agrégé, American University

Démanteler le « mythe de la neutralité culturelle » et briser le lien exclusif entre la culture et la diplomatie de l'État-nation sont des premiers pas utiles pour promouvoir l'engagement critique de la diplomatie culturelle. Cependant, la diplomatie culturelle doit pour cela intégrer une critique approfondie du concept anthropologique de la « culture comme mode de vie total », et donc s'affranchir d'une vision répandue de la culture assimilée à l'expression esthétique et à l'identité essentialisée, ainsi que de toute représentation des cultures comme limitées et discrètes, ou de l'idée selon laquelle les valeurs sont partagées de la même manière dans un groupe culturel donné. L'anthropologie reconnaît désormais la connaissance culturelle comme une notion contestable, construite, historique, partielle, inégalement répartie et hybride. Comment cette nouvelle

compréhension influe-t-elle sur l'engagement critique de la diplomatie culturelle ?

Nous avons la possibilité de promouvoir un examen plus critique des programmes nationaux de diplomatie culturelle en tant qu'expressions non universelles, pertinentes et propres à un pays donné de l'objectif de représentation et du pouvoir instrumental ou de l'efficacité de la culture. Nous pouvons aussi reconnaître que différentes communautés d'experts, qu'il s'agisse d'agents du service extérieur, de climatologues, de techniciens, de militants des droits de l'homme, de conservateurs de musée ou d'experts de la sécurité nationale, mobilisent souvent des conceptions distinctes, non commensurables, de la culture : sources d'identité ou de pouvoir discret, propriété, patrimoine, code, terrain, capital, biens et services, contenu numérique, compétence mesurable, système

expérimental ou adaptatif, etc.

Une diplomatie culturelle réimaginée anticiperait cette définition ontologiquement plurielle et entreprendrait de mieux comprendre comment la « culture » circule en tant qu'outil de résolution de problèmes au sein et entre les communautés d'experts, sites privilégiés de l'engagement diplomatique. À l'opposé des hypothèses qui sous-tendent les échanges de personne à personne, nous pourrions mettre l'accent sur les résultats de la collaboration de divers réseaux culturels transnationaux appliqués, en prêtant attention à la fécondation croisée ou à la cocréation consensuelle de connaissances issues de ces réseaux et à leurs contributions à la construction transfrontalière de cadres culturels et normatifs partagés de discours, de pratique et de compréhension mutuelle.





### Lourdes Arizpe

Université nationale autonome du Mexique,  
Centre d'études multidisciplinaires

L'une des tendances les plus marquantes de ce nouveau siècle a été l'expansion des politiques dans des domaines de la société qui, jusque-là, avaient suivi leurs propres règles, notamment la sphère privée et le domaine de la culture. En effet, on pourrait dire que l'ensemble de la société est désormais sous l'influence directe des politiques, c'est-à-dire d'une vision nouvelle imposant la renégociation de nombreux types différents de relations, de l'intersectionnalité et de l'interculturalité à la géopolitique internationale. Dans ce contexte, je trouve le terme « diplomatie critique » très utile pour forger une nouvelle compréhension des relations entre les États, les organisations civiles constituées et les mouvements sociaux et culturels d'où émergent les nou-

veaux acteurs de la diplomatie internationale.

Au fil de mes nombreuses années d'engagement international, d'abord comme militante dans des mouvements qui ont ouvert la voie à l'autonomisation sociale et politique des paysans, des femmes et des peuples autochtones, puis comme organisatrice et plus tard présidente de diverses associations universitaires internationales, et enfin comme fonctionnaire, conseillère et consultante des Nations unies, j'ai eu l'honneur de participer à ce processus mondial. En tant qu'anthropologue, j'essai de décrire le plus fidèlement possible cette diplomatie comme une ethnographie de ce que j'ai appelé les « transactions culturelles internationales » dans mon livre intitulé « *Culture, International Transac-*

*tions and the Anthropocene* » (2019). C'est avec beaucoup de satisfaction et d'enthousiasme que je constate que cette initiative nord-américaine de diplomatie culturelle fait la promotion d'une nouvelle vision de ce processus.

Trouver ce qui manque aux études et aux pratiques géopolitiques, et y intégrer les enjeux de la migration, de la sécurité humaine, des industries culturelles et de la diversité constituent un projet de recherche et de débat intéressant, mais peut-être un peu trop vaste, à moins que les hypothèses de départ n'ouvrent la voie à une compréhension pratique. J'ajouterai pour conclure que je m'intéresse particulièrement aux débats entourant les constructions occidentales.



### Jonathan Chait Auerbach

Consul général du Mexique à Miami, Floride

Au cours des 20 dernières années, j'ai œuvré au sein du corps diplomatique mexicain où j'ai exercé différentes fonctions, pour enfin devenir spécialiste de la diplomatie culturelle. Dans le cadre de la politique étrangère mexicaine, je me suis employé à générer des connaissances sur mon pays et à établir des espaces

de dialogue, tant avec la population du pays d'accueil qu'avec la diaspora mexicaine évoluant dans son nouvel environnement.

Ce travail a été réalisé à l'intérieur d'un cadre préalablement établi, conçu pour éviter les actions isolées. Mon objectif était de promouvoir une image positive du Mexique et des contribution de la

diaspora mexicaine, en particulier aux États-Unis, pour permettre un rapprochement entre les sociétés et la communauté mexicaine.

Pour atteindre cet objectif et réaliser certains projets, nous avons examiné les questions suivantes : À qui s'adressent les actions engagées ? Où est-il nécessaire de promouvoir la présence

du Mexique ? Où pouvons-nous être reconnus comme des Mexicains ? Comment trouver des points communs entre notre site principal d'intervention — le territoire mexicain —, la diaspora mexicaine et la promotion de la culture, comme moyen de réagir contre les discours haineux ? Nous avons élaboré des projets

qui peuvent donner une variété de résultats, ou déboucher sur un résultat capable de conduire à d'autres événements visant différents publics, afin d'éviter les récits monolithiques. L'objectif était de forger un lien entre les participants et l'artiste ou le militant et, par ricochet, avec le Mexique, autour d'un thème ou

d'une activité culturelle.

Je souhaite partager mon expérience à titre de diplomate engagé dans la promotion de la connaissance de l'autre et de l'intégration des différences et de la diversité culturelle, pour nous aider à nous reconnaître comme participants dans un même espace. ● ● ●



### **Edgardo Bermejo**

Consultant indépendant en matière de diplomatie culturelle et de coopération culturelle internationale, ancien attaché culturel du Mexique en Chine et au Danemark, ancien directeur des arts et de la culture du British Council au Mexique

À l'heure d'entamer ce débat, je propose de retenir le Royaume-Uni comme exemple de pays qui a construit un modèle fructueux de politique culturelle au XX<sup>e</sup> siècle en utilisant les outils de la diplomatie culturelle et publique. Quand on cherche un modèle exemplaire de politique culturelle au siècle dernier, celui du Royaume-Uni est présenté comme digne d'admiration. On imagine difficilement comment la puissance impériale qui a dominé la planète tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, souvent avec violence et au-

toritarisme, le pays qui a inventé l'exploitation capitaliste grâce à la puissance du conservatisme victorien, qui a fait de la guerre, de l'esclavage, de la piraterie et du pillage les principales sources de sa richesse, ait pu aujourd'hui devenir aux yeux du monde un modèle international en matière de politique culturelle.

Deux éléments, parmi beaucoup d'autres, contribuent à expliquer cette transformation : la création éclairée, au cours des cent dernières années, d'institutions culturelles qui devaient évoluer et se consolider au fil

des décennies (BBC, British Council, BFI, etc.), et la reconnaissance opportune de l'avènement de son moment historique, c'est-à-dire la construction d'un récit historique national différent de celui du passé pour expliquer aux autres – et à ses propres citoyens – le rôle primordial de la culture britannique cosmopolite dans la formation de l'identité nationale et sociale. Cette présentation porte sur une étude comparative des modèles culturels du Mexique et du Royaume-Uni et de la projection de leur image à l'étranger. ● ● ●



### **Vanessa Bravo**

professeure agrégée, Communications stratégiques, Elon University (Caroline du Nord, États-Unis)

La diplomatie publique, qui englobe la diplomatie culturelle, peut être exercée par d'autres

intervenants que les États (Cull, 2019) — par exemple, les diasporas (Bravo, 2015) — tant pour

soutenir le pays d'origine que pour s'opposer à ses objectifs (De Moya, 2018). Autrement

dit, les diasporas peuvent agir à titre de diplomates culturelles de leur pays d'origine, tout en se montrant critiques des décisions, des lois ou des positions de leur patrie. Le militantisme des diasporas influe sans aucun doute sur les changements sociaux qui se produisent en Amérique latine. Ainsi, comme l'expliquent les auteurs du livre à paraître *Latin American Diasporas in Public Diplomacy* (Bravo et De Moya, Éditions Palgrave Macmillan, 2021), les diasporas des deux pays qui occupent l'île d'Hispaniola ont œuvré de concert à New York pour s'opposer aux lois qui refusent la citoyenneté aux enfants nés en République dominicaine d'une mère haïtienne

dont le statut d'immigration n'est pas régularisé. Autre exemple : la diaspora portoricaine a participé, en personne et en ligne, au mouvement #RickyRenuncia, qui a abouti à la démission du gouverneur Ricardo Roselló; elle s'est ainsi opposée au gouvernement local, mais elle a aussi mis sur pied des initiatives destinées à soutenir l'île après les ouragans et les tremblements de terre qui ont frappé Porto Rico, en offrant un soutien financier et en effectuant du tourisme humanitaire – en appui, dans ce cas, aux objectifs de la patrie. D'autres groupes d'expatriés, comme la diaspora mexicaine, exercent de diverses manières une influence sur la patrie par l'entremise d'organisa-

tions sociales civiles et d'actions politiques directes : vote des absents et représentation politique directe au sein des instances législatives du pays d'origine. Les Vénézuéliens vivant à l'étranger mènent par ailleurs une campagne afin de mettre en lumière les déficiences du régime de Nicolas Maduro. Sur la base de ce travail, ma contribution soulignera comment les communautés d'expatriés s'attaquent aux problèmes de leur pays d'origine, faisant ainsi la démonstration que les États ne sont pas toujours les acteurs principaux de la diplomatie publique. Pour ce faire, elles utilisent la communication stratégique dans les médias sociaux, dans leurs propres médias et à travers



**Jutta Brendemühl**

Conservatrice de programmes, Goethe-Institut, Toronto

En cette époque de regain de l'isolationnisme et de repli sur soi des États – peu importe la forme de gouvernement – en réaction à des menaces réelles ou perçues, le rôle des relations culturelles internationales se complique et s'intensifie, dans la mesure où ces relations constituent l'un des fondements de relations internationales enchevêtrées (Goethe-Toronto, 2020). S'il importe de comprendre, de reconnaître et de célébrer nos identités culturelles respectives – et, notamment, notre autonomie, notre souveraineté et nos histoires – afin de pouvoir nous lier aux autres de façon significative et de

contribuer à rendre notre monde meilleur (j'utilise cette expression sans aucune naïveté), la « diplomatie culturelle » fournit une base aux échanges et au dialogue. La diplomatie en soi exige une certaine part de réciprocité pour se différencier de la propagande. Je ne considère donc pas la « diplomatie culturelle » comme une « puissance douce ». Je préfère voir dans les relations culturelles internationales un exercice permanent de consolidation qui nécessite du cran et une planification stratégique à long terme; une volonté d'observer, d'écouter, d'apprendre, de débattre et de participer; une résilience affirmée

permettant d'éviter les abus ou la récupération; ainsi qu'une criticité énergique, alliée à beaucoup d'empathie et patience. Essentiellement, chaque pays a intérêt à façonner de activement sa relation avec les autres nations (et non pas sans elles ou contre elles).

S'adressant à l'Assemblée générale des Nations Unies, le ministre allemand des Affaires étrangères Heiko Maas a récemment opposé à la tentation de plus en plus forte du « mon pays d'abord » la position multilatérale du « tous ensemble avant tout ». Le repli sur soi des États n'est tout simplement

pas un modèle efficace, car les enjeux les plus urgents pour l'humanité n'intéressent pas que les États et sont bien souvent enchevêtrés : numérisation, désinformation, populisme, autoritarisme, extrémisme, changements climatiques, solutions énergétiques, migration, sécurité, paix, pandémies. Nous avons plus que jamais besoin d'une réorientation horizontale vers une position universelle renforcée, basée sur les droits de la personne (et non sur les privilèges ou les croyances), dans le cadre d'une approche polyphonique plus large de la « diplomatie

culturelle » – approche mise en œuvre par des intervenants farouchement indépendants qui sauront tirer parti de leurs atouts complémentaires pour atteindre des objectifs communs. Renoncer au repli sur soi implique également, pour les États, un changement vertical consistant à faire appel à un groupe hétérogène d'acteurs sociaux et de partenaires du milieu de l'éducation, issus de la société civile. Ceci n'empêche pas les gouvernements de jouer un rôle responsable dans la sauvegarde, la coordination, le soutien et – chose plus importante encore

– le financement des relations culturelles internationales, au-delà de leurs propres intérêts ou de l'exploitation économique de ces relations, bien au contraire.

Le succès de relations culturelles internationales orientées vers l'avenir, qui favoriseront et enrichiront les progrès sociaux et culturels, passe par l'acceptation et l'exploitation des différences, contradictions, dissensions, inconvénients et risques d'échec inhérents aux démarches ouvertes et pluralistes et, intrinsèquement, à tous les arts et à toutes les activités culturelles.



### **Catherine C. Cole**

Consultante et conseillère spéciale, Commonwealth Association of Museums, Vice-présidente, ICOM CAMOC

La CAM est un réseau de musées et de muséologues œuvrant dans un contexte postcolonial reflétant l'héritage du colonialisme et qui développent des relations internationales et des méthodes de travail nouvelles par l'entremise de programmes d'apprentissage à distance, de stages et d'échanges internationaux, de conférences et d'ateliers ainsi que de projets de démonstration en association avec des partenaires du monde entier. Nous pratiquons la diplomatie culturelle et encourageons les musées, dans l'ensemble du Commonwealth, à devenir des institutions militantes en les aidant à utiliser leurs ressources pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD).

La CAM pratique la diplomatie culturelle de façon aussi

bien officielle qu'officieuse. Officiellement, à titre d'organisation certifiée du Commonwealth (ACO), elle participe aux réunions bisannuelles des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth (CHOGM) ainsi qu'à la Conférence trisannuelle des ministres de l'Éducation des pays du Commonwealth (CCEM); à titre d'organisation certifiée de l'ICOM, elle participe aussi aux assemblées générales de l'ICOM, faisant ainsi entendre la voix de la société civile dans ces importantes réunions internationales. Officieusement, la CAM organise des activités telles que le Caribbean-Canadian Museum Exchange, qui permet à des membres du milieu muséal des Caraïbes et à des membres de la diaspora d'échanger; elle a aussi réalisé une étude sur le

rôle que jouent les organisations culturelles pour faciliter l'établissement des immigrants dans le cadre du projet international Migration: Cities I, (Im)migration and Arrival Cities.

Les enjeux examinés dans le cadre du sommet de la NACDI témoignent des pratiques de la CAM. Même si le siège social de l'Association se trouve au Canada, ses membres habitent principalement l'Afrique, les Caraïbes ainsi que l'Asie du Sud et sont tous unis par les valeurs du Commonwealth ainsi que par notre engagement à l'égard de la décolonisation. La CAM part du principe que nous apprenons les uns des autres et que nous avons tous avantage à mieux comprendre la façon dont les autres voient le monde. Elle fonctionne sans aide de l'État;

cette situation constitue un défi, mais nous donne aussi plus de latitude. Il y a différents types de musées : musées d'État, musées sans but lucratif, musées universitaires, musées d'entreprise ou musées privés. Ces institutions

impliquent donc, par définition, un large éventail d'intervenants. Les musées figurent parmi les institutions en qui le public a le plus confiance; ce sont des espaces où l'on peut, en toute sécurité, aborder des questions difficiles.

Lieux d'apprentissage continu, les musées peuvent aider à combler les lacunes de l'enseignement officiel de l'histoire des pays et des peuples.



**Costas M. Constantinou**

Professeur titulaire en relations internationales à l'Université de Chypre

Concevoir la diplomatie culturelle comme une pratique critique suppose d'accepter d'effectuer certaines démarches « non conventionnelles » ou « critiques » – ou, du moins, d'être à l'aise avec cette idée. Une première démarche exige de considérer la diplomatie au-delà de préoccupations centrées sur l'État ou axées sur les politiques. Une telle démarche met en question l'utilisation stratégique ou déterminante de la « culture » mise au service d'objectifs de politique étrangère – par exemple, pour tirer le maximum de la puissance douce, de l'image de marque nationale, voire pour atteindre des objectifs « nobles » et « moraux » en s'exposant peu aux cultures étrangères. Une deuxième démarche consiste à reconnaître l'imbrication historique – et, en fait, l'implication diachronique – de la diplomatie dans la « traduction culturelle » (voir Rossow, 1962). Il a toujours incombé à l'ambassadeur de traduire les idées et les valeurs de la culture étrangère dans le langage de sa propre collectivité – et vice-versa – et il conviendrait

certaines de refonder cette tâche critique au-delà des cultures nationales. Une troisième démarche consiste à comprendre la nécessité d'identifier et de faire participer non seulement les « grandes » cultures, mais aussi les « petites », moins visibles, plus marginales, moins « respectées » ou « reconnues », et qui ne sont habituellement pas traduites ni utilisées comme sources de critique et de praxis. Il s'agirait donc à la fois de dévoiler systématiquement les formes de domination culturelle et d'explorer à fond les possibilités des différentes cultures en matière de critique et de praxis.

Concevoir la culture visuelle comme une critique diplomatique suppose d'accepter d'effectuer certaines démarches additionnelles. Compte tenu de la prolifération des images produites et mises en circulation au XXI<sup>e</sup> siècle et de l'impact du virage vers l'image dans la diplomatie publique et numérique, une quatrième démarche consiste à accroître les compétences visuelles. Autrement dit, il faut que les diplomates œuvrant dans

un cadre transprofessionnel ainsi que les personnes qui étudient la diplomatie acquièrent, outre des compétences linguistiques, des compétences visuelles qui les aideront à comprendre et à critiquer les processus de la culture visuelle de façon globale – c'est-à-dire la production d'images et l'analyse (discursive et sémiotique) de leur contenu et de leur impact sur différents spectateurs. Une cinquième démarche devrait consister à « rendre visible » ce qui est « invisible » (ou « moins visible ») dans la culture visuelle. En d'autres mots, il faut contester la narrativisation ou le point de vue dominant selon lequel les images qui défilent rapidement produisent un état mental d'hébétéude et de non-réflexion. La critique diplomatique devrait viser à sensibiliser le spectateur de cette pratique aux processus de cadrage et de montage propres à différents domaines et à différents niveaux, et à l'aider à conserver ou à recouvrer une capacité de réflexion et d'appréciation critiques de la production des connaissances.





## Noé Cornago

Professeur agrégé en relations internationales à l'Université du Pays basque (UPV/EHU)

La diplomatie a toujours été une pratique culturelle. Toutefois, pour le comprendre pleinement, il faut rétablir l'ancienne continuité, longtemps cachée, entre la relation diplomatique professionnelle et la vie quotidienne, en récupérant ainsi le vieux sens de la diplomatie comme moyen de connaître et de traiter l'altérité que l'on trouve dans l'histoire de l'humanité.

À cette fin, je pense que la diplomatie officielle doit être à l'écoute de la pluralité des voix et de la légitimité à laquelle elle doit, depuis ses origines les plus lointaines, sa propre force de représentation et de légitimité. En revanche, ceux qui se voient comme la solution de rechange à la diplomatie officielle, qu'ils jugent souvent obsolète — dirigeants communautaires, artistes, écrivains, cadres d'entre-

prises, scientifiques et militants de réseaux sociaux — doivent également reconnaître que même sous sa forme la plus conventionnelle, la diplomatie officielle et les diplomates sont l'expression d'une forme unique de savoir expérientiel fondée sur une confrontation incessante aux différences culturelles.

Ce contexte a forgé au fil des siècles les pratiques, techniques, institutions et discours qui caractérisent la diplomatie officielle, mais dont la performance est désormais plus exposée à l'examen du public et à la contestation sociale et politique. Cette nouvelle pluralisation de la diplomatie révèle des luttes symboliques et des ajustements fonctionnels importants auxquels le système diplomatique mondial doit aujourd'hui répondre, voire s'adapter, pour assurer, parado-

xalement, sa propre pérennité, en cette époque de « souverainetés perforées » et de « pluralisme agonistique ». Si le premier de ces concepts saisit les impératifs fonctionnels globaux qui sous-tendent la fragmentation du pouvoir de l'État, de plus en plus visible dans l'arène diplomatique, le second permet de rappeler les espoirs, mais aussi les nombreuses frustrations, qu'une telle transformation entraîne. Dans ce nouveau contexte, le domaine culturel est, comme toujours, la voie de l'enrichissement mutuel et de la coexistence pacifique, mais il constitue aussi un important champ de bataille, tant pour les ajustements majeurs en cours que pour les luttes symboliques qui secouent aujourd'hui le système diplomatique mondial.



## Simon Dancey

Chercheur invité à l'Université Leeds, Royaume-Uni

Je m'intéresse à faire progresser les débats qui portent sur les inégalités, le pouvoir, et la construction sociale de la réalité à travers les imaginaires : nos imaginaires et nos idées, ainsi que la façon dont ils façonnent le monde extérieur et peuvent constituer des outils de transformation sociale – en particulier,

en identifiant et en modifiant les hégémonies qui déterminent les relations et la diplomatie culturelles. Mon travail le plus récent, axé sur le lien entre inégalité et décolonialisme, a consisté à examiner les zones d'épistémicide culturel, à partir notamment de l'œuvre de Boaventura de Sousa Santos et de la « vincula-

ridad », l'épistémologie autochtone latino-américaine fondée sur l'interdépendance fondamentale de tous les organismes vivants.

Je soulignerai également l'importance d'examiner l'élaboration d'initiatives communautaires destinées à mettre en œuvre la transformation sociale des inégalités en utilisant la

culture comme outil de changement et comme moyen de faire entendre les voix subalternes. Ces initiatives comprendraient des activités et des programmes très divers, aussi bien dans les favelas du Brésil que dans les communautés ouvrières post-industrielles du sud du pays de Galles. Mon travail s'articule toujours autour des mêmes points communs : l'étude et la mise en œuvre du changement, la résistance aux inégalités et leur remise en question, ainsi que le rôle des citoyens, des ONG et de la société civile.

Ce réseau complexe d'intervenants sociaux impliqués dans

les relations culturelles – y compris les gens qui sont au cœur même des initiatives mises en œuvre dans ce domaine – m'intéresse également. Je souhaite susciter des débats sur l'élaboration, le transfert, l'adaptation et l'adoption des politiques au niveau local, national et international, qui prendront en compte la nécessité d'étudier les politiques antihégémoniques et les voix subalternes, et de déterminer comment les hégémonies s'y prennent pour neutraliser ces voix – notamment en ce qui concerne la domination du néolibéralisme. Je me concentre notamment sur l'élaboration,

la mise en œuvre et l'évaluation des interventions basées sur les droits, pendant et après les conflits, mon objectif étant de comprendre comment il est possible d'aborder l'impact de la sécurisation, de la migration et du rétablissement des jeunes après les conflits. Je me penche en particulier sur les moyens de soutenir les jeunes à risques ainsi que sur les imaginaires et les systèmes de pouvoir complexes qui limitent ou accroissent l'autonomie de ces jeunes — notamment ceux qui ont une identité socio-économique particulière et marginalisée.



### Mauricio Delfin

Directeur,  
Asociación Civil Solar

Mon travail de chercheur et de gestionnaire culturel se concentre sur les organisations latino-américaines de la société civile et sur les rapports entre la démocratie et la gouvernance culturelle. Je pense que du point de vue des acteurs non étatiques et des mouvements culturels de base, la notion de diplomatie culturelle est perçue comme lointaine et limitée au domaine de l'État. Néanmoins, il existe en Amérique latine un certain nombre de processus en cours qui pourraient être décrits comme des manifestations d'une diplomatie culturelle critique.

Ces initiatives, soutenues par des réseaux civiques régionaux et en interaction constante avec

les acteurs étatiques, introduisent dans les écosystèmes culturels infranationaux et nationaux de nouveaux répertoires pour l'action citoyenne. Le mouvement Cultura Viva Comunitaria (Culture vivante de la communauté, ou CVC) en est un excellent exemple. Soutenu par le pouvoir politique et discursif des réseaux culturels communautaires dans plusieurs sociétés latino-américaines, il a donné forme à un mouvement « continental » dont les résultats en matière de législation et de coopération internationale sont concrets. Cependant, le mouvement CVC est un exemple notable d'un processus trop rare qui relie les agents de base à une plateforme politique

régionale aux impacts internationaux de plus en plus perceptibles. Malgré cela, son existence porte à croire que la diplomatie culturelle, comprise comme une pratique critique et un instrument de transformation, pourrait utiliser un large éventail de plateformes mondiales (par exemple, la Convention de l'UNESCO de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles et le Partenariat pour un gouvernement transparent) afin de promouvoir de nouvelles orientations dans la gouvernance culturelle mondiale ainsi que des dispositions, attitudes et comportements nouveaux en matière de viabilité et de démocratie culturelles. Je



pense que cette possibilité est limitée par un contexte où les acteurs de base non étatiques sont rarement considérés comme des acteurs mondiaux (ou des « nouveaux diplomates »), où ils

ont tendance à travailler contre ou malgré l'État et ses limites institutionnelles, où ils sont rarement capables de consacrer leurs maigres ressources au soutien des échanges mondiaux

virtuels et non virtuels, et où ils doivent faire face à des modèles coloniaux et eurocentriques de représentation culturelle.



### James Counts Early

Smithsonian Institution, ancien secrétaire adjoint, éducation et service public, Directeur, politiques du patrimoine culturel, Centre pour la vie traditionnelle et le patrimoine culturel; Consultant indépendant, politiques de la démocratie culturelle et politiques patrimoniales publiques.

NEW WORLD COMING!  
There's a new world coming!  
Everything's gon' be turning over...  
Where you gon' be standing  
when it comes?

– "Give Your Hands to Struggle"  
(Johnson Reagon 1975)

L'ancien monde pré-COVID est désormais exposé. Les théories de classes, de races, de genres et de cultures définissant le rôle générateur de l'État économique capitaliste, néolibéral, mondial-national en tant que condition *sine qua non* de la démocratie, des droits humains, du développement culturel et du progrès matériel s'effondrent face à la révélation brutale du conditionnement des affaires humaines, au sein des nations et entre elles, au lien entre l'éthique draconienne de l'État-nation, la propagation virulente du racisme et de la misogynie qui en découle, et le rôle existentiel de destruction de

l'environnement naturel par les sociétés humaines.

Les paroles prophétiques d'un monde nouveau à venir, composées dans le dernier quart du XX<sup>e</sup> siècle par une historienne, travailleuse culturelle, chanteuse, compositrice et militante des droits civils afro-américaine, Bernice Johnson Reagon, invitent à une exploration analytique des fondements idéologiques et politiques de la « diplomatie culturelle en tant que pratique critique » au XXI<sup>e</sup> siècle. Les femmes et les hommes de couleur enracinés dans la classe ouvrière, et les nations et communautés marginalisées (plus de 200 millions de descendants d'Africains en Amérique) et leurs alliés progressistes au sein des peuples et des nations, doivent participer de plain-pied au développement de la théorie et des pratiques critiques nécessaires à la réalisation d'une diplomatie de démocratie culturelle complète au sein des nations et entre ces

dernières.

La diplomatie culturelle américaine du XX<sup>e</sup> siècle, une stratégie internationale à la fois idéologique et politique, a d'abord pris la forme d'une réaction aux efforts d'autodétermination des nations latino-américaines. Évalué à l'aune des mesures d'aide et des oppositions déployées dans le monde par les États-Unis, l'appel lancé au XX<sup>e</sup> siècle par Mme Reagon est directement pertinent aujourd'hui :

The nations of Asia and Africa  
They're taking over their lives.

The sisters and brothers  
south of us  
Are finally gettin' wise.  
Then take a look, United States  
Of the North American clime,  
With your strange mixture of  
wealth and hate  
You won't be exempt this time  
TAPPED ON MY DRUM





## Simge Erdogan

Étudiante au doctorat, Études culturelles, Université Queen's

À mesure que la diplomatie culturelle s'est mise en réseau et s'est élargie pour inclure des acteurs non étatiques, elle s'est donné de nouveaux rôles et s'est ouvert à de nouvelles perspectives. Sa transformation, d'un modèle classique de communication culturelle à un modèle d'échanges et d'interactions culturelles d'un ensemble vers un autre, nous amène à nous poser des questions essentielles : Comment pouvons-nous rendre l'étude de la diplomatie culturelle plus critique et plus complète ? Quels sont le sens et le rôle de la diplomatie culturelle dans des environnements en réseaux en constante évolution ? Comment les acteurs non étatiques peuvent-ils pratiquer la diplomatie culturelle dans des environnements locaux et mondiaux socialement, culturel-

lement et technologiquement diversifiés ?

En ma qualité de jeune chercheuse, professionnelle des musées et praticienne de la culture, je souhaite approfondir ces questions en explorant les possibilités de la dimension non étatique de la diplomatie culturelle. En m'appuyant sur les méthodes des études culturelles, de la muséologie, des études sur les visiteurs et des études globales, je cherche à comprendre comment ces acteurs — les musées en particulier — mobilisent la culture, façonnent les processus complexes de production, de réception et de consommation culturelles, pour engendrer ainsi des retombées importantes au plan diplomatique. Je considère les acteurs non étatiques comme les nouveaux diplomates du XXI<sup>e</sup> siècle qui repoussent les

limites de la diplomatie culturelle traditionnelle centrée sur l'État en façonnant les discours locaux et mondiaux et en encourageant leur public à appréhender le monde du point de vue des autres. Les changements qui marquent la diplomatie culturelle nous invitent 1) à exposer son étude et sa pratique à une évaluation critique; 2) à développer la dimension publique et à trouver de nouvelles façons d'évaluer les effets à long terme; 3) à chercher à mieux comprendre les processus complexes de production et de consommation culturelles qui sont étayés par un ensemble complexe de facteurs, y compris les motivations institutionnelles, les perceptions et l'engagement du public, les pratiques de la conservation et l'incidence des produits culturels.



## Alberto Fierro

Diplomate, Ministère des affaires étrangères du Mexique

À titre de membre du corps diplomatique mexicain, j'ai pratiqué la diplomatie publique du Mexique dans la capitale des États-Unis durant la campagne électorale de 2016 et durant les premières années de l'administration Trump, en mettant de l'avant la stratégie élaborée par

mon gouvernement, avec le soutien et la participation de maintes institutions mexicaines, américaines et internationales ainsi que d'organisations de la société civile et du milieu artistique des deux pays.

Afin de faire contrepoids aux propos du président amé-

ricain contre les Mexicains et les immigrants en général, le gouvernement mexicain a coordonné une stratégie dynamique de diplomatie culturelle consistant à organiser des activités artistiques et des rencontres universitaires pour mettre de l'avant les nombreuses contributions

apportées par les Mexicains et leur culture au monde et, plus particulièrement, aux États-Unis. Le processus, auquel a participé un éventail riche et diversifié d'intervenants du Mexique, des États-Unis et d'autres pays, comprenait la collaboration conjointe d'organisations nationales, internationales et locales en vue de promouvoir un contre-discours au sujet des Mexicains et de leur culture. Il importait de

trouver, aux États-Unis, des alliés conscients de l'importance de sensibiliser les gens à l'histoire commune et partagée de nos deux nations.

Ces efforts diplomatiques s'inscrivaient dans une politique culturelle axée sur une dénonciation énergique des préjugés et de la désinformation à l'endroit des Mexicains et des immigrants. Il en est résulté un processus de diplomatie culturelle critique qui

a réuni un réseau d'alliés formé d'ONG, d'institutions et d'intervenants, lesquels, par l'entremise de festivals, de séries de films et d'activités diverses, ont œuvré de concert pour mettre en valeur la diversité culturelle et idéologique du Mexique. Le but n'était pas, dans ce cas, d'utiliser une « puissance douce ». Le processus est devenu une pratique militante qui a accueilli un vaste éventail d'intervenants. ● ● ●



### Carla Figueira

Directrice, Maîtrise en politiques culturelles, relations et diplomatie et Directrice, Maîtrise en tourisme et politiques culturelles, Institut pour l'entrepreneuriat culturel et créatif, Goldsmith's, Université de Londres, Royaume-Uni

Le savoir critique est essentiel à l'élaboration et au développement d'une diplomatie culturelle se déployant dans un cadre universitaire multi-, inter- et transdisciplinaire. Je suis donc heureuse de pouvoir participer à ce sommet de la NACDI en septembre afin de discuter des nombreuses facettes de la diplomatie culturelle et de ce que peut représenter la diplomatie culturelle critique. Je possède une formation universitaire en relations internationales, en gestion artistique, en politique culturelle ainsi qu'en sociolinguistique. Dans le domaine pratique, j'ai administré des services culturels publics et organisé de nombreux événements artistiques. J'enseigne aussi à l'université – la participation nationale et transculturelle s'inscrit d'ailleurs dans la matière que j'enseigne et dans les moyens que j'utilise

pour la partager dans mes cours (dispensés virtuellement par les temps qui courent). Il ressort de nos expériences théoriques et pratiques différentes que nous n'exerçons pas et ne considérons pas la diplomatie culturelle de la même manière. Par ailleurs, l'étude théorique de toutes ces interactions complexes ne fait que commencer et est souvent encore tout à fait limitée. Il reste en effet maintes questions à poser, et auxquelles il faut répondre : qu'est-ce que la « culture » ? Que signifie le terme « diplomatie » dans l'expression « diplomatie culturelle » ?

Dans quel but nous posons-nous ces questions ? Je crois personnellement que la diplomatie culturelle doit être repensée dans le contexte de l'urgence dans laquelle nous vivons actuellement – et qui est aussi un contexte d'émergences. Ce réexamen

doit se faire dans le cadre de son étude théorique, de sa pratique et de l'élaboration des politiques qui en sont issues. J'aime à voir dans la diplomatie culturelle un phénomène complexe qui peut servir de levier à une intervention propice au changement. Mais comment y parvenir ? J'ai commencé à apprécier la nature conceptuelle « modelable » de la diplomatie culturelle, même si je suis souvent agacée d'entendre que « tout » est de la diplomatie culturelle (comme « tout » est de la « puissance douce »). À mon avis, il faut préciser, clarifier le concept, sensibiliser les gens à sa complexité et reconnaître ses limites et ses restrictions quand on imagine et qu'on pratique la diplomatie culturelle en vue du changement – c'est-à-dire la diplomatie culturelle critique. ● ● ●



### Eric Fillion

Chercheur postdoctoral (CRSH et FROSC), Département d'histoire, Université de Toronto

Jean Désy, le diplomate qui a orchestré l'Accord culturel entre le Canada et le Brésil en 1944 (le premier du genre pour notre pays), s'est interrogé sur la signification de la culture lors de sa dernière affectation à Paris. Dans un essai publié en 1954, il a défini la culture comme une forme d'intersubjectivité fluide et relationnelle, qui se rattache parfois – mais pas toujours – à l'identité nationale. Nonobstant l'élitisme et le personnelisme catholique qui imprégnaient sa vision du monde, Désy a jeté sur le sujet un regard rafraîchissant en comparaison de celui de ses collègues alors installés dans l'édifice de l'Est, siège guindé des Affaires extérieures du Canada. Au Brésil, il a assumé plusieurs rôles : ambassadeur, imprésario, protecteur des arts et médiateur culturel. Tout comme

les artistes avec qui il a collaboré, dont un grand nombre étaient des amis ou des membres de sa famille, il poursuivait simultanément plusieurs objectifs, œuvrant des deux côtés de la frontière entre État et société civile, au service aussi bien du Québec francophone que de la nation canadienne en général. Ses activités étaient multiples et s'orientaient dans maintes directions.

Le fait que, jusqu'à tout récemment, on en ait su si peu sur la carrière de Désy – et celle d'autres personnes comme lui – montre bien l'importance de l'histoire dans la redéfinition de la diplomatie en tant que pratique critique. De la même manière que des théories concurrentes sur la culture ont circulé dans le passé dans les milieux diplomatiques, de soi-disant « nouveaux » intervenants ont

été actifs, de façon autonome ou dans le cadre de réseaux, aussi bien au sein de l'appareil d'État que parallèlement à celui-ci, depuis beaucoup plus longtemps qu'on ne le présume habituellement. Si nous voulons « combler le fossé entre les universitaires et les praticiens », il est impératif de s'attaquer aux partis pris idéologiques propres à chaque discipline, de même qu'aux obstacles institutionnels et aux forces structurelles qui ont, depuis toujours, empêché l'émergence d'approches plus adaptables, plus inclusives et plus militantes de la diplomatie culturelle. Il importe tout autant de se pencher sur les particularités du Canada – notamment, son fédéralisme contesté, qui a fait son temps dans ce monde postcolonial de plus en plus interconnecté.



### Alexandre Couture Gagnon

Professeure agrégée, Département des sciences politiques, Université du Texas de la Vallée du Rio Grande

L'expression « diplomatie des réseaux » désigne le processus de décision, de mise en œuvre et d'évaluation des politiques publiques par les gouvernements et les intervenants non gouvernementaux, en dehors des frontières de l'État. La diplomatie des réseaux se pratique dans des domaines précis, notamment la culture. Les gouvernements

et les intervenants non gouvernementaux utilisent la diplomatie culturelle des réseaux pour promouvoir à l'étranger une image particulière de la société qu'ils représentent (ou prétendent représenter). L'un de ses traits fondamentaux est de s'aligner sur la politique culturelle globale de l'État – autrement dit, les objectifs d'un État en matière de

diplomatie culturelle des réseaux sont identiques à ceux de sa politique culturelle.

Dans le présent débat, mon intérêt porte particulièrement sur les dimensions politiques de la diplomatie culturelle des réseaux. Par exemple, le gouvernement du Québec l'a pratiquée activement depuis les années 1970, d'abord pour promouvoir le na-

tionalisme et créer une identité nationale, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la province, après l'élection d'un gouvernement nationaliste, et ensuite, après la récession du début des années 1990, pour promouvoir ses industries culturelles. C'est notamment le cas de la politique culturelle du Québec aux États-Unis. Le premier programme important et structuré mis en œuvre par le Québec aux États-Unis a été l'Opération Amérique à la

fin des années 1970. Le gouvernement s'est alors lancé dans la promotion subtile d'un trait des Québécois que les Américains voyaient d'un bon œil : la langue et la culture françaises. Plus tard, les efforts de promotion de la culture québécoise ont contribué à bâtir l'identité nationale, tout en créant des emplois et en contribuant ainsi à la croissance de l'économie. Aujourd'hui, les occasions d'affaires constituent le principal objectif visé par le

gouvernement du Québec aux États-Unis, d'où les nombreux programmes destinés à promouvoir les artistes québécois chez nos voisins. La diplomatie des réseaux de la province a donc suivi de près sa politique culturelle. Dans quelle mesure les acteurs non gouvernementaux ont-ils accepté le changement d'objectifs du gouvernement ? Dans quelle mesure ont-ils influé sur la décision de changer l'orientation de la politique ? ● ● ●



### Kimberly Gibbons

Directrice exécutive,  
Conseil ontarien pour la coopération internationale

La réalisation d'un développement durable universel ne laissant personne à la traîne est l'une des priorités mondiales les plus urgentes de notre époque, exigeant de la société tout entière une approche privilégiant et amplifiant les perspectives et l'expérience vécue des plus vulnérables. Alors que la « diplomatie culturelle » cherche à créer de nouveaux espaces permettant aux universitaires et aux praticiens d'« entreprendre des études et des recherches qui traitent la diplomatie culturelle sous un angle multidirectionnel et potentiellement militant, et qui réunissent un large éventail d'intervenants actifs... », comme l'indique l'énoncé de projet de la NACDI, les dirigeants, praticiens et mobilisateurs des organisations de la société civile (OSC) et des collectivités des secteurs ontariens et canadiens de la coopération internationale, de l'aide humanitaire et de l'engagement communautaire ont des

idées pertinentes sur les moyens d'établir et de renforcer les liens de la sphère mondiale à la sphère locale, en leur qualité de « nouveaux diplomates ». Nombre de ces acteurs cherchent à catalyser le changement systémique par le biais de programmes et de partenariats stratégiques respectant des valeurs communes, dirigés par la collectivité et étayés par les priorités locales; par exemple, les Principes d'Istanbul pour l'efficacité du développement des OSC : respect et promotion des droits de l'homme et de la justice sociale; égalité et équité entre les sexes et promotion des droits des femmes et des filles; autonomisation des personnes, appropriation et participation démocratiques; pérennité de l'environnement; transparence et responsabilité; recherche de partenariats équitables et de solidarité; création et partage des connaissances et engagement à l'apprentissage mutuel; engagement à réaliser un

changement positif durable. Le Canada accuse des déficiences importantes en matière de sensibilisation, d'engagement et de mobilisation du public, tous des éléments essentiels pour atteindre les Objectifs de développement durable des Nations unies. J'espère que des débats comme ceux menés dans le cadre de la NACDI mettront en évidence la nécessité de générer des idées sur la façon dont les institutions et organisations culturelles, scientifiques et éducatives peuvent contribuer sensiblement au Programme de développement durable à l'horizon 2030 en utilisant leur pouvoir et leurs ressources pour créer des espaces de dialogue, de réflexion, de recherche, de cocréation et d'action plus inclusifs sur les enjeux du monde réel, en partenariat avec les OSC, les mobilisateurs communautaires, les artistes, les innovateurs sociaux, les dirigeants locaux et les pouvoirs publics. ● ● ●



## Patricia Goff

Professeure agrégée, Université Wilfrid Laurier

Mon travail dans ce domaine s'est concentré sur deux aspects. Au plan théorique, je m'intéresse à la façon dont le concept traditionnel – et relativement étroit – de diplomatie culturelle s'est élargi au point d'englober des intervenants non issus des États, ainsi qu'aux nouveaux modes d'interaction et aux différents objectifs qui se situent au-delà de la simple promotion de l'« intérêt national ». Simultanément, je suis parfaitement consciente des contraintes imposées aux universitaires et aux praticiens quand cette même définition étroite de la diplomatie culturelle sert de point de départ aux discussions.

Je salue donc cette initiative de la NACDI, qui souhaite aller au-delà du langage de la diplomatie culturelle, même si l'expression continue de jeter son ombre sur certaines de nos discussions. Au plan pratique, j'ai étudié les activités d'intervenants précis, non issus des États — notamment, l'Alliance des civilisations et les musées satellites — afin de comprendre leur contribution politique et économique. Les musées intéressent particulièrement l'économiste que je suis, puisque leur raison d'être culturelle est de plus en plus mobilisée au service, entre autres, de leurs objectifs économiques et politiques, dont

un grand nombre ont peu à voir avec la diplomatie. Les musées satellites montrent également de nouvelles façons, pour les intervenants culturels, de s'engager auprès de l'État, ce qui donne à penser que ce dernier n'a pas cédé ce terrain. Il forge plutôt de nouveaux partenariats avec les intervenants culturels (et vice-versa), tandis que les relations entre les institutions culturelles et l'État évoluent. Ces débats nous permettent d'examiner en profondeur ce moment particulier, et de mesurer le rôle crucial que peuvent jouer les acteurs culturels dans l'examen des enjeux urgents de notre époque. ● ● ●



## Andreas Görgen

Directeur général, culture et communications, Ministère des Affaires étrangères de l'Allemagne; Membre du conseil 1014 – Space of Ideas, New York; Goethe-Institut, Munich; Office allemand d'échanges universitaires, Bonn; « Federal Holding of Cultural Institutions », Berlin

La diplomatie culturelle occidentale — et, en particulier, européenne — est chargée d'histoire : un passé impérialiste et colonialiste, un cadre politique formé d'États nationaux ainsi qu'un ensemble de valeurs universalistes. Sans renier un tel passé et sans non plus verser dans la naïveté, la politique culturelle du XXI<sup>e</sup> siècle doit outrepasser ces limites. Autrement dit, il s'agit d'élaborer, pour la

culture, l'université et la société civile, des politiques à la fois capables de rivaliser avec celles qui font le jeu des puissants, et ouvertes aux défis universels, sans proposer de solutions universalistes. À cet égard, il pourrait être utile de discuter d'une politique qui renoncerait aux « projets » et à une logique d'exportation pour privilégier une approche consistant à investir dans les infrastructures communes comme les

musées, les écoles, les universités, etc. ou à ouvrir les infrastructures existantes — comme les instituts culturels nationaux — pour en faire des centres axés sur les aspirations communes. Certes, de tels changements seront impossibles à effectuer si l'on ne tient pas compte du fait que certains intervenants les jugeront trop timorés et en tireront avantage. Toute politique culturelle internationale doit par

ailleurs prendre en compte le fait que les États européens sont devenus des pays d'immigration. Cette situation doit jouer un rôle dans l'élaboration d'un terrain d'entente commun avec les pays d'émigration en appliquant les compétences interculturelles

en fonction du pays d'origine. Enfin, la prise en charge des nouveaux espaces culturels s'applique particulièrement aux espaces numériques. En ce sens, la diplomatie numérique fait partie intégrante de la diplomatie culturelle, puisque les espaces

numériques sont remis en question par les conditions ambiantes normatives et économiques et qu'il importe de souligner le « rétrécissement des espaces », non seulement analogiques, mais aussi numériques.



### Linda Grussani

Algonquine Anishinabeg, Kitigan Zibi Anishinabeg, candidate au Doctorat, Université Queen's

Kwey! J'appartiens à la Première nation Kitigan Zibi Anishinabeg, et je suis une Italo-canadienne de deuxième génération née et élevée dans l'Anishinabe Aki (Ottawa, Ontario). La perspective que j'apporte au présent sommet est

celle d'une Autochtone travaillant au sein d'institutions culturelles coloniales. J'ai travaillé pendant plus de 20 ans comme conservatrice et administratrice des arts dans des musées nationaux et des collections fédérales. Mes recherches de doctorante en

études culturelles à l'Université Queen's portent sur la représentation des Autochtones dans les musées. Je concentre mon expérience et ma pratique sur les moyens de négocier ces espaces problématiques.



### Yudhishtir Isar

Professeur émérite en études des politiques culturelles, Université américaine de Paris; Directeur de l'éducation, Trust Aga Khan pour la culture, Genève

Aujourd'hui, peut-être plus rapidement que jamais, de nouvelles idées et de nouvelles expressions apparaissent dans le discours et la pratique des acteurs de l'État et du secteur culturel. Ma réflexion et mes recherches récentes ont porté sur plusieurs de ces itinéraires contemporains, parmi lesquels la trajectoire singulière de l'expression « diplomatie culturelle ». Cette notion s'est largement répandue au cours des deux dernières décennies. Tant dans

les relations internationales que dans les cadres de la politique culturelle, elle a progressivement supplanté l'ancienne notion de « relations culturelles internationales ». Déployée en même temps que le terme « soft power », ou « puissance de persuasion », dont l'usage dépasse de loin la définition d'origine proposée par Joseph Nye, elle est devenue une expression à la mode. Dans le champ d'action des praticiens et des agences de production ou de diffusion des

arts et de la culture, cette expression en est arrivée à définir la manière dont ces acteurs interagissent avec leurs interlocuteurs étatiques et les bailleurs de fonds dès que leur travail prend une dimension internationale. Je me propose de jeter un éclairage sur les processus et les tendances du discours et de la pratique des États et du secteur culturel que j'ai vus évoluer au cours de la dernière décennie. J'examinerai plus précisément comment la notion de diplomatie culturelle

est intervenue dans l'organisation des différents niveaux de la politique étrangère et de la pratique culturelle, et comment elle a mobilisé l'attention politique, organisationnelle et médiatique. La vie de ce genre d'expression

passé généralement par des phases successives : formation, diffusion, adaptation discursive et popularisation. Elles atteignent ensuite un stade final de consolidation, devenant partie intégrante du vocabulaire

général. Certaines ne survivent pas, tandis que d'autres s'avèrent d'une utilité et d'une valeur durables bien au-delà de leur phase de consolidation. Où se situe la « diplomatie culturelle » à cet égard ? ● ● ●



### Umair Jaffar

Directeur exécutif,  
Small World Music (Toronto, Canada)

Il ne fait aucun doute que les anciennes manières d'aborder la diplomatie culturelle sont moins pertinentes et moins efficaces dans le monde d'aujourd'hui. Il est nécessaire de réévaluer la diplomatie culturelle et de considérer la création de liens interculturels fondés sur une empathie mutuelle et une compréhension de la différence. Ce qui m'intéresse cependant,

c'est de savoir si nous résolvons vraiment le problème qui est au cœur même de la diplomatie culturelle ou si nous examinons simplement les moyens de la rendre plus efficace ?

Si je trouve intéressantes des questions comme « Qu'est-ce que la diplomatie culturelle ? » et « Comment fonctionne-t-elle ? », une question plus fondamentale encore retient mon attention :

« Pourquoi la diplomatie culturelle ? ». Ce « pourquoi » nous interpelle quant aux objectifs qui sous-tendent le présent exercice. À moins d'examiner de façon critique les motivations cachées de la diplomatie culturelle, pouvons-nous réellement nous attaquer, de manière significative, aux défis fondamentaux de notre époque ? ● ● ●



### Bronwyn Jaques

Candidate au Doctorat en études culturelles,  
Université Queen's

Mon analyse de la culture s'articule dans un cadre d'études culturelles. La « culture » n'est ni singulière ni unifiée; elle ne peut être liée à un État-nation. Elle est intersectionnelle, à multiples facettes et entièrement unique, car elle englobe les croyances, les valeurs, les attitudes et les expériences individuelles de chacun. Elle traduit à la fois les modes de vie et leurs multiples

expressions.

Mes recherches examinent la manière dont le « patrimoine sombre » (patrimoine dissonnant, difficile à interpréter et à confronter), et en particulier le patrimoine carcéral, sont utilisés et manipulés par des acteurs étatiques ou non pour promouvoir le tourisme, l'image de marque de lieux, le renforcement du pouvoir national de persuasion

(« soft power ») ou la diplomatie culturelle. Comment les cultures comme celles des collectivités actuellement ou anciennement incarcérées, historiquement marginalisées, exclues et condamnées, peuvent-elles contribuer à promouvoir des changements locaux et mondiaux ?

Cependant, mon intérêt dépasse l'instrumentalisation de la culture et ses projections



nationalistes; je m'intéresse surtout à la manière dont le patrimoine sombre et son interprétation peuvent créer des espaces — des « zones de contact » — propices à l'empathie et à la compassion entre les cultures et au sein de ces dernières, ainsi qu'à la réconciliation, au pardon et à la

compréhension. Je m'intéresse à la façon dont la diplomatie culturelle opère au niveau local, et aux façons dont les petites municipalités et collectivités la pratiquent; aux moyens par lesquels les acteurs étatiques ou non mobilisent la culture et les pratiques culturelles pour mettre de l'avant des récits historiques

particuliers, promouvoir des valeurs culturelles et soutenir des programmes politiques et économiques. Ma vision de la diplomatie culturelle résiste au nationalisme méthodologique et met plutôt l'accent sur l'importance des acteurs et des réseaux locaux — les « nouveaux diplomates ».



### Kelly Langgard

Directrice des subventions,  
Conseil des arts de l'Ontario

Mes connaissances et mon point de vue sur la diplomatie culturelle ont été principalement forgés sur 12 ans, de 2007 à 2019, alors que je dirigeais deux bureaux stratégiques du Conseil des arts du Canada chargés de promouvoir le travail des artistes canadiens à l'étranger. Notre travail consistait notamment à organiser des vitrines dans les marchés des arts, les festivals et d'autres types de manifestations, à promouvoir des initiatives et des échanges pluriannuels (généralement en partenariat avec des organisations artistiques canadiennes ou d'autres bailleurs de fonds), à réaliser divers projets de recherche et de renforcement des capacités, et à élaborer des stratégies, des politiques et des accords de partenariat internationaux. Nous avons souvent collaboré avec les missions canadiennes à l'étranger pour soutenir et renforcer leurs initiatives de diplomatie culturelle, en

profitant de l'occasion pour aider les artistes à faire mousser leur carrière et à élargir leurs réseaux. Je suis récemment intervenue à titre de conseillère auprès d'Affaires mondiales Canada pour l'élaboration d'une nouvelle stratégie de diplomatie culturelle canadienne, et je connais de nombreux diplomates passionnés par les arts et soucieux d'intégrer la culture dans la diplomatie canadienne. Les ressources qu'ils peuvent apporter et les portes qu'ils peuvent ouvrir aux artistes canadiens à l'étranger ne sont pas à négliger. Je m'intéresse à ce à quoi pourrait ressembler l'action productive de l'État dans la définition d'une diplomatie culturelle relationnelle et réseautée.

Ayant participé à de nombreux projets nationaux et internationaux de portées et d'échelles diverses, je m'intéresse actuellement à trois questions : 1) Comment les relations

culturelles se déroulent-elles au niveau local en matière de partage des expériences du lieu et de la collectivité ?; 2) Dans quelle mesure l'objectif de compréhension mutuelle est-il atteint (ou non) par divers types d'engagement culturel ?; 3) Dans quelle mesure est-il nécessaire de discuter de la pratique éthique dans les relations interculturelles ? Je crois qu'une pratique sensible de la diplomatie culturelle nécessite un esprit co-créatif, inclusif et militant. Si l'objectif est la compréhension mutuelle, alors la reconnaissance et la négociation des inégalités de pouvoir, la priorité donnée à la réciprocité et à la collaboration, la planification d'investissements importants sur longues périodes et la familiarité avec l'expérimentation et le changement sont autant de conditions importantes pour l'échange.





## Michael Manulak

Professeur adjoint, École des affaires internationales « Norman Patterson », Université Carleton

Grâce en grande partie aux progrès des technologies de l'information, de la communication et des transports, le pouvoir est devenu de plus en plus diffus au sein du système international. C'est dans ce contexte que les acteurs culturels, y compris les conservatoires, les musées et les entreprises de divertissement, ont bénéficié d'une capacité accrue à forger des réseaux mondiaux. Bien que les conseils et organisations parrainés par les États soient demeurés des intervenants actifs — et, dans la plupart des cas, positifs —, les nouvelles technologies ont permis de forger des liens directs entre les entités culturelles. Ainsi, la proportion des interactions culturelles mondiales dépendant de la médiation des États a graduellement diminué. Il est important de noter que les acteurs culturels de nombreux pays jouissent

désormais d'un meilleur accès au public, aux financements, à l'information et au soutien au-delà de leurs frontières.

Les réseaux ne sont cependant pas impartiaux vis-à-vis du pouvoir. S'ils peuvent permettre des échanges culturels enrichissants, ils peuvent aussi ouvrir de nouvelles voies pour l'exercice du pouvoir. Ils confèrent une influence accrue à certaines entités et en marginalisent d'autres. Certains acteurs sont, par exemple, en mesure de contrôler ou d'exploiter les asymétries de l'information. D'autres bénéficient des avantages des pionniers ou des effets de réseau. Ainsi, autant qu'ils peuvent dépolitiser les échanges culturels, les réseaux en expansion peuvent créer ou amplifier les inégalités. Ils peuvent ainsi contribuer aussi bien à la suppression de la culture qu'à sa promotion.

De plus, en même temps que les acteurs culturels non gouvernementaux étendent leur influence, les relations culturelles mondiales deviennent régies par un ensemble de normes et d'intérêts nouveaux et plus variés. Dans un monde où les États exerçaient un contrôle sur les échanges culturels, les intérêts nationaux et les normes intergouvernementales ont été amenés à prédominer. À mesure que les organisations culturelles renforcent leurs capacités, d'autres normes et intérêts plus variés, associés par exemple aux idées artistiques ou au profit, risquent de gagner en importance. À mesure que les échanges culturels prennent la forme de réseaux, il est essentiel de comprendre comment la logique des réseaux façonne la diffusion des normes et les intérêts mis de l'avant.



## Toby Miller

Professeur titulaire en études culturelles « Stuart Hall », Universidad Autónoma Metropolitana – Cuajimalpa; collaborateur distingué « Sir Walter Murdoch », Université Murdoch

Le mot « culture » vient du latin *colere*, qui signifie « cultiver la terre ». Avec l'avènement du capitalisme européen et de la division du travail, la culture en est venue à incarner cet instrumentalisme et à y renoncer, à

travers l'agriculture industrialisée et l'esthétique émergente. Les dictionnaires allemands, français et espagnols du XVIII<sup>e</sup> siècle témoignent du passage de la culture agricole à l'élevation artistique. La population

s'est urbanisée, on a importé la nourriture et échangé des formes textuelles. Une société de consommation émergente a produit des activités telles que les courses de chevaux, l'opéra, les expositions d'art et les bals.

Dans l'hémisphère sud, l'impérialisme européen a suscité une angoisse au sujet de la culture chez les survivants de la *conquista de América* par l'Espagne, de la *missão civilizadora* du Portugal et de la *mission civilisatrice* de la France et de la Grande-Bretagne. La culture a joué un rôle essentiel dans la lutte pour l'hégémonie, aussi bien chez les envahisseurs qu'au sein de la résistance.

Il importe de contester l'idée selon laquelle des réseaux transcendant les États souverains ne participent que depuis peu à la diplomatie ou qu'il est inhabituel pour le secteur ter-

tiaire d'exercer des pressions sur la diplomatie, puisque c'est ce que fait habituellement le capital. Les multinationales ont exercé une influence énorme sur toutes les tribunes possibles et imaginables, aussi bien dans la création et le fonctionnement de l'UE que dans le comportement de tous les gouvernements présents lors des forums économiques. Et la culture joue un rôle primordial, en particulier dans maints pays qui cherchent à faire des services et des droits d'auteur la base de leur économie. De nos jours, le marché culturel global est au cœur des débats entre les

nations. Il est passé de 559,5 milliards de dollars américains en 2010 à 624 milliards l'année suivante. La Commission européenne voit dans les industries culturelles un secteur de croissance économique.

J'espère que des débats comme ceux tenus à l'occasion du sommet de la NACDI attireront l'attention sur les ressources intangibles considérables qu'offre la culture — tant au niveau des réactions à la crise de l'appartenance que de la nécessité économique occasionnée par la mondialisation capitaliste.



### Guadalupe Moreno Toscano

Étudiante au Doctorat en communications, Universidad Iberoamericana, Mexique

Le rôle des acteurs non étatiques dans la diplomatie publique, et plus particulièrement dans la diplomatie culturelle, s'est considérablement renforcé au cours des dernières décennies. Je m'intéresse à la manière dont le cinéma mexicain contemporain agit comme un agent non intentionnel et non étatique de la diplomatie culturelle en affichant des éléments culturels conformes à un nouveau type de « soft power ».

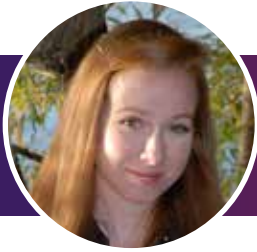
Le soft power, ou pouvoir de persuasion, n'est pas un concept immuable. Les pays l'utilisent et l'adaptent de diverses façons à leurs besoins en termes de relations internationales et de projection imaginaire. Nous nous pencherons dans le cadre du présent

sommet sur la nécessité de le reformuler et de l'adapter aux conditions actuelles du XXI<sup>e</sup> siècle. On imagine mal aujourd'hui un monde sans interactions globales entre les industries, les entreprises, les organisations non gouvernementales, les universités ou les individus. Tous deviennent des agents non étatiques qui, intentionnellement ou non, contribuent au pouvoir de persuasion d'un pays et aux efforts déployés par l'État pour concevoir une stratégie de positionnement international axée sur la persuasion et l'attraction.

Pour la suite du débat, j'aimerais proposer un nouveau modèle de soft power adapté au monde post-national, inspiré de la conception d'un soft power

flexible et malléable proposée par Villanueva (2018). Je crois que le soft power a un effet boomerang, généré par des agents non étatiques qui contribuent involontairement à la perception de l'image nationale. Dans un pays comme le Mexique, le soft power découle de la culture nationale; par exemple, sa riche industrie cinématographique contemporaine. Depuis 2005, cette industrie est financée en grande partie par des subventions publiques, et la « renaissance du cinéma mexicain » qui, bien qu'elle ne soit pas conçue comme un agent de puissance douce, a contribué à donner une image positive du pays dans le monde entier.





## Amy Parks

Étudiante au Doctorat en études culturelles, Université Queen's

Si j'aborde les questions soulevées par ce sommet en tant que jeune chercheuse interdisciplinaire, mon expérience particulière de consommatrice tantôt occasionnelle, tantôt critique des médias oriente mon intérêt pour des domaines culturels particuliers. Mes recherches portent globalement sur les processus dynamiques des nouvelles imaginations et représentations « nationales » dans un contexte « globalisé » à médiation numérique. Bien que ces nouvelles configurations de l'identité continuent à se développer sous l'influence des idées hégémoniques qui s'articulent autour de l'État-nation, elles peuvent également déboucher sur un nouveau sens d'appartenance ni constitué ni policé par la citoyenneté officielle. J'explore la capacité des activités culturelles

de masse à proposer de nouvelles façons plus productives, pour les membres de la société civile, de forger des relations, d'organiser et peut-être de modifier les processus démocratiques.

Je propose une approche critique de l'examen de ces processus et de la participation à ces derniers. Comme le montre une interrogation de l'imbrication des sports professionnels et des industries médiatiques, il convient de se demander dans quelle mesure les mouvements sociaux peuvent survivre sans être cooptés ou contrôlés par le langage limité et censuré de l'image de marque des institutions et des lieux. Je me demande si ce qui peut être perçu comme un accès plus direct des uns aux autres et aux nouveaux leaders – athlètes, artistes et entrepreneurs

célèbres — représente effectivement l'indication d'un potentiel égalitaire, ou un changement dans la concentration du pouvoir et dans la manière dont il est projeté. Ce changement, rendu possible par les plates-formes en ligne et les technologies de communication, reflète-t-il simplement une restructuration du pouvoir conduisant à un transfert de prérogatives de l'État vers des acteurs privés non étatiques détenant une forme différente de capital culturel ? En réunissant des voix diverses, issues d'un large éventail de milieux et d'approches, ce sommet permettra d'explorer les moyens de contourner ces défis et ces pièges, et d'imaginer d'autres moyens d'interagir par le biais de la consommation culturelle.



## Francisco Peredo-Castro

Professeur titulaire et chercheur,  
Centre d'études sur la communication, Faculté des sciences politiques  
et humaines, Université nationale autonome du Mexique,  
CECC – FCPys – UNAM

Selon une légende urbaine populaire au Mexique, les Américains sont les gens que les Mexicains « aiment détester » et les Canadiens sont les gens qu'ils « aiment adorer ». Cette différence de relation / interaction est liée à la configuration historique des États-nations sur

le continent américain, depuis l'époque coloniale, les luttes d'indépendance et l'instauration de nations autonomes. Mais même si on tient compte de nos particularités dans la construction socio-historique de nos diverses nations, il reste incontestable que du Rio Grande à la Terre de Feu,

le Canada est presque toujours apparu comme un « monde à part », éloigné et déconnecté de la turbulente histoire latino-américaine. Le Canada n'a jamais été considéré comme un « agresseur » du Mexique et des Latino-Américains, dans la longue histoire des interventions

étrangères dans la région. Au contraire, la nécessité d'interconnecter toute l'Amérique latine, non seulement avec les États-Unis, mais avec le Canada, a été évoquée dans certains moments conjoncturels. Cela était évident lorsque l'écrivain américain George Jaffin, de la Columbia Law Review, s'est adressé au président Manuel Avila Camacho, au milieu de la Seconde Guerre mondiale, le 12 septembre 1942, et plus tard, le 8 avril 1943. Son

objectif était de sensibiliser le président mexicain à la nécessité d'intégrer le Canada dans l'Union panaméricaine, dans le contexte de la propagande panaméricaine diffusée par le Mexique et les États-Unis dans des textes comme « New World Constitutional Harmony: A Panamericanian Panorama » (1942). Partant de ces rapports historiques comparatifs entre les pays d'Amérique latine, les États-Unis et le Canada, je m'intéresse au rôle

des perceptions culturelles, des représentations et des imaginaires qui ont été construits au Mexique et au Canada, dans un contexte où même si les relations entretenues par les deux pays sont plutôt sereines, des tensions ont pu également apparaître, comme cela s'est produit lors de la négociation de l'Accord de libre-échange, de l'ALÉNA ou de l'ACEUM, ou des discussions sur les enjeux de l'immigration.



### Nora Rahimian

Cofondatrice de #CultureFix,  
Consultante en création

À voir les gouvernements, partout dans le monde, échouer systématiquement à résoudre les problèmes liés aux changements climatiques, à l'injustice économique et raciale, à l'inégalité entre les sexes, à la crise sanitaire mondiale ainsi qu'à une foule d'autres questions qui transcendent les frontières et les États-nations, force est de reconnaître la nécessité de plus en plus manifeste de trouver des solutions de rechange à la suprématie blanche, au capitalisme et au patriarcat, qui sont à l'origine de toutes nos luttes. Les leaders traditionnels peuvent discuter encore et encore sur les politiques et les lois, mais les changements qui en résultent sont lents à venir et

bien souvent inefficaces. Comment pouvons-nous alors créer les changements de paradigme dont nous avons tant besoin ? C'est à travers l'art, la culture et la fonction relationnelle – qui libèrent émotion et imagination – que les gens peuvent, intellectuellement et émotionnellement, commencer à envisager différemment le statu quo. C'est en ouvrant leur cœur qu'ils peuvent réexaminer les valeurs et les croyances existantes. Une fois intériorisés, ces changements se manifestent à l'extérieur dans les comportements.

Si l'art est aussi efficace pour provoquer le changement, c'est en partie grâce à la relation qui se tisse entre l'artiste et le public. La confiance et la présomption

d'authenticité permettent aux admirateurs de tisser des liens avec l'artiste et son art. Les gens du public savent quand on les trahit. Ils savent que le gouvernement a ses propres objectifs et que le système n'agit pas toujours au mieux de leurs intérêts. Mais les artistes, peu importe leur prestige, créent souvent un sentiment de « connivence » qui suscite la confiance. Les publicitaires savent depuis longtemps qu'ils peuvent utiliser des personnalités pour vendre des chaussures de sport ou des boissons gazeuses. Nous pouvons adopter la même approche pour nous mobiliser dans nos luttes planétaires et apporter des changements significatifs à la société.





## Sudarshan Ramabadran

Chargé de recherche principal et directeur administratif,  
India Foundation's Center for Public Diplomacy and Soft Power

Dans un pays attaché à son identité civilisationnelle comme l'Inde, la culture ne s'est jamais limitée à une pensée ou à une opinion singulière. L'idée de l'Inde a toujours été et sera toujours plurielle. L'Inde n'a jamais cherché à imposer sa culture comme une forme de pouvoir. Au lieu de cela, au fil des civilisations, elle a cherché à s'intégrer au monde. En témoignent le yoga ou les systèmes de médecine traditionnelle comme l'Ayurveda, aux origines millénaires, mais qui trouvent toujours un écho, une acceptation et une pratique à l'échelle mondiale. La culture et le commerce ont toujours été

des piliers essentiels de cette intégration. Le respect mutuel, l'amour et l'inclusion ont marqué l'identité civilisationnelle, démocratique et culturelle indienne. « Assimiler et non pas désintégrer » est un mantra qui a traversé les âges. La constitution indienne a été rédigée par un comité dirigé par B.R. Ambedkar, une personne issue d'une collectivité subalterne. C'est lui qui a rappelé au peuple et énoncé les valeurs de justice, de liberté, d'égalité et de fraternité qui restent les pierres angulaires de l'éthique culturelle et sociale indienne.

Qu'il s'agisse d'art, d'arti-

sanat, de design, de langue, de littérature ou de cuisine, chaque endroit que vous visitez en Inde affiche une culture fièrement portée par d'incroyables personnages et qui leur est propre. Cette culture a transcendé les frontières nationales. Aujourd'hui, dans le monde de l'information du XXI<sup>e</sup> siècle, l'Inde fait de la culture un pilier essentiel de sa politique étrangère et de son orientation. Pour des groupes de réflexion comme le nôtre ou pour les décideurs politiques, l'objectif de mise en valeur des relations et de la diplomatie culturelles est de faciliter la compréhension mutuelle et le dialogue. ● ● ●



## Ryan Rice

Conservateur indépendant et Doyen associé,  
Faculté des arts libéraux et des sciences,  
École des études interdisciplinaires, Université de l'ÉADO

#LandBack ● ● ●



## Jolene Rickard

Professeure associée, Université Cornell – Département d'histoire de l'art,  
Département des arts, et Programme des études amérindiennes et autochtones; citoyenne de la nation Tuscarora,  
au sein de la Confédération Haudenosaunee

La reconnaissance du territoire, qui est devenue la nouvelle forme de « bienvenue » entre les colons et les peuples autoch-

tones, est souvent l'unique forme d'admission d'une spoliation des terres autochtones au sein des cercles universitaires. Or, le fait

de reconnaître qu'une université se trouve sur un territoire autochtone risque de sonner creux à défaut d'une prise en compte du

point de vue des Autochtones, ou de gestes concrets de réparation des torts qui leurs ont été causés.

Depuis le milieu des années 1990, les praticiens de l'art et de la culture autochtones ont joint leurs efforts à ceux de leurs collègues des études autochtones dans le cadre d'un mouvement mondial de collaboration et d'analyse. Le champ des recherches comparatives menées dans le contexte américain ou canadien s'est élargi pour englober un espace mondial exigeant, au minimum, l'inclusion d'Aotearoa (la Nouvelle-Zélande), de l'Australie et de la diaspora plus large des nations Sami. Les conférences de l'Association d'études autoch-

tones et amérindiennes (NAISA), accueillies par diverses nations autochtones, ont joué un rôle clé dans cette évolution. Ces conférences ouvrent la voie à l'expression d'un éventail plus large de points de vue traditionnels des collectivités d'accueil. Cette prise de parole protocolaire plus récente a conduit à une redéfinition des enjeux tout en stimulant le débat sur les types de pratiques qui ont un sens et qui ne seront pas assimilées à de l'exploitation. La frontière est mince et fait l'objet d'un vif débat entre les universitaires et les collectivités autochtones. Historiquement, la diplomatie a joué un rôle crucial, lors des relations de pré-contact et de contact, dans le maintien des terri-

toires autochtones en Amérique du Nord. Je m'intéresse à l'utilisation et à la mise à jour des protocoles d'accueil autochtones dans le contexte pratique actuel. Qui a le droit et la responsabilité d'évoquer, et souvent de modifier, ces traditions établies ? En tant qu'« invitée » du Canada reconnue comme chercheuse « américaine » et boursière Fulbright, j'ai eu l'occasion de demander, lors d'une visite de la plus haute cour du Canada, si la Loi canadienne reconnaissait la notion de « territoire autochtone » dans ses procédures. Oui, m'a répondu fièrement le guide, mais à condition qu'il y ait des plaignants autochtones, ce qui à mon avis relève d'une logique performative. ● ● ●



### Ben Schnitzer

Candidat au Doctorat en études culturelles,  
Université Queen's

Telle que je la comprends, la diplomatie culturelle consiste essentiellement à tirer profit des rencontres culturelles pour établir des liens, écouter, s'ouvrir à de nouveaux points de vue, cultiver l'empathie et se sensibiliser à la dynamique du pouvoir. Vue ainsi, la diplomatie culturelle peut être considérée comme une pratique critique, non seulement parce que de telles rencontres peuvent nous aider à porter un jugement critique sur les hypothèses qui sous-tendent la compréhension que nous avons de nous-mêmes et des autres, mais aussi parce qu'il est essentiel de nous interroger sur ces hypothèses si

nous voulons nous attaquer aux problèmes apparemment insolubles auxquels nous sommes confrontés collectivement.

Je crois que cette position prend sa source dans mon expérience de musicien. Je n'avais jamais vu les expressions « diplomatie culturelle » et « relations culturelles »; pourtant, je savais d'instinct que les rencontres culturelles ont le pouvoir de susciter le changement. La chose était pour moi si naturelle qu'il me semblait inutile de la nommer. Plus tard, à titre d'analyste de la politique culturelle au sein du gouvernement canadien, j'ai compris pourquoi les États tiennent à

nommer et à exploiter ce pouvoir et comment – par la gouvernance de la culture – ils peuvent tenter de limiter l'exercice de ce pouvoir par d'autres intervenants, dont la vision ne correspond peut-être pas à la vision dominante.

Cette compréhension de plus en plus aiguë et le décalage qui en est résulté entre mon identité d'artiste et mon travail de fonctionnaire m'ont amené à préparer un doctorat en études culturelles à l'Université Queen's. J'apprends comment la complexité culturelle canadienne a façonné l'élaboration des – et la résistance aux – initiatives mises en œuvre par le Canada en matière

de diplomatie culturelle. J'espère ainsi contribuer à une réflexion politique qui donnera naissance à une diplomatie culturelle qui

sera viable parce qu'elle sera ancrée dans une pensée critique, favorisera la coexistence à long terme de différents modes de vie,

et fera avancer les intérêts d'un large éventail d'intervenants.



## Eduardo Luciano Tadeo Hernández

Candidat au Doctorat en communication, Universidad Iberoamericana

Réfléchir à la diplomatie culturelle en tant que pratique critique nous oblige à remettre en cause la notion occidentale et positiviste de diplomatie associée à la territorialité souveraine de l'État et le discours d'altérité et d'exception attaché à la représentation culturelle. Il ne s'agit pas pour cela de nier l'existence de l'État ni d'en prédire la fin, mais plutôt de reconnaître que nous sommes actuellement engagés dans un processus mondial de dénationalisation, où la participation des acteurs non étatiques est devenue fondamentale pour formuler une définition conceptuelle et pratique d'une nouvelle architecture du système international.

Ma principale préoccupation dans le cadre du débat actuel est d'explorer comment les diasporas apportent de nouvelles

perspectives à la diplomatie en offrant de nouvelles voies de réflexion et des mécanismes de communication pour traiter de problèmes comme la discrimination et l'aliénation, mais aussi pour célébrer la diversité et la différence. Comme les diasporas sont hétérogènes — par exemple, sur le plan des conditions sociales et économiques —, leur processus de représentation culturelle dévoile le caractère fictionnel du discours de la collectivité imaginée et la nécessité d'orienter la conversation en termes différents; par exemple : 1) l'intersectionnalité, pour reconnaître et respecter les différences et reconnaître les oppressions communes aux peuples du monde entier; 2) l'imagination, pour créer des discours textuels et audiovisuels honnêtes afin de diffuser la célébration de la diver-

sité et de résister aux préjugés xénophobes et orientalistes de certains dirigeants et groupes conservateurs et chauvins; 3) la solidarité, pour créer des réseaux d'entraide collective où la connaissance historique et pratique des collectivités peut aider à surmonter les murs physiques et matériels internationaux qui nous divisent.

En bref, comme le montrent les expériences des diasporas, si la diplomatie culturelle doit devenir un outil permettant de faire face aux crises de notre époque, elle doit remettre en question ses hypothèses ontologiques, épistémologiques et méthodologiques, et reconnaître que son objectif principal ne doit pas être de favoriser l'intérêt national, mais plutôt de renforcer la solidarité mondiale.



## Odila Triebel

Directrice, dialogue et recherche, culture et politiques étrangères, ifa (Institut für Auslandsbeziehungen), Allemagne

Quel est l'objectif de la diplomatie culturelle ? Quel est son lien avec les relations culturelles ? Ces questions

guident mes pensées alors que je réfléchis aux enjeux soulevés par la NACDI. Historiquement, la diplomatie culturelle a été

définie comme la pratique de la représentation culturelle d'un pays. Ses objectifs implicites étaient d'accroître la visibilité



d'une nation sur la scène internationale et de permettre l'établissement de relations de confiance, interinstitutionnelles et interpersonnelles, ainsi que le partage des connaissances. En tant que pratique liée à une ontologie politique du territoire, la diplomatie culturelle a toutefois atteint les limites de ses capacités en omettant de reconnaître que les pratiques et les produits culturels sont toujours le résultat d'échanges d'idées complexes et fluides. Comme la diplomatie culturelle est censée représenter une société nationale, elle déprécie nécessairement la puissante fonction sociale et esthétique de l'art en tant que pratique transgressant les épistémologies actuelles. Au XXI<sup>e</sup> siècle, la diplomatie culturelle s'est révélée incapable d'offrir des solutions intersectorielles aux défis mondiaux.

Néanmoins, il est légitime pour les gouvernements de se rendre visibles sur la scène mondiale, de défendre leur réputation d'importants contributeurs

au bien public mondial, et de maintenir des ponts de communication et de confiance en périodes de tensions politiques. Par conséquent, puisque la communication internationale et la connectivité numérique dans les démocraties permettent désormais une coopération à de multiples niveaux au-delà de l'État, il n'y a pas de problème inhérent au maintien de la diplomatie culturelle tant qu'elle soutient des relations culturelles complexes et à plusieurs niveaux. De cette façon, on pourrait dire que les relations culturelles sont la pratique essentielle de la diplomatie culturelle. C'est à l'État qu'il appartient de fournir et de sécuriser l'infrastructure qui permet une coopération mondiale. C'est aussi à lui qu'il appartient de rechercher des moyens multilatéraux d'atténuation des défis mondiaux. Dans les démocraties, ce n'est pas la loi du plus fort, mais plutôt l'intérêt commun et l'esprit de compromis et d'inclusion qui devraient guider les pratiques politiques des citoyens

du monde.

Deux enjeux retiennent particulièrement mon attention dans les efforts déployés pour élargir la diplomatie centrée sur l'État. Premièrement, quel est l'impact sur le concept de transnationalité, quand les pratiques sont pour la plupart soutenues par des fonds nationaux ? Deuxièmement, il y a lieu de penser que grâce à la technologie de la communication, les communautés adoptées par choix se sont multipliées ou, du moins, se sont ajoutées aux communautés dites de « destinée », fondées simplement sur le lieu et la descendance. Des spécialistes en sciences sociales comme Arjun Appadurai considèrent que les alliances réunissant des parties intéressées sont plus efficaces. Toutefois, vu que ces alliances peuvent venir s'ajouter aux politiques gouvernementales, pratiquer la défense d'intérêts ou jouer un rôle de chien de garde, leur mandat doit faire l'objet de plus amples discussions.



### David Joseph Wellman

Professeur associé et Directeur,  
École Grace de la diplomatie appliquée,  
Université DePaul, Chicago, États-Unis

Bien que l'on puisse dire que la diplomatie culturelle fait partie intégrante de la pratique de la diplomatie depuis ses origines, je suis depuis longtemps fasciné par son potentiel actuel et futur pour construire des ponts, diminuer la méfiance, privilégier d'autres voix et perspectives et transcender les limites des pratiques diploma-

tiques dites normatives. Cependant, je pense que lorsque la pratique de la diplomatie culturelle est avant tout définie comme une entreprise parrainée par un État, son plein potentiel s'en trouve considérablement réduit. Alors que nous faisons face à une crise écologique mondiale, à la montée du nationalisme et à l'exploita-

tion de la peur des différences raciales, religieuses et ethniques par certains dirigeants et mouvements nationaux cherchant à renforcer leur pouvoir et à saper les alliances transnationales, les limites des efforts diplomatiques des États-nations pour relever ces défis sont exposées au grand jour. Mes recherches actuelles sur

les acteurs diplomatiques non étatiques et de base — par exemple, la Conférence judéo-musulmane basée à Vienne, l'ONG française Coexistenter, le Projet de leadership africain et moyen-oriental basé à Washington D.C. et des groupes nationaux tels que le Réseau d'action musulmane du centre-ville de Chicago — m'ont ouvert les yeux sur les nouvelles voies potentielles que la diplomatie culturelle pourrait suivre, de concert avec les États-nations

et indépendamment de ceux-ci. Parmi les innovations qu'offrent ces groupes figure le concept d'établissement de ponts interconvictionnels – un terme qui inclut et dépasse les limites de l'engagement interreligieux. Le terme « interconvictionnel » englobe à la fois les pratiquants, les agnostiques et les athées, et tient pour acquis que ces trois groupes ont des convictions tout aussi valables et précieuses qui sous-tendent leurs actions et leur prédisposition à la coopération

et à la collaboration. À la lumière des travaux de Constantinou, Cornago et McConnell décrits dans « Transprofessional Diplomacy » (Brill, 2017), les efforts de ces groupes prennent un nouveau sens et ouvrent de nouvelles perspectives – notamment lorsqu'ils prennent l'avant-garde en tant qu'acteurs diplomatiques non traditionnels capables de faire face à des défis que la diplomatie étatique n'a jusqu'ici pas réussi à relever.



**R. S. Zaharna**

American University

Avant d'aborder les répercussions de la diplomatie culturelle centrée sur l'État au XXI<sup>e</sup> siècle, je suggère que nous jetions un regard critique sur les hypothèses qui sous-tendent l'idée plutôt audacieuse selon laquelle les États peuvent présumer de l'utilisation de la « culture » comme d'un outil de leur pratique diplomatique. Aussi naturel que puisse paraître aujourd'hui le lien entre l'État-nation et la culture nationale, un coup d'œil sur l'histoire révèle que ce lien a été délibérément forgé au cours du processus de construction de l'État. Le concept de « culture » (introduit par Sir Edward Tylor en 1871), tout comme les concepts d'« État » et de « diplomatie », est un produit de

l'Europe occidentale contemporaine. Ce schéma conceptuel liant État, culture et diplomatie semble enraciné dans un esprit d'individualisme et de cloisonnement qui a contribué à découper le monde au cours des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. La mondialisation et les technologies numériques cherchent aujourd'hui à ressouder ce monde. Les difficultés actuelles de la diplomatie culturelle sont attribuables selon moi au fait que l'esprit de cloisonnement est de plus en plus étranger à la dynamique de connectivité et de diversité qui définit le XXI<sup>e</sup> siècle. Ces nouvelles dynamiques préconisent nouvelle vision des diplomaties mondiales et de la diversité humaine. Pendant une grande

partie de l'histoire de l'humanité, la richesse de la diversité humaine a été partagée, favorisant ainsi l'échange d'idées, d'artefacts et d'innovations technologiques. Aujourd'hui, la diversité humaine est encore plus essentielle pour résoudre de manière innovante des problèmes mondiaux complexes. Je suis impatiente de poursuivre ce débat et d'explorer les hypothèses qui ont lié la culture à l'État et renforcé l'attrait de la diplomatie culturelle au cours du siècle dernier. Je souhaite plaider pour une vision de la diversité humaine vue comme une ressource partagée de diplomaties mondiales, centrées sur l'humanité du XXI<sup>e</sup> siècle.



# RÉFÉRENCES

- Albro, R. (2015). The Disjunction of Image and Word in US and Chinese Soft Power Projection. *International Journal of Cultural Policy* 21(4) : 382–399.
- Amelia, A., T. Faist, N. Glick Schiller et D. D. Negriz. (2012). *Beyond Methodological Nationalism*. New York et Londres : Routledge.
- Ang, I. (2020). On Cultural Studies, Again. *International Journal of Cultural Studies*. 23(3) : 285–291.
- . (2008). Cultural Studies. In T. Bennett et J. Frow (Éds), *The SAGE Handbook of Cultural Analysis* (227–248). Londres : SAGE.
- Ang, I., R. Isar et P. Mar (2015). Cultural Diplomacy: Beyond the National Interest? *International Journal of Cultural Policy* 21(4), 365–381.
- Arizpe Schlosser, L. (2019). *Culture, International Transactions and the Anthropocene*. Berlin : Springer Berlin Heidelberg.
- Benabdallah, L., C. Murillo-Zamora et V. Adetula. (2017). Global South Perspectives on International Relations Theory. In S. McGlinchey, R. Walters et C. Scheinphly (Éds), *International Relations Theory* (125–130). Bristol, Angleterre : E-International Relations Publishing.
- Berman, F. (2017). *Mexamérica: Una Cultura Naciendo*. Ciudad de México : Ediciones Proceso.
- Boehm, Peter M. (2020). Is Zoom Diplomacy the New Normal? Covid-19 and the End of the Air Kiss. *Policy: Canadian Politics and Public Policy*, 21 mai. <https://policymagazine.ca/is-zoom-diplomacy-the-new-normal-covid-19-and-the-end-of-the-air-kiss/>.
- Bové, P. A. (2013). *A More Conservative Place: Intellectual Culture in the Bush Era*. Hannover, NH : Dartmouth College Press.

- Bravo, V. (2014). The Importance of Diaspora Communities as Key Publics for National Governments Around the World. In G. J. Golan, S.-U. Yang et D. F. Kinsey (Éds), *International Public Relations and Public Diplomacy: Communication and Engagement* (279–296). New York : Peter Lang.
- Bravo, V. et De Moya, M. (Éds). (à paraître, 2021). *American Diasporas in Public Diplomacy*. Londres : Palgrave MacMillan.
- Brenner, N. (1999). Beyond State-Centrism? Space, Territoriality, and Geographical Scale in Globalization Studies. *Theory and Society* 28 : 39–78.
- Carter, D. (2015). Living with Instrumentalism: The Academic Commitment to Cultural Diplomacy. *International Journal of Cultural Policy* 21(4) : 478–493.
- Clarke, D. (2020). Cultural Diplomacy. *Oxford Research Encyclopaedia of International Studies*, 19 novembre, <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190846626.013.543> .
- . (2016). Theorising the Role of Cultural Products in Cultural Diplomacy from a Cultural Studies Perspective. *International Journal of Cultural Policy* 22(2) : 147–163.
- Constantinou, C., N. Cornago et F. McConnell. (2017). *Transprofessional Diplomacy*. Leiden, Pays-Bas : Brill.
- . (2016). Transprofessional Diplomacy. *Brill Research Perspectives in Diplomacy and Foreign Policy*, 1(4) : 1–66.
- Coulthard, G. (2014). *Red Skin, White Masks: Rejecting the Colonial Politics of Recognition*. Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Coulthard, G. et L. B. Simpson. (2016). Grounded Normativity / Place-Based Solidarity. *American Quarterly* 68(2) : 249–255.
- Cull, N. J. (2019). *Public Diplomacy: Foundations for Global Engagement in the Digital Age*. San Francisco : Wiley.
- . (2009). *Public Diplomacy: Lessons from the Past*. Los Angeles : Figueroa Press.
- Darian-Smith E. et P. C. McCarty. (2017). *The Global Turn: Theories, Research Designs, and Methods for Global Studies*. Oakland : University of California Press.
- Daviault, D., éd. (1994). *L'Algonquin au XVII<sup>e</sup> siècle*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- De Asúa, M. (2018). Natural History in the Jesuit Missions. In Ines G. Županov (Éd.), *The Oxford Handbook of the Jesuits* (1–35). Oxford : Oxford University Press.

- De Moya, M. (2018). *Protesting the Homeland: Diaspora Dissent Public Relations Efforts to Oppose the Dominican Republic's Citizenship Policies*. In A. Adi (Éd.), *Protest Public Relations: Communicating Dissent and Activism* (106–127). Londres et New York : Routledge.
- Deslandres, D. (1999). *Exemplo aequo ut verbo: The French Jesuits' Missionary World*. In J. W. O' Malley, G. Bailey, S. J. Harris et T. F. Kennedy (Éds), *The Jesuits: Cultures, Sciences, and the Arts, 1540–1773* (258–73). Toronto : University of Toronto Press.
- Desolla, P. (2005). *Beyond Nature and Culture*. Chicago : University of Chicago Press.
- deutschland.de. (2019). *Germany in the United Nations*. Deutschland.de. <https://www.deutschland.de/en/germany-in-the-united-nations>.
- EUNIC (Instituts culturels nationaux de l'Union européenne). (2016). *Cultural Diplomacy as Discipline and Practice: Concepts, Training, and Skills*. Sienne : Université de Sienne. [https://www.circap.org/uploads/1/8/1/6/18163511/eunic\\_cultural\\_diplomacy\\_report\\_\\_.pdf](https://www.circap.org/uploads/1/8/1/6/18163511/eunic_cultural_diplomacy_report__.pdf)
- Flew, T. et F. Hartig. (2014). *Confucius Institutes and the Network Communication Approach to Public Diplomacy*. *IAFOR Journal of Asian Studies* 1(1) : 1–18.
- Foucault, M. (1969). *L'archéologie du Savoir*. nrf, Éditions Gallimard. <https://archive.org/details/Michel-FoucaultLarchologieDuSavoir1969Gallimard/page/n245/mode/2up>.
- Gagnon, François-Marc. éd., en coll. avec Nancy Senior et Réal Ouellet. (2011). *The Codex Canadensis and the Writings of Louis Nicolas*. Montreal et Kingston : McGill-Queen's University Press.
- Gaudry, A. et D. Lorenz. (2018). *Indigenization as Inclusion, Reconciliation, and Decolonization: Navigating the Different Visions for Indigenizing the Canadian Academy*. *AlterNative* 14(3) : 218–227.
- Goethe-Toronto. (2020). *Goethe 20/20: 20 Thoughts on Cultural Entanglement*. Goethe Institut. <https://www.goethe.de/ins/ca/en/sta/tor/ver/phl/fbm.html>.
- Gibson, M. (2007). *Culture and Power: A History of Cultural Studies*. Sydney, Australie : New South Wales Press.
- Gienow-Hecht, J. C. E. et M. C. Donfried, eds. (2010). *Searching for a Cultural Diplomacy*. New York et Oxford : Berghain Books.
- Gilboa, E. (2008). *Searching for a Theory of Public Diplomacy*. *Annals of the American Academy of Political and Social Science* 616(1) : 55–77.
- Gillespie, M., B. O'Loughlin, E. Nieto McAvoy et B. Berneaud-Kötz. (2018). *Cultural Value: Cultural Relations in Societies in Transition, A Literature Review*. Londres : British Council.
- Gori, U. (1978). *Critical View on Cultural Diplomacy*. In H. Köchler (Éd.), *Cultural Self-Comprehension of Nations* (117–123). Tübingen and Basel : Horst Erdmann Verlag.
- Hall, S. (1992). *Cultural Studies and Its Theoretical Legacies*. In L. Grossberg, C. Nelson et P. A. Treichler (Éds), *Cultural Studies* (277–294). New York : Routledge.

- Harris, S. J. (2005). Jesuit Scientific Activity in the Overseas Missions, 1540–1773. *Isis* 96(1) : 71–79.
- Head, B. W. et J. Alford. (2013). Wicked Problems: Implications for Public Policy and Management. *Administration & Society* 47(6) : 711–739.
- Heine, J. (2013). From Club to Network Diplomacy. In A. Cooper, J. Heine et R. Thakur (Éds), *The Oxford Handbook of Modern Diplomacy* (55–69). Oxford : Oxford University Press.
- Inglehart, R. et P. Norris. (2016). Trump, Brexit, and the Rise of Populism: Economic Have-Nots and Cultural Backlash. Harvard Kennedy School (HKS) Working Paper No. RWP16-026, 29 juillet. SSRN : [https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=2818659](https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2818659).
- Jaffin, G. (1942). *New World Constitutional Harmony: A Panamericanadian Panorama*. New York : Columbia Law Review.
- Jessup, L. et S. Smith. (2017). Curating Cultural Diplomacy. *Journal of Curatorial Studies* 5(3) : 283–287.
- Johnson Reagon, B. (1975). "Give Your Hands to Struggle." Paredon Records; *Smithsonian Folkways Recordings*. <https://folkways.si.edu/bernice-johnson-reagon/give-your-hands-to-struggle/afri-can-american-music-protest/album/smithsonian>.
- Kelley, J. R. (2014). *Agency Change: Diplomatic Action Beyond the State*. Lanham, Maryland : Rowman et Littlefield.
- . (2010). The New Diplomacy: Evolution of a Revolution. *Diplomacy & Statecraft* 21 : 286–305.
- Kimmerer, R.W. (2013). *Braiding Sweetgrass: Indigenous Wisdom, Scientific Knowledge, and the Teachings of Plants*. Minneapolis, MN : Milkweed Editions.
- King, H. (2017). The Erasure of Indigenous Thought in Foreign Policy. OpenCanada.org <https://www.opencanada.org/features/erasure-indigenous-thought-foreign-policy/>. Consulté le 11 novembre 2019.
- Kovach, M. (2009). *Indigenous Methodologies: Characteristics, Conversations, and Contexts*. Toronto : University of Toronto Press.
- Krishna, S. (2001). Race, Amnesia, and the Education of International Relations. *Alternatives* 26 : 401–424.
- Kuokkanen, R. (2007). *Reshaping the University: Responsibility, Indigenous Epistemes, and the Logic of the Gift*. Vancouver : University of British Columbia Press.
- Lim, J.-H. (2017). What is Critical in Critical Global Studies? *global-e* 10(6), 9 mars 2017. <http://www.21global.ucsb.edu/global-e/march-2017/what-critical-critical-global-studies>.
- Lipsitz, G. (2010) Ethnic Studies at the Crossroads. *Kalfou* 1 : 11–15.

- Lyons, O. (1986). Indian Self-Government in the Haudenosaunee Constitution. *Nordic Journal of International Law* 55(1–2) : 117–121.
- Maas, H. (2019). Discours du ministre des Affaires étrangères Heiko Maas présenté au débat général de la 74<sup>e</sup> Session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Office fédéral des Affaires étrangères d'Allemagne, 25 septembre. <https://www.auswaertiges-amt.de/en/newsroom/news/maas-general-assembly/2250142>.
- McPherson G. et D. McGillivray. (2017). *Arts, Cultural Relations and Soft Power: Developing an Evidence Base (Interim Report)*. Londres : British Council et University of the West of Scotland.
- Melissen, J., éd. (2005). *The New Public Diplomacy: Soft Power in International Relations*. New York : Palgrave Macmillan.
- Ministère fédéral des Affaires étrangères (Allemagne). (2020). Video Conference Instead of Government Aircraft: Diplomacy in the Time of Coronavirus. 8 avril. <https://www.auswaertiges-amt.de/en/aussenpolitik/europa/digitale-aussenpolitik-corona/2332720>.
- Mignolo, W. (2011). *The Darker Side of Western Modernity: Global Futures, Decolonial Options*. Durham, NC : Duke University Press.
- Mounk, Y. (2018). *The People vs. Democracy: Why our Freedom is in Danger and How to Save It*. Cambridge : Harvard University Press.
- Nye, J. (2004). *Soft Power: The Means to Succeed in World Politics*. New York : Public Affairs.
- O'Malley, J. W., G. Bailey, S. J. Harris et T. F. Kennedy. (1999). Introduction. In J. W. O' Malley, G. Bailey, S. J. Harris et T. F. Kennedy, (Éds), *The Jesuits: Cultures, Sciences, and the Arts, 1540–1773* (xiiv–xv). Toronto : University of Toronto Press.
- Osiander, A. (2001). Sovereignty, International Relations, and the Westphalian Myth. *International Organization* 55(2) : 251–287.
- Parmenter, J. (2013). The Meaning of *Kaswentha* and the Two Row Wampum Belt in Haudenosaunee (Iroquois) History: Can Indigenous Oral Tradition be Reconciled with the Documentary Record? *Journal of Early American History* 3, 82–109.
- Rittel, H. W. J. et M. M. Webber. (1973). Dilemmas in a General Theory of Planning. *Policy Sciences* 4(2): 155–169.
- Reus-Smit, C. (2019). International Relations Theory Doesn't Understand Culture. *Foreign Policy*, 21 mars, <https://foreignpolicy.com/2019/03/21/international-relations-theory-doesnt-understand-culture/>.
- . (2018). *On Cultural Diversity: International Theory in a World of Difference*. Cambridge : Cambridge University Press.

- Rose, M. (2017). A New Cultural Diplomacy: The Integration of Cultural Relations and Diplomacy. *ifa Input*, mars, 1–5.
- Rosenau, J. (2003). *Distant Proximities: Dynamics Beyond Globalization*. Princeton : Princeton University Press.
- Rossow, R. (1962). The Professionalization of the New Diplomacy. *World Politics* 14(4) : 561–575.
- Santos, B. (2014). *Epistemologies of the South: Justice Against Epistemicide*. Bolder, CO : Paradigm.
- . éd. (2007). *Another Knowledge is Possible: Beyond Northern Epistemologies*. Londres : Verso.
- Simpson, L. B. (2017). *As We Have Always Done*. Minneapolis : University of Minnesota Press.
- . (2016). Indigenous Resurgence and Co-resistance. *Critical Ethnic Studies* 2(2) : 9–34.
- . (2008). Looking after Gdoo-naaganinaa: Precolonial Nishnaabeg Diplomatic and Treaty Relationships. *Wicazo Sa Review* 23(2) : 29–42.
- Slaughter, A.-M. (2017). *The Chessboard and the Web: Strategies of Connection in a Networked World*. New Haven, CT : Yale University Press.
- Spivak, G. (1990). *The Post-Colonial Critic: Interviews, Strategies, Dialogues*. New York : Routledge.
- Steger, M. B. et A. Wahrab. (2017). *What is Global Studies? Theory and Practice*. New York et Londres : Routledge.
- Stone, D. (2020). *Making Global Policy*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Stratton J. et I. Ang. (1996). On the Impossibility of a “Global” Cultural Studies: British Cultural Studies in an “International” Frame. In D. Morely et K.-H. Chen (Éds), *Stuart Hall: Critical Dialogues in Cultural Studies* (360–392). Londres and New York : Routledge.
- Sundberg, J. (2014). Decolonizing Posthumanist Geographies. *Cultural Geographies* 21(1) : 33–47.
- Todd, Z. (2016). An Indigenous Feminist’s Take on the Ontological Turn: ‘Ontology’ is Just Another Word for Colonialism. *Journal of Historical Sociology* 29(1) : 4–22.
- Tickner, J. A. (2016). Knowledge is Power: Challenging IR’s Eurocentric Narrative. *International Studies Review* 18(1) : 157–59.
- Tyler, M. C., R. Matthews et E. Brockhurst. (2017). Think Tank Diplomacy. *Diplomacy and Foreign Policy* 2(3) : 1–96.
- UNESCO. (2005). *2005 Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles*. Paris : UNESCO.



- Villanueva Rivas, C. (2018). Theorizing Cultural Diplomacy all the Way Down: A Cosmopolitan Constructivist Approach Discourse from an Ibero-American Perspective. *International Journal of Cultural Policy* 24(5) : 681–694.
- Van Ham, P. (2010). *Social Power in International Politics*. New York : Routledge.
- Williams, R. (1982). *The Sociology of Culture*. Chicago : University of Chicago Press.
- . (1976). *Keywords: A Vocabulary of Culture and Society*. New York, NY : Oxford University Press.
- . (1958). Culture is Ordinary. In R. Gable (Éd.), *Resources of Hope: Culture, Democracy and Socialism* (3–18). Londres : Verso, 1989.
- Willingham, D. T. (2007). Critical Thinking: Why Is It So Hard to Teach? *American Educator*, Été, 8–19, [https://www.aft.org/sites/default/files/periodicals/Crit\\_Thinking.pdf](https://www.aft.org/sites/default/files/periodicals/Crit_Thinking.pdf).
- Zaharna, R. S. (2012). *The Cultural Awakening of Public Diplomacy*. Los Angeles : Figueroa Press.
- Zvobgo, K. et M. Loken. (2020). Why Race Matters in International Relations. *Foreign Policy*, 19 juin, [https://foreignpolicy.com/2020/06/19/why-race-matters-international-relations-ir/?utm\\_source=PostUp&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=22224&utm\\_term=Editors%20Picks%20OC&?tpcc=22224](https://foreignpolicy.com/2020/06/19/why-race-matters-international-relations-ir/?utm_source=PostUp&utm_medium=email&utm_campaign=22224&utm_term=Editors%20Picks%20OC&?tpcc=22224).

## CRÉDITS PHOTOS

- Page 10. iStock : photo du haut par DisobeyArt; photo du bas par FatCamera
- Pages 12, 55, 65 et 72. © Musée royal de l'Ontario
- Pages 21 et 23. Gilcrease Museum, Tulsa, Oklahoma.
- Page 31. <http://www.wampumchronicles.com/tworowwampumbelt.html>
- Page 38 et 62. « Unceeded : Voices of the Land », Biennale internationale d'architecture de Venise; photos par Gerald McMaster.
- Page 43. Creative Commons; photo par Laurent Bélanger.
- Page 46, 49 et 70. Déclaration de Los Pinos; avec l'aimable autorisation du ministère de la Culture du Mexique.
- Page 50. The Hill Times, photographie par Andrew Meade.
- Page 53. UN Photo, photographie par Evan Schneider.
- Page 59. Murale extérieure à Chinatown, Toronto (Ontario); photographie par Eduardo Luciano Tadeo Hernández.
- Page 65. iStock par Rawpixel.
- Page 66. Getty Images, photographie par Kim Klement-Pool.

